LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE 1945-1985

PUBLIE PAR LA FSM
EN COOPERATION AVEC «PRACE»
MAISON D'EDITION
DES SYNDICATS TCHECOSLOVAQUES, PRAGUE

OCTOBRE 1985.

TÜSTAV
TÜSTAV
TÜSTAV

Le secrétariat de la Fédération syndicale mondiale dédie cette édition au 40ème anniversaire de la fondation de l'organisation. Aux travaux de recherche ont participé: *Evzen Erban* (Tchécoslovaquie, membre fondateur de la FSM), *Mahendra Sen* (Inde, ancien secrétaire de la FSM), *Luis C. Turiansky* (Uruguay, conseiller politique auprès du secrétariat) et *Emilio Pereira* (Espagne, chef du centre de documentation). Les sources utilisées figurent dans une annexe bibliographique.
Rédacteur: Luis C. Turiansky.

Publié en français, anglais, espagnol.

Reproduction et traduction dans d'autres langues autorisées, sous réserve de mentionner la source.

FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Siège:
Vinohradská 10, 12147 Prague, Tchécoslovaquie
Téléphone: (422) 243741, 242841
Télégramme: FESYMOND (Prague)
Telex: 121525 WFTU C.

ÚSTAV

Au lecteur

Les pages qui suivent n'ont pas la prétention de relater l'histoire complète de la FSM, moins encore celle du mouvement syndical en général. Elles ne sont qu'une modeste contribution aux célébrations du quarantième anniversaire de la fondation de la centrale mondiale. Tout au plus, nous osons espérer que leur lecture stimulera le travail de recherche des historiens, comblant ainsi une lacune sensible dans l'historiographie des luttes sociales de notre temps.

Nous avons voulu présenter, sous forme condensée et simple, les origines et l'évolution d'une organisation qui, depuis quarante ans, n'a cessé de servir les intérêts des travailleurs du monde entier, leur unité et leur solidarité internationale. Elle a passé outre aux différentes options politiques, philosophiques ou religieuses des travailleurs, à leur race,

couleur ou nationalité et au système social ou degré de développement économique de leur pays respectif. Cette publication doit donc être une source d'inspiration pour les nouvelles générations de syndicalistes.

Deux clarifications sont cependant nécessaires:

Premièrement, il s'agit d'un travail réalisé par des gens *d'aujourd'hui*, avec une vision des questions traitées qui correspond aux nécessités actuelles du mouvement syndical: ce dernier a sensiblement évolué depuis les événements notés au début et il fait aujourd'hui montre d'une grande richesse et diversité de situations. (difficultés reflétées dans un travail de dimensions réduites).

Deuxièmement, les auteurs se sont basés sur l'étude *des documents* disponibles, puisés surtout dans les archives de la FSM, complétés par la consultation de certains travaux d'autres auteurs (voir la note bibliographique à la fin du livre). Il y a cependant certaines carences inévitables.

Les quarantes années de la FSM ne sont, bien sûr, par exemptes d'erreurs comme toute œuvre de l'Homme. Mais elles sont un témoignage de l'esprit d'abnégation apporté à la cause des travailleurs, d'honnêteté, de sacrifice et de fidélité aux nobles principes unitaires qui ont présidé à sa naissance.

Dans notre ouvrage, nous avons souhaité refléter ces mêmes qualités. Nous espérons que le lecteur comprendra les omissions.

La rédaction

TÜSTAV

Les racines

Dès que se sont établies les relations capitalistes de production, la tendance naturelle de la classe ouvrière a été de s'unir afin de s'opposer collectivement à l'injustice sociale.

L'aspiration des travailleurs à l'association s'affirme avant même qu'ils n'aient compris les mécanismes d'exploitation et établi un programme clair d'émancipation: elle se base sur leur communauté d'intérêts. Pour cela aussi les classes exploiteuses n'ont épargné aucun effort au cours de l'histoire pour semer la division dans les rangs des travailleurs, puisqu'elles ne pouvaient empêcher la constitution et le développement d'organisations qui furent à l'origine de ce que nous appelons «le mouvement ouvrier».

Une place importante y est occupée par les syndicats — organisations des travailleurs unis par le lieu de travail, la profession ou la branche d'industrie. Ces syndicats cherchent à promouvoir les intérêts à court et long termes de tous les travailleurs sans distinction de leur champ d'action

spécifique, s'organisant ensuite au niveau national, régional ou international.

La création de la FSM en 1945, plus large unité syndicale jamais réalisée à l'échelle mondiale, n'est pas fortuite: c'est le résultat, l'apogée de plus d'un siècle d'efforts organiques, de luttes et d'expériences unitaires des travailleurs de tendances les plus diverses. C'est le triomphe des idées de paix et de progrès social, de la solidarité internationale de classe au-delà des frontières nationales et des barrières idéologiques.

Aujourd'hui la FSM se réclame de ce legs historique qui s'est synthétisé par sa fondation.

Les racines qui la nourrissent sont la classe ouvrière elle-même.

LES ORIGINES

L'Angleterre, pays où commença la révolution industrielle du XVIIIème siècle, peut être considérée comme le berceau du mouvement syndical. C'est là que naquirent, à la fin du XVIIIème siècle et au début du XIXème, les premières associations ouvrières. A la différence des corporations professionnelles du Moyen-Age qui groupaient dans leurs rangs tous les producteurs d'un métier déterminé, qu'ils fussent ou non propriétaires des moyens de production, le nouveau type d'organisation correspond au développement de la production industrielle et se distingue par son caractère de classe, étant exclusivement réservée aux ouvriers salariés.

Il est donc naturel que les origines de ce mouvement se situent dans les pays à développement industriel d'Europe et d'Amérique du nord. Il s'agit, au début, des plus diverses organisations d'aide mutuelle, dont le but premier est de défendre leurs associés en cas de maladie, d'accident, de perte de l'emploi, de veuvage, etc. On voit aussi surgir des formes initiales de coopération économique, des coopératives de consommation ou de production. Mais l'exploitation sans

scrupules dont sont l'objet les travailleurs les conduit très tôt à la lutte pour leurs revendications. La méthode la plus fréquente est la grève, forme d'action connue dans le passé parmi les artisans non-membres des corporations, mais qui devient alors une arme puissante entre les mains des travailleurs.

Le fait de comprendre les objectifs de la lutte est le résultat d'un processus long et compliqué, qui passe d'abord par la réaction intuitive de détruire machines et usines, symboles de l'appropriation capitaliste des moyens de production, jusqu'à comprendre que la cause de la misère réside dans les relations sociales injustes et non dans le développement de la technique.

C'est alors que prend corps la nécessité de combiner la lutte revendicative pour des objectifs immédiats avec l'action politique indépendante de la classe ouvrière, au moyen de divers programmes de réforme sociale.

La diversité d'options politiques du mouvement ouvrier et la nécessité de combiner d'une manière correcte, dans le mouvement syndical, les aspirations immédiates et à long terme des travailleurs, accompagnent ce mouvement depuis le début.

Du point de vue de l'organisation également, le mouvement syndical est le produit d'une lente évolution qui suit les traditions et les conditions spécifiques de chaque pays. Cependant, d'une manière générale, on passe de l'organisation par métiers, typique pour les corporations médiévales et qui dure encore un certain temps dans le mouvement syndical, à l'unité interprofessionnelle sur chaque lieu de travail, conformément à la socialisation croissante de la production et à la concentration capitaliste dans de grandes entreprises. Les travailleurs comprennent peu à peu que leur force réside dans l'unité.

On passe des actions isolées, que l'Etat peut facilement réprimer, à la coordination des actions au niveau de tout un secteur industriel ou de tout un pays, et l'idée fondamentale de la solidarité se développe.

Les premières tentatives de créer des organisations syndi-

cales nationales sont aussi enregistrées en Grande-Bretagne: en 1831 c'est *l'Association nationale pour la protection de la main d'œuvre;* en 1934, Robert Owen fonda la *Fédération nationale des syndicats amalgamés* qui annonçait les syndicats modernes.

Cependant, il faut noter que le syndicalisme ne s'est pas développé sans heurts. Au contraire, les gouvernements bourgeois d'alors s'y opposaient farouchement.

En Grande-Bretagne, les activités syndicales étaient illégales jusqu'en 1824 et les membres des syndicats étaient passibles de graves peines en vertu des Lois dites *«Combination Acts»* de 1799 et 1800. On sait l'affaire des six *«Martyrs de Tolpuddle»* condamnés en 1834 à six ans d'exil pour avoir tenté d'organiser les travailleurs agricoles. En réalité, les syndicats ne furent reconnus par la loi britannique qu'en 1875.

En France, le droit de s'organiser en syndicats ne fut acquis qu'en 1884, car même la Révolution de 1789-92 n'apporta aucun progrès en la matière. En Italie, la grève était considérée comme un délit jusqu'en 1889. En Allemagne, seuls les ouvriers d'industrie avaient le droit de se syndiquer et encore avec d'innombrables restrictions. Aux Etats-Unis, bien que légaux de jure, les syndiats faisaient l'objet de persécutions arbitraires encore à la fin du XIXème siècle en vertu de la *«Loi Sherman»* de 1890 appelée aussi *«Loi anti-trusts»*.

Les droits syndicaux reconnus aujourd'hui dans bien des législations nationales et dans les conventions internationales de l'Organisation internationale du travail sont le fruit de la lutte, souvent héroïque, des travailleurs.

Les tentatives de la réaction pour réprimer cette nouvelle force sociale naissante se sont soldées par des échecs. La conception originale de la solidarité ouvrière dépassa rapidement les frontières des Etats.

En 1836, William Lovet, secrétaire de *l'Association ouvrière de Londres,* demandait dans son *Message aux ouvriers de Belgique:*

«Si les monarques peuvent s'unir, pourquoi ceux qui pro-

duisent les richesses ne pourraient-ils pas constituer leur propre Sainte-Alliance?»

Les tentatives de coordonner l'action des travailleurs à l'échelle internationale étaient alors fréquentes. Mais il fallait que les conditions se trouvent réunies.

Les années 1840 enregistrèrent une forte dépression économique, avec l'aggravation consécutive de la condition des masses laborieuses. En 1848, la vague révolutionnaire déferle sur l'Europe, balayant les monarchies absolutistes et les vestiges du féodalisme là où cela était possible. La classe ouvrière prit une part active aux révolutions démocratiques et y apporta le plus grand sacrifice, mais les fruits de la lutte populaire furent finalement accaparés par la bourgeoisie, pour son seul profit. Il devenait de plus en plus évident que la classe ouvrière ne pouvait plus compter sur les promesses des classes dirigeantes si elle voulait obtenir son émancipation réelle.

C'est ainsi que ses forces les plus conscientes fondèrent, en 1864, *l'Association ouvrière internationale,* ou *Première internationale.* Elle avait deux motifs fondamentaux: la nécessité d'un programme politique indépendant de la classe ouvrière («L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même», dit le règlement de l'Internationale) et la solidarité internationale. Il convient de signaler en passant, car l'expérience se répètera dans le courant de l'histoire chaque fois qu'une nouvelle unité se forge, que la fusion internationale est précédée par la création d'organismes pour l'intensification des relations bilatérales comme le *Comité de liaison anglo-français,* constitué en 1862.

Dans «la Première Internationale» fusionnèrent les divers courants qui existaient alors au sein du mouvement ouvrier. L'organisation fut conçue comme un front unique de toutes les composantes — politiques et de masse — de ce mouvement, les syndicats compris. Elle était également ouverte à l'affiliation directe de particuliers. Cependant, son unité est affectée par les querelles idéologiques internes jusqu'en 1876 où le Congrès de Philadelphie décide sa dissolution.

Malgré sa brève expérience, la Première Internationale joua un rôle décisif dans l'organisation des travailleurs et leur formation de classe.

L'ASSAUT DU CIEL

Entre-temps, le fantôme des crises cycliques est réapparu sur la scène. La désagrégation politique profonde qu'il a déclenché s'est accentuée avec la guerre franco-prussienne de 1870-71. Le peuple français souffre de l'ignominieuse occupation étrangère et de la trahison des classes dirigeantes. En mars 1871, le peuple de Paris se soulève et proclame «la Commune», première tentative de gouvernement ouvrier du monde. Cette épopée héroïque a duré soixante-douze jours à peine: la réaction interne, avec l'appui des troupes étrangères, a fini par la noyer dans le sang; on estime à 30.000 le nombre des communards massacrés, en plus d'innombrables condamnés à diverses peines de prison ou aux galères; des dizaines de milliers d'autres ont cherché refuge dans d'autres pays.

Cependant, la Commune de Paris continue de vivre dans le cœur et l'esprit de tous les défenseurs de la justice et du progrès social. Le volume impressionnant de lois progressistes décrétées durant sa brève existence a montré au monde quelles étaient les aspirations des travailleurs à une société plus juste. L'échec que lui ont infligé les forces unies de la réaction internationale en dépit de l'héroïsme de ses combattants, a été une leçon sans prix pour la lutte des classes; la terreur déchaînée à la suite de cette défaite est la même que celle qui durant toute l'histoire accompagnera chaque contre-révolution.

Après le repli imposé par la contre-révolution, on assiste dans les années 80 à une nouvelle montée des luttes revendicatives, dont le thème central est la réduction de la journée de travail.

Les conditions d'exploitation du travail salarié étaient absolument inhumaines à l'époque; les travailleurs étaient par-

fois obligés de faire des journées de seize heures ou plus, ils devenaient des parias, exclus de l'éducation et de la culture et rongés par les maladies. En 1866, le Congrès de la Première Internationale, à Genève, avait établi que la journée de huit heures était «la condition indispensable au succès de tout nouvel effort d'émancipation». Huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures pour la culture et l'éducation, telle était la division rationnelle du temps quotidien devenue une exigence inéluctable pour la protection du travailleur en tant qu'être humain.

Dans les années 1880, ce mouvement atteignit des proportions de masse aux Etats-Unis. En 1884, l'organisation ouvrière des *«Chevaliers du Travail»* à appelé à imposer de fait la journée de huit heures dans tout le pays à partir du samedi 1er mai 1866, jour ouvrable normal à l'époque. Les grèves et les manifestations organisées à cette date dans les principaux centres industriels, notamment à Chicago ont semé la panique parmi les autorités.

Le succès de masse de l'action eut un effet stimulant et à Chicago la grève s'est poursuivie le lundi 3 et le mardi 4, après quoi a été convoqué un rassemblement pacifique des travailleurs sur la place de Haymarket. La police, rendue particulièrement nerveuse par la suite des événements, attaque; un coup de revolver isolé — dont les circonstances restent à éclaircir — provoque le tir général et le massacre qui a fait plus de deux cents morts et signifié l'arrestation des principaux dirigeants.

La farce de procès organisée ensuite culmine par la condamnation à mort des huit *«Martyrs de Chicago»*, dont voici les noms: *Albert Parson; August Spies; Samuel Fielden; Michael Schwab; George Engel; Adolph Fischer; Louis Lingg; Oscar Neeb.*

Peu avant son exécution, le 11 novembre 1887, August Spies prononce ces paroles prémonitoires:

«Le temps viendra où notre silence dans la tombe sera plus fort que notre voix.»

Le crime, en effet, produit le contraire du résultat escompté par ses auteurs: une vague d'indignation déferle sur

le monde et les luttes pour la journée de huit heures s'intensifient en souvenir de ces martyrs.

En 1889, lors du centenaire de la révolution française, se réunissent à Paris les représentants des mouvements socialistes de divers pays pour fonder *l'Internationale ouvrière socialiste* ou *Deuxième Internationale.* Entre-temps, la *Fédération américaine du travail (AFL)* qui venait de naître, avait convoqué une nouvelle grève à l'occasion de l'anniversaire des événements de Chicago, le 1er Mai 1890. La Deuxième Internationale décide de s'engager dans l'action en appelant les travailleurs du monde entier à organiser pour cette journée «des manifestations simultanées dans tous les pays».

Le 1er Mai, Journée internationale des travailleurs, est né. Il n'est pas fortuit qu'en tant que journée mondiale de solidarité, elle ait pour origine l'hommage aux martyrs de la classe ouvrière. Le succès de la journée de 1890 conduit à la décision historique de transformer cette date en journée d'action chaque année.

En 1891, la Journée compte avec une participation encore plus grande des masses. Les mesures répressives prises par les autorités devenaient plus dures; par exemple, dans la ville française de Fourmies, les manifestants, dont un grand nombre de femmes et des enfants, ont été littéralement criblés de balles par l'armée.

La répression et le crime accompagnaient ces journées depuis leur origine. Mais avec le temps, le 1er Mai est devenu une véritable marée humaine vers la libération. Dans les pays socialistes, c'est la fête des victoires remportées, la source de nouveaux efforts. Dans beaucoup d'autres pays, les travailleurs l'ont imposé comme leur journée et beaucoup de législations le reconnaissent comme jour férié.

LE DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

A une époque où le mouvement ouvrier cherchait avec

insistante sa voie spécifique, les relations entre les syndicats et les courants politiques organisés étaient assez étroites. Dans de nombreux cas, l'organisation syndicale faisait partie de la structure des partis et, par exemple, le TUC britannique a contribué d'une manière décisive à la fondation du Parti travailliste dont il est encore aujourd'hui une des composantes.

L'autre extrême était constitué par les tendances qui niaient au syndicat tout droit à se prononcer sur des questions politiques. Samuel Gompers, dirigeant de l'AFL aux Etats-Unis durant de nombreuses années, parlait de promouvoir un «syndicalisme pur et simple», apolitique, ce qui, en fait, le laissait sans défense face à la politique, terrain de chasse exclusif des classes dominantes.

Cependant, durant la période à l'étude, la nécessité de l'unité syndicale, en dépit des différences d'option politique, acquiert de plus en plus d'importance. Dans la seconde moitié du XIXème siècle le monde évolue rapidement. Le développement de la concentration capitaliste mène à la formation des monopoles. L'impérialisme fait son apparition, avec la répartition du monde entre les grandes puissances et le pillage des richesses naturelles des peuples. Dans le même temps, les effectifs de la classe ouvrière dans le monde entier s'accroissent d'une manière accélérée. Vers 1900, il y avait déjà 4 millions de travailleurs organisés dans les syndicats, qui se transformèrent en fortes organisations de masse. De grandes centrales nationales indépendantes voient le jour, comme la *Confédération générale du travail* (CGT), fondée en France en 1895.

L'expansion des monopoles dans des secteurs entiers de la production et de la distribution souligne la nécessité de renforcer l'organisation syndicale sur le plan professionnel; la tendance naturelle est à l'unification des syndicats de base en grandes fédérations de branche. A son tour, l'internationalisation croissante de l'économie met en évidence la nécessité de coordonner l'action syndicale professionnelle sur le plan international.

C'est pour répondre à ce besoin que naissent les *Secréta-*

ÚSTAV

riats professionnels internationaux (SPI). Au début de notre siècle, ces structures syndicales internationales couvraient déjà dix sept branches professionnelles dont les arts graphiques, les mines, l'habillement, le textile, la métallurgie, les transports, etc. En 1903, un organisme de coordination de tous les SPI voit le jour: c'est le *Secrétariat syndical international,* transformé en 1913 en *Fédération syndicale internationale* (FSI) que l'on peut considérer comme la première tentative de création d'une centrale mondiale.

A la veille de la Première Guerre mondiale, les effectifs déclarés de la FSI étaient de huit millions de travailleurs, organisés en dix-neuf centrales nationales, presque toutes d'Europe et d'Amérique du Nord.

Or, la réalité syndicale était déjà beaucoup plus riche que ne la reflétait la FSI...

UNE PARENTHESE INDISPENSABLE

Il faut à ce point ouvrir une parenthèse afin de parachever le tableau des luttes ouvrières que l'on vient de brosser. En effet, s'il est certain que le développement inégal du capitalisme a entraîné le retard relatif d'immenses régions du monde et la concentration du développement industriel en Europe et en Amérique du nord, où se massait aussi la majorité des effectifs de la classe ouvrière, on ne peut prétendre que sur les autres continents ou sous-continents il n'y avait pas de luttes sociales.

En Amérique latine en particulier, produit du développement capitaliste relatif de certains pays (Argentine, Chili, Cuba, Mexique et Uruguay pour ne citer qu'eux), il existait déjà vers la moitié du XIXème siècle un prolétariat relativement fourni et organisé. Les courants d'immigrants européens avaient apporté aussi les idées révolutionnaires et l'expérience du mouvement ouvrier international. Ainsi, la première journée mondiale du 1er Mai, en 1890, fut célébrée également en Argentine, à Cuba et au Mexique. A la fin du siècle, il existait déjà dans divers pays du sous-continent lati-

no-américain un puissant mouvement syndical et dans beaucoup de lieux avaient été créées des sections de la Deuxième internationale.

Les premières centrales syndicales nationales d'Amérique latine furent créées en Uruguay (1875), au Pérou (1884), en Argentine (1890), à Cuba (1890), au Chili (1909), au Mexique (1912) et au Salvador (1914). En 1909, une conférence tenue à Buenos Aires réunit les organisations syndicales de six pays de la région.

En Afrique, malgré les dures conditions du colonialisme, les travailleurs s'opposaient à l'oppression et luttaient héroïquement, en particulier les mineurs et les dockers. Une des premières grèves enregistrées par l'administration coloniale est celle des dockers de Freetown, en 1874; dix ans après, un travailleur africain, S.H. Case, fondait un syndicat nommé: Association des mécaniciens et un journal, l'Artisan.

En Union sud-africaine, on enregistre la fondation du premier syndicat, celui des menuisiers, en 1887 au Cap. Après l'écrasement de la résistance des Boers entre 1899 et 1902 et le contrôle par les colonialistes britanniques des fabuleux gisements d'or et de diamants, a lieu le développement rapide de l'organisation syndicale et des luttes revendicatives des mineurs, bien que limité aux mineurs d'origine européenne; à l'époque, le salaire perçu par un mineur africain représentait à peine un huitième du salaire d'un mineur blanc.

En Asie, le développement de la classe ouvrière, particulièrement dans l'industrie textile, a donné un nouvel essor aux luttes pour la libération du joug colonial. En Inde, nous enregistrons une première grève en 1877 et un total de 25 grèves dans la période entre 1882 et 1890 dans les Etats de Bombay et de Madras. Les travailleurs du textile de Bombay s'organisent en syndicats dès 1884. La grève générale de six jours, convoquée par les travailleurs du textile de Bombay en 1908, exigeant la libération de leur dirigeant Bal Gangadhar Tilak, détenu par le gouvernement britannique, a été l'un des points culminants de la période d'avant-guerre.

En Chine, le processus d'industrialisation s'est développé

lentement à partir de la fin du XIXème siècle. Les premiers syndicats ont été créés en 1906, dont celui des ouvriers de Kwantung et celui des préposés des postes de Canton. La révolution de 1911 a contribué au développement du mouvement syndical.

A la différence d'autres pays asiatiques sous domination coloniale, le Japon a pu développer une économie capitaliste indépendante. Sen Katayama, pionnier du mouvement syndical et ouvrier japonais, décédé en 1933, marque la naissance du mouvement syndical dans ce pays en 1897, lorsque les ouvriers de la sidérurgie de Tokyo fondent le premier syndicat, immédiatement suivis par ceux d'autres professions. En 1898, les cheminots organisent une grève victorieuse. Les syndicats japonais sont violemment interrompus dans leur développement par les autorités qui les dissolvent en 1900.

Une description complète des luttes sociales en Afrique, Asie et Amérique latine dans les débuts du mouvement syndical attend encore, pour être faite, des chercheurs libres de tout préjugé et mythe créés par l'impérialisme.

De toute façon, il est un fait que les travailleurs des pays sous-développés et dépendants ne faisaient pas partie de la FSI, ce qui constituait une des ses principales faiblesses. En réalité, la première centrale réellement «mondiale» ne sera créée que quelques dizaines d'années plus tard: la FSM.

LE ROLE DE LA FEMME

Doublement exploitée et victime des discriminations sociales depuis des siècles, la femme travailleuse rejoint dans les luttes ses camarades hommes en surmontant toutes sortes de difficultés et de préjugés. Avec un héroïsme souvent anonyme, les femmes accompagnent les hommes au cours des grandes journées de lutte, soit en apportant leur soutien irremplaçable aux grévistes, soit en participant directement en tant que travailleuses. L'exploitation intense du travail des femmes et du travail des enfants est, en effet, une source

supplémentaire de profits pour le patronat capitaliste. Et ce n'est qu'à la fin du XIXème siècle que les femmes peuvent adhérer aux syndicats...

C'est pourquoi le mot d'ordre «à travail égal, salaire égal», revendication spécifique de la femme travailleuse dans le contexte des revendications générales du mouvement syndical, est un but de justice sociale élémentaire. Sur le terrain politique, la lutte est axée vers la revendication en faveur de l'égalité du droit de vote pour les hommes et les femmes.

Cependant, le mouvement revendicatif féminin, intégré dans les luttes de tous les travailleurs, hommes et femmes, possède, pour des raisons historiques, certaines particularités qui, à leur tour, enrichissent l'expérience universelle de la classe ouvrière. C'est ainsi que l'ont compris les militantes les plus conscientes, comme Clara Zetkin; grâce à son initiative, une Conférence Internationale de Femmes Socialistes, tenue à Copenhague en 1910, a décidé de proclamer le 8 Mars «Journée internationale de la femme», comme journée internationale de solidarité des femmes de tous les pays dans leur lutte pour la paix, la démocratie et l'égalité des droits.

Cette date fut choisie en souvenir de la grande grève des ouvrières de l'industrie de l'habillement et de la chaussure à New York, le 8 Mars 1857, pour la journée de dix heures (!), pour des conditions d'hygiène élémentaires et pour un salaire égal à celui des hommes.

La Journée internationale de la femme a été célébrée pour la première fois en 1911 en Allemagne, en Autriche-Hongrie et au Danemark. Elle est devenue une journée mondiale, régulièrement célébrée par le mouvement syndical. Ceci est d'importance capitale alors que s'achève la Décennie pour la femme, proclamée pour 1976-1985 par les Nations-Unies.

TÜSTAV

A L'APPROCHE DE LA PREMIERE CATASTROPHE

En 1905, la Conférence syndicale internationale a adopté

une résolution qui limitait le champ d'action du mouvement syndical aux questions purement revendicatives ou strictement professionnelles des travailleurs; toutes les questions relatives aux intérêts généraux de la classe ouvrière et à son attitude face aux divers phénomènes sociaux devraient dorénavant être exclusivement l'affaire de «l'aile politique» du mouvement ouvrier, comme contre-partie de la reconnaissance tacite de l'indépendance du mouvement syndical.

Cette division de fonctions entre les deux «ailes» du mouvement, interpétrée d'une manière plus étroite qu'indépendante, car elle réduisait considérablement la souveraineté des organisations syndicales, a altéré leur capacité d'action et réduit leur rôle à celui de simples instruments pour la conquête des avantages économiques. Les multiples demandes de reconsidération, présentées surtout par la CGT de France, ont toujours été rejetées par une grande majorité de voix.

Une telle attitude de la majorité dans la FSI a eu des conséquences négatives au moment où planait sur le monde la menace d'une grande catastrophe: les puissances impérialistes se préparaient à une nouvelle répartition du monde, en formant des blocs militaires opposés entre eux; une étincelle pouvait mettre le feu aux poudres...

Le mouvement ouvrier était conscient de l'immense danger que cela représentait. Au Congrès de Stuttgart, en 1907, la Deuxième internationale a appelé à «entreprendre des actions pour éviter le déclenchement de la guerre et, si elle éclatait, à mobiliser les masses pour renverser le régime capitaliste». Mais le mouvement était rongé par l'exaltation nationaliste; ses principaux dirigeants se pliaient tacitement à la politique de leurs Etats respectifs opposés. Cependant, ses forces les plus saines continuèrent à arborer le drapeau de l'internationalisme, même après le déclenchement de la guerre en 1914.

La FSI, pour sa part, a dû payer un tribut pour ses conceptions démobilisatrices; elle a pratiquement cessé d'exister au milieu des flammes qui couvraient l'Europe.

La guerre mondiale de 1914-1918 a exacerbé au maximum les contradictions du système capitaliste. Elle a apporté des souffrances immenses aux peuples; des millions de vies humaines immolées sur l'autel des intérêts impérialistes, des mutilés, la destruction, la faim et la misère, tel en était le bilan.

Dans le même temps, la volonté de changements sociaux s'est largement consolidée parmi les masses. Le monde qui verrait le jour à la fin de la guerre ne pouvait plus être le même;les peuples exigeaient une démocratisation véritable de la société.

En 1917, la première révolution socialiste triomphait en Russie. Le socialisme, sujet de discussions théoriques devint une alternative réelle. Pour la première fois, un gouvernement décrètait unilatéralement la paix, le partage des terres entre les paysans et proclamait le droit des peuples à l'autodétermination.

Une ére nouvelle commence; celle des révolutions sociales et de la libération nationale, celle du resserrement progressif des rangs du camp de l'impérialisme.

Sous l'impact de cet événement historique, les luttes sociales atteignent une nouvelle apogée à la fin de la guerre, entre 1918 et 1919. L'empire austro-hongrois se désagrège; l'Allemagne se proclame république et un soulèvement populaire tente de lui imprimer un caractère socialiste; d'autres tentatives révolutionnaires se situent en Hongrie et en Slovaquie.

Mais les puissances victorieuses ont d'autres plans pour partager le butin de guerre, ancrés dans le Traité de Versailles: les révolutions sont noyées dans le sang et le feu et une intervention militaire est organisée contre le jeune Etat soviétique. Or, celui-ci résiste héroïquement, ce qui donne lieu à un vaste mouvement de solidarité internationale. Il se lance dans la construction d'une société nouvelle, sans exploités ni exploiteurs, en plein blocus ennemi.

Tous ces événements ne pouvaient ne pas avoir une influence directe sur le mouvement syndical et cela sous deux angles différents: d'une part, un secteur de la classe ouvrière considérait l'action des révolutionnaires russes comme un stimulant et un espoir dans leurs luttes pour un monde meilleur; d'autre part, de vastes secteurs du capital préconisaient la nécessité de réduire quelque peu l'oppression sociale pour éviter de nouvelles explosions révolutionnaires.

Le mouvement syndical, dont nous suivons le développement, s'est accru; en 1919, il comptait 50 millions de travailleurs organisés. L'Europe et l'Amérique du nord ne sont plus les seuls théâtres des grandes luttes; des mouvements sociaux se constituent également en Asie, en Afrique et en Amérique latine. En 1920 est fondé le Congrès pan-indien des syndicats (AITUC). De 1910 à 1917, une révolution agraire profonde bouleverse le Mexique, laissant des traces indélébiles sur l'évolution ultérieure des luttes sociales dans ce pays.

Comment le mouvement syndical international, marqué, mais non détruit par la guerre, relève-t-il ces défis?

Une intense bataille idéologique se déroule en son sein, entre les partisans de la lutte de classes et les courants dits «réformistes» qui plaçaient leurs espoirs dans le pouvoir de négociation des syndicats pour promouvoir les intérêts des travailleurs au moyen d'un «accord social» entre les classes. Cette conception reçoit l'appui de nombreux gouvernements des pays capitalistes où, dans certains cas, participent des représentants du mouvement ouvrier. En 1919 se constitue *l'Organisation internationale du travail* (OIT), structure tripartite internationale chargée de l'élaboration des normes du travail avec le concours des gouvernements, des employeurs et des travailleurs.

La polémique entraîne la différenciation du mouvement en courants dont les signes politiques sont bien marqués:

En février 1919, l'Internationale socialiste se reconstitue. En juillet de la même année, un Congrès syndical international se réunit à Amsterdam et décide de ressusciter la Fédération syndicale internationale qui, de ce fait, sera connue par

la suite sous le nom d'*Internationale d'Amsterdam.* Son champ d'action continue cependant de se limiter aux pays capitalistes industrialisés (en 1936 la Confédération des travailleurs du Mexique adhère à l'Internationale avec le vœu exprès de lui imprimer «un esprit anti-impérialiste»). Mais surtout, il y a un grand absent: le jeune mouvement syndical soviétique; son affiliation éventuelle est conditionnée par la reconnaissance des principes adoptés— sans sa participation — à Amsterdam et elle est rendue plus difficile par l'adoption de déclarations inacceptables de «répudiation du régime bolchévique».

Peu après, en 1920, *la Confédération internationale des syndicats chrétiens* (CISC) se constitue à La Haye. Sa conception, inspirée de l'encyclique papale «Rerum Novarum» prétendait que la lutte des classes serait contraire à la doctrine chrétienne.

Les courants de classe, influencés par la révolution russe et exclus de la participation à l'élaboration de la politique de la FSI, se réunissent à Moscou en 1920 et constituent le *Conseil international des syndicats* transformé en 1921 en *Internationale syndicale rouge.*

Ajoutons aussi le courant anarcho-syndicaliste, déjà faible mais toujours présent et organisé sur le plan international sous le même nom que la Première internationale, c'est-à-dire *Association internationale des travailleurs*, et qui existe formellement jusqu'à la fin des années 20.

De la sorte, le mouvement syndical international fait irruption divisé sur la scène de l'après-guerre; des raisons internes aussi bien qu'externes en sont à l'origine. Le résultat ne peut être que sa faiblesse pour faire face d'une façon unie aux graves problèmes qui approchent.

Pratiquement jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale les organisations internationales seront séparées par de profondes divergences politiques, presque sans aucun rapport entre elles et avec une bonne dose de sectarisme et de rancune d'un côté et de l'autre. Ces désunions ont favorisé la montée des forces qui préparaient une nouvelle catastrophe mondiale...

DE NOUVEAU LE PROBLEME DE L'UNITE

La division du mouvement syndical était en nette contradiction avec les besoins de la lutte des travailleurs. Les illusions à propos des réformes sociales et de la prospérité économique dans les pays capitalistes après la guerre se dissipent dans l'engrenage inexorable du système. La grande crise des années 1929-1930 ébranle le monde du travail. La riposte de la réaction à l'essor des luttes des travailleurs a donné à l'apparition d'un nouveau phénomène en Europe, le fascisme qui signifie sur le plan du travail la suppression violente des droits syndicaux et l'organisation forcée des travailleurs dans des organisations dirigées par le régime et obligées d'appliquer, jusqu'à ses conséquences ultimes, la politique de collaboration de classe (Mussolini annonça en février 1928: «Je déclare que dès maintenant, le capital et le travail auront des droits et des obligations égaux, comme des frères au sein de la famille fasciste»).

Mais le fascisme, adopté par les forces les plus aggressives de l'impérialisme, implique aussi un grave danger pour la paix et la sécurité de toutes les nations. L'unité de la classe ouvrière, facteur mobilisateur des grandes masses pour la défense de la démocratie, de la paix et de l'indépendance nationale, devient de plus en plus urgent, au moment même où les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine intensifient leurs luttes pour la libération du joug colonial et des autres formes de dépendance, notamment économique.

En 1924, la direction de l'Internationale syndicale rouge propose à la Fédération syndicale internationale de procéder à la fusion des deux organisations dans un Congrès de l'unité où la représentation serait proportionnelle, mais l'idée en est rejetée par le Conseil général de la FSI.

La centrale d'Amsterdam se borne à envisager l'éventualité de l'affiliation individuelle des syndicats soviétiques, c'est-à-dire en méconnaissant la réalité de l'ISR dans d'autres pays. Sur le plan des relations bilatérales, il se crée cependant un Comité syndical anglo-soviétique de brève du-

rée, qui se pose comme objectif l'unité du mouvement syndical international.

Ce sont des années d'expansion pour le mouvement syndical de beaucoup de pays. Mais pratiquement l'ISR est l'unique centrale internationale ayant des contacts et des liens organiques avec les syndicats des pays sous-développés et dépendants; on peut dire que c'est là un de ses principaux mérites. Dans le même temps, un important courant des syndicats autonomes, sans affiliation internationale, qui jouera un rôle important dans la reconstruction de l'unité, est en voie de formation. Dans ce contexte, on assiste à une série de tentatives unitaires à l'échelle régionale: en 1938,est fondée au Mexique «la Confédération des Travailleurs d'Amérique latine» (CTAL), organisation sans affiliation internationale; pour faciliter le processus unitaire, la «Confédération syndicale latino-américaine» (CSLA), crée en 1932 comme régionale de l'ISR, est dissoute.

Les années 30 sont les témoins de graves menaces pour l'avenir de l'humanité. Le fascisme triomphe en Allemagne. En Espagne, les forces réactionnaires se dressent contre la république avec l'appui d'Hitler et de Mussolini et le silence complice des puissances occidentales. L'Italie assassine l'Abyssinie (Ethiopie), l'expansionnisme hitlérien met un terme à l'indépendance de l'Autriche, puis de la Tchécoslovaquie avec l'aval des signataires du Traité de Munich... C'est le prélude à la seconde guerre mondiale.

Entre 1935 et 1936, l'ISR cesse d'exister. La FSI, qui avait transféré son siège à Berlin, doit l'abandonner en 1934 après la dissolution des syndicats allemands et s'établir à Londres. En 1937, une nouvelle tentative unitaire débouche sur la signature à Moscou d'un accord entre une délégation de la FSI et le Conseil central des syndicats soviétiques, mais les termes de l'accord ne sont pas ratifiés par le Conseil général de l'Internationale réuni en août 1938. Le Congrès de la FSI tenu à Zurich en 1939 n'arrive pas non plus à changer la situation; nous sommes déjà à la veille même de la guerre.

Les chemins de l'unité devront alors être tracés en dehors des structures syndicales internationales existantes sur la

base des leçons de la guerre et de la lutte antifasciste. Plusieurs années devront encore s'écouler avant que les représentants du mouvement syndical du monde entier se réunissent à Londres, dans le pays où précisément naquit le syndicalisme, pour y discuter de son avenir et de la création d'une centrale unique.

TÜSTAV

II 1945: L'espoir

«Je veux croire que l'expérience de deux guerres terribles et celle des crises politiques et économiaues entre ces deux guerres nous ont ouvert les yeux et que nous ne voulons plus que les bellicistes et les réactionnaires puissent exploiter nos divergences et nos désunions.»

(Du discours de bienvenue de Léon Jouhaux, au nom de la CGT de France, devant la Conférence syndicale mondiale, Paris, 25 Septembre 1945)

La seconde guerre mondiale a été la plus dévastatrice que l'humanité ait jamais connue dans toute son histoire. Plus de 50 millions de personnes y périrent, combattants aussi bien que civils; les blessés se chiffraient à 90 millions dont 28 millions mutilés à vie; les statistiques de l'époque parlent de 21 millions de logements détruits, bien qu'on estime ce chiffre trop peu élevé; les dommages causés à l'économie, les industries détruites, les terres cultivées converties en champs de bataille, l'absorption de la force de travail pour les besoins du front, la subordination de la production aux tâches de guerre, etc. sont des pertes difficiles à évaluer. L'incendie se propage dans le monde entier; bien que les principales opérations se soient déroulées en Europe et en Asie, pratiquement toutes les nations du monde en furent affectées, d'une manière ou d'une autre.

La responsabilité de cette hécatombe incombe au fascisme, l'idéologie réactionnaire et la dictature du grand capi-

tal monopoliste, la forme la plus agressive d'oppression sociale et d'expansion impérialiste.

Leurs expressions les plus brutales en furent le nazisme allemand, le fascisme original de Mussolini en Italie et le militarisme japonais, bien qu'ils aient eu — et aient encore de nos jours — diverses variantes; leur dénominateur commun est de constituer, en somme, la réponse contre-révolutionnaire du capital à la crise et à l'incapacité d'affronter la lutte de classe par les moyens classiques de la démocratie bourgeoise.

Les crimes du nazisme ne s'effaceront jamais de la mémoire des peuples: la politique de génocide, les camps de concentration, les chambres de torture et de mort ainsi que les fours crématoires, l'anéantissement de villages, la terreur et l'esclavage des peuples occupés, mais aussi la répression et l'assassinat des meilleurs fils du peuple allemand.

La mobilisation des forces démocratiques n'était pas suffisante pour éviter la guerre. En outre, il faut tenir compte de la complicité des puissances occidentales qui espéraient pouvoir dévier le cours du conflit vers l'Est, vers l'objet de leur plus grande haine de classe, l'Union soviétique; les accords de Munich qui démembrèrent la Tchécoslovaquie, sont l'exemple le plus éloquent; ce n'est qu'au début de juin 1944 que fut ouvert le front de l'Ouest, laissant l'Etat socialiste porter pendant trois ans le principal poids de la lutte. Au début de la guere, la division du mouvement syndical est devenue une leçon à assimiler pour le moment où les tâches de reconstruction, après la victoire, devraient être définies.

Avec l'agression de l'Allemagne contre l'URSS, en juin 1941, la guerre prend un nouveau sens. Les héroïques combattants de l'Armée rouge défendaient non seulement leur patrie contre l'agresseur impitoyable, mais aussi, avec ardeur, les acquis sociaux sortis de la révolution socialiste. On cite l'exemple émouvant des paysans kolkhosiens qui, en abandonnant leurs champs sous la poussée des troupes d'invasion, enterraient, pour les récupérer après la libération, les décrets du pouvoir soviétique qui leur avaient remis les terres: ce n'était pas l'argent, mais la base juridique de leur

émancipation qui représentait pour eux le plus grand trésor.

Sans diminuer la valeur de la contribution de tous les Etats et de tous les peuples qui participèrent au combat pour écraser l'ennemi commun, le fascisme, c'est sans aucun doute le peuple soviétique qui a offert le plus grand sacrifice, avec 20 millions de morts. Aprés avoir expulsé l'occupant de son territoire il a libéré une grande partie de l'Europe et a placé le drapeau de la liberté dans Berlin même. Ceci a élevé considérablement le prestige international de l'Etat socialiste et contribué à éliminer une des formes les plus raffinées de la division: les préjugés anticommunistes.

La guerre devint un affrontement de tous les peuples contre les forces de l'obscurantisme et de l'oppression, représentées par le nazi-fascisme; un large front de forces démocratiques regroupait des gouvernements de diverses orientations politiques, des mouvements de résistance dans les pays occupés et des patriotes de toutes les nationalités, dans une véritable épopée internationaliste. Les accords des conférences de Téhéran, de Yalta et de Potsdam ont prouvé que la coopération entre Etats à différents systèmes sociaux, pour le bien de toute l'humanité, était possible.

La victoire de 1945 ouvre les portes à un espoir nouveau pour l'humanité. Les peuples se sont jurés de mettre à jamais un terme aux guerres et à l'oppression. Le 26 juin 1945, ils déclarent solennellement à San Francisco:

«Nous, peuples des Nations Unies, résolus

— à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

— à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'Homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalilté de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, petites et grandes,

— à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,

— à favoriser le progrès social et instaurer de meil-

leures conditions de vie dans une liberté plus grande,

et à ces fins

— à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,

— à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,

— à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes sauf dans l'intérêt commun,

— à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples;

*avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.» *)*

Dans la création de cette large alliance et dans l'approfondissement de ses objectifs sociaux, les travailleurs et leurs organisations syndicales ont joué un rôle décisif. C'est dans le feu de la lutte antifasciste que leur unité s'est cimentée.

L'IDÉE DE L'UNITE SYNDICALE MONDIALE SE FRAIE UN CHEMIN

Au moment d'interrompre notre récit au chapitre I, nous avions laissé le mouvement syndical international dans des conditions désavantageuses pour s'attaquer aux tâches dramatiques qui l'attendaient. Les propositions unitaires des syndicats soviétiques, porte-parole de l'ISR dissoute, furent rejetées. Un Comité d'urgence créé par la FSI lorsque la guerre a éclaté, s'est borné à remplir la tâche d'attendre la suite des événements et à poursuivre formellement l'existence d'une organisation condamnée par sa propre passivité.

Cependant, la disparition des préjugés, favorisée dans la cruelle lutte contre le fascisme, a fait surgir le besoin d'unité avec encore plus de clarté. Les luttes de libération nationale

*) Charte des Nations Unies, Préambule.

ERRATA

page 35, 3ème paragraphe, alinéa 3: il s'agit de «55 pays» et «56 organisations».

page 42, 3ème paragraphe, alinéa 4: il faut lire: «67 millions de travailleurs de 55 pays».

page 89, 2ème paragraphe, alinéa 4: il s'agit de «1944» et non pas «1946».

page 111, dernier paragraphe, alinéa 2: il faut lire «plus de 400 millions» et non pas «quelque 340 millions».

page 111, dernier paragraphe, avant-dernier alinéa: il s'agit de «quelque 800 millions» et non pas «780 millions».

page 162, où l'on parle du Comité permanent international des syndicats de travailleurs des arts graphiques, notez, s.v.p., que depuis juin 1985, son président est *Werner Peplowski (RDA).*

La Rédaction

TÜSTAV

TÜSTAV

qui accompagnent le conflit soulignent le rôle des organisations syndicales des pays dépendants dont la participation à la vie syndicale internationale est devenue indispensable. L'échec de la FSI mettait en évidence, d'autre part, la nécessité d'une rénovation des structures internationales, visant à la création d'une nouvelle organisation qui soit vraiment unitaire et mondiale, comme instrument décisif pour préserver la paix et assurer le progrès social.

Comme dans le passé, la coopération bilatérale a joué un rôle significatif dans ce processus. En octobre 1941 se constitue de nouveau le *Comité anglo-soviétique;* en plus des tâches d'aide aux forces antifascistes en combat, ses objectifs consistent aussi à «travailler pour l'unité du mouvement syndical après la guerre».

Un organisme similaire, le *«Comité syndical franco-soviétique»* relève l'héroïque résistance antifasciste de la France et de son mouvement syndical unifié au sein de la CGT. Aux Etats-Unis également, le TUC britannique tente d'élargir le comité créé en coopération avec les syndicats soviétiques, mais il se heurte à l'opposition de l'AFL qui insiste pour administrer encore des perfusions à la moribonde FSI. A l'époque, au sein de cette vieille centrale américaine, l'apolitisme prêché par Samuel Gompers avait déjà cédé la place à un anticommunisme virulant, pratiqué ouvertement par la cellule syndicale. Comme alternative démocratique, un mouvement rival surgit en 1932 avec la fondation du Congrès des organisations industrielles (CIO). Ce dernier, contrairement à l'AFL, est plus favorable à la coopération syndicale internationale; mais les efforts du TUC n'ont pour résultat, en 1943, que la création d'un *Comité syndical anglo-américain;* c'est-à-dire un comité sans participation soviétique.

En Amérique latine, la CTAL insiste sur les thèmes de l'unité syndicale mondiale depuis sa fondation, en 1938. Lorsque la guerre éclate, elle adopte plusieurs résolutions invitant à la convocation d'une Conférence ouvrière mondiale «pour l'établissement des bases de la reconstruction de

l'après-guerre», à son premier Congrès général de 1941 et à sa réunion de La Havane de juillet 1943.

Mais ce sont les syndicats britanniques qui prennent l'initiative. Au congrès annuel de septembre 1943 à Southport, le Conseil général est chargé de convoquer une Conférence syndicale mondiale, ce qu'il fait en novembre, pour le mois de juin 1944, à Londres.

Remarquons que plus personne ne parle de la FSI. Cependant, avec l'appui de l'AFL, elle cherche à survivre; ses dirigeants participent aux négociations en vue de convoquer la Conférence syndicale mondiale et cherchent à convaincre l'ensemble du mouvement syndical qu'elle est l'instrument le plus approprié pour une telle initiative. Ils insistent sur la vieille conception selon laquelle son élargissement éventuel à d'autres organisations, en particulier aux syndicats soviétiques, rendrait la création d'une nouvelle organisation internationale superflue.

Le déroulement de la guerre — le débarquement des troupes britanniques et américaines en Normandie en juin 1944 — fait que la Conférence ne peut avoir lieu à la date prévue. L'AFL cherche à profiter de la situation et propose que la réunion se tienne à Philadelphie, mais le Congrès annuel des syndicats britanniques décide en octobre à Blackpool que la Conférence sera convoquée à Londres au début de 1945. Cependant, ce qui est qualitativement nouveau, c'est la décision de constituer un *Comité préparatoire,* composé du TUC britannique, du CIO des Etats-Unis et du Conseil central des syndicats soviétiques, donnant ainsi une portée internationale aux préparatifs. D'autre part, c'est la première fois que les syndicats soviétiques participent officiellement à la reconstruction du mouvement syndical international sur des bases plus larges, rompant ainsi un blocus de plus de vingt ans.

La FSI fait un dernier effort et convoque à la même date son Conseil général. Ses pressions font que l'ordre du jour initialement prévu pour la conférence est modifié et que celle-ci est convoquée pour voir «si la création d'une inter-

nationale englobant tous les syndicats est réalisable.»*)
Mais personne ne peut empêcher la tenue de la Conférence.

LA CONFERENCE DE LONDRES

Les canons de la seconde guerre mondiale ne se sont pas encore tus que l'historique Conférence syndicale mondiale se réunissait au County Hall, à Londres, du 6 au 17 février 1945, en présence de 204 délégués de 53 organisations nationales et internationales, représentant 60 millions de travailleurs du monde entier. La Conférence fut saluée par les chefs de gouvernement des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'URSS, réunis à Yalta. Le roi Georges VI d'Angleterre reçut la présidence au palais de Buckingham. C'était le plus grand événement syndical jamais réalisé jusque là. Sa principale portée historique consiste à avoir jeté les bases de la réunification du mouvement syndical mondial.

La présidence fut confiée à trois co-présidents qui représentaient respectivement le TUC, le CIO et le CCSS, c'est-à-dire les membres du Comité préparatoire, assistés de trois vice-présidents au nom de la CGT de France, de la Fédération chinoise du travail et de la Confédération des travailleurs d'Amérique latine. Comme secrétaire général, on désigna Sir Walter Citrine, secrétaire général du TUC.

Les débats étaient axés vers deux grands thèmes: les tâches de guerre et les perspectives de l'évolution d'après-guerre, et la question de l'unité syndicale mondiale. Cette dernière question a soulevé des discussions intenses qui reflétaient certaines différences de critères entre les organisations présentes. Nous avons déjà évoqué les efforts de la direction de la FSI pour survivre à la situation nouvelle qui s'était créée et cela s'est reflété dans la confrontation entre deux positions opposées: maintenir la FSI en la réformant ou créer une nouvelle centrale mondiale. C'est le second critère qui prévalut parmi la majorité des délégués, mais le dé-

*) Cité par J. F. Michel dans «La création de la FSM», Cahiers d'histoire N° 15, Paris, 1983.

FUSTAV

sir d'aboutir à la plus large unité s'est manifesté par l'incorporation des représentants de la FSI et des SPI au *Comité de la Conférence syndicale mondiale* créé pour tirer les conclusions de la conférence, et surtout pour convoquer une nouvelle Conférence à Paris dont l'issue serait la création d'une nouvelle organisation mondiale nommée dorénavant *Fédération syndicale mondiale* et l'élaboration d'un projet de Statuts.

Un *Comité administratif* composé du TUC, de la CGT, du CCSS, du CIO, de la CTAL, de la FSI et d'un représentant des SPI, fut chargé de mener à bien les tâches pratiques. Un *Sous-comité* ou direction restreinte était composé de: Sir Walter Citrine (Grande-Bretagne), M.P. Tarassov (URSS), Sidney Hillman (Etats-Unis), Louis Saillant (France), V. Lombardo (CTAL), W. Schevenels (secrétaire général de la FSI) et H.T. Liou (Chine).

Et l'ancienne Confédération internationale des syndicats chrétiens?

Comme pour la FSI, la guerre l'a plongée dans une léthargie dont elle ne sort que lorsque le mouvement unitaire gagne en force. Un représentant de la CISC participera à la Conférence en qualité d'observateur et un poste d'observateur lui est réservé au Comité.

La Conférence adopte un «*Manifeste aux peuples et travailleurs du monde*» qui définit les objectifs de la nouvelle centrale mondiale; celle-ci doit se créer «sans exclusion aucune et sans reléguer quiconque au second rang».

Le Comité se réunit ensuite à Washington en avril et une délégation de cet organisme participe à la Conférence des Nations Unies à San Francisco.

Le débat autour de la création de la FSM se poursuit après la Conférence, en particulier à propos des Statuts que la nouvelle organisation devait se donner. Les positions qui s'étaient manifestées à Londres continuent à marquer le débat; il devient évident que pour d'aucuns, la nécessité de l'unité cessait avec la guerre et que sa prolongation en temps de paix donnait lieu à des doutes. Le destin des anciennes structures — la FSI, les SPI et la CISC — et leur incorpora-

tion à la FSM faisaient l'objet de négociations compliquées. L'absence remarquée de l'AFL dans ce processus de réunification et son intérêt particulier à faire revivre la FSI ont eu une grande influence sur la situation. Des voix se sont fait entendre comme quoi la création de la FSM serait une mesure «prématurée» et ont élevé des objections contre la réalisation de la seconde Conférence à Paris.

Cependant, il a été possible de surmonter ces difficultés, car dans les rangs des syndicats prédominait le désir de traduire l'alliance de guerre en un instrument permanent d'unité et de solidarité internationales. Comme on l'avait décidé à Londres, la Conférence syndicale mondiale fut enfin convoquée pour septembre de la même année à Paris. Son objectif essentiel devait être la création de la FSM au moyen de l'adoption des Statuts.

NAISSANCE DE LA FSM

Le 25 septembre 1945, la Conférence syndicale mondiale reprend ses travaux au palais de Chaillot à Paris. 67 millions de travailleurs de 54 pays y sont représentés par 64 organisations nationales et 20 organisations internationales — la FSI, la CISC,la CTAL et 17 SPI.

Les débats se centrent sur le projet de Statuts présenté par le comité administratif; dans son introduction à la discussion, Louis Saillant signale que sa rédaction était basée sur des «formules de conciliation» pour exprimer «les tendances communes». Aprés une discussion générale sur ce point, la Conférence nomme une commission chargée d'étudier les propositions d'amendements présentées par les délégués et pendant les travaux de la commission, les séances plénières se poursuivent par la discussion d'un rapport de S. Hillman sur la participation à la jeune Organisation des Nations Unies.

Le projet amendé prit en compte un grand nombre d'observations soumises par les organisations présentes. Après sa discussion en particulier, lors de la séance de l'après-midi

du 3 octobre, le président Léon Jouhaux met au vote l'ensemble du texte; le procès-verbal de la conférence indique que la procédure était de se lever et que les délégués, debout, ont éclaté en applaudissements prolongés: *la FSM était née.*

Cette mission historique accomplie, la conférence se termine par cet acte. Ensuite, la Commission de contrôle des pouvoirs est instruite de délivrer les cartes des délégués au *Premier congrès syndical mondial.*

Le déroulement de ce débat est pourtant illustratif sur la coexistence des différentes tendances, qui s'était manifestée déjà au cours des préparatifs de la Conférence, mais qui n'ont pas empêché d'aboutir à l'unité. (Les citations qui suivent ont pour source le procès-verbal de la Conférence syndicale mondiale, Paris, 1945):

Ainsi, par exemple, Sir W. Citrine, intervenant au nom du TUC, met en doute la représentativité de certains délégués et préconisa «une période de transition» pendant laquelle on tirerait au clair certains aspects de la vie de la future organiation, en amorçant des négociations avec la direction de la FSI à propos de l'incorporation de son personnel à la FSM. Il attira l'attention sur le danger d'une politisation excessive et, invoquant des raisons d'ordre financier, s'opposa même à ce que le siège de la Fédération se trouve à Paris comme il en avait été proposé.

De son côté, M. Oldenbroek, secrétaire général de la Fédération internationale des ouvriers des transports et futur secrétaire général de la CISL, avait déjà exprimé son opposition au projet de Statuts au cours de la réunion du Comité administratif, dont il faisait partie, en particulier en ce qui concernait l'intégration des SPI comme «Départements professionnels», prévue par l'article 13.

Walter Schevenels, secrétaire général de la FSI, se plaignait amèrement des critiques dont cette organisation faisait l'objet et qu'il comparait à l'OIT, tentant de se disculper par un raisonnement basé sur la subordination à la politique des gouvernements: «Comment la FSI aurait-elle pu espérer de la part des gouvernements une attitude différente de celle

que les entités nationales obtenaient de la part de leurs propres gouvernements?»

Au nom de la CISC, J. Brodier conditionne l'adhésion des syndicats chrétiens à la FSM à leur continuation en tant que tendance indépendante organisée.

Cependant, l'immense majorité des délégués exprime le désir ardent des travailleurs du monde instruits par la guerre, de bâtir une véritable organisation mondiale, de classe, démocratique et universelle, instrument efficace de leurs luttes.

Giuseppe Di Vittorio, parlant au nom des syndicats italiens démocratiques, récemment réunifiés au sein de la Confédération générale italienne du Travail (CGIL), s'exprime ainsi:

«Il est essentiel qu'une organisation syndicale mondiale soit constituée le plus tôt possible, avec la force et la puissance indispensables pour pouvoir participer activement au rétablissement d'une paix véritable et durable dans le monde. Sans la participation active de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs au rétablissement de la paix et à la lutte pour l'anéantissement complet du fascisme dans tous les pays, ces buts, qui sont ceux de tous les travailleurs du monde et même de toute l'humanité, ne pourront être atteints.»

La voix croissante des syndiacts des pays dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont la participation active constitue l'élément décisif du débat, est l'expression des temps nouveaux. Citons, à titre d'exemple, trois extraits caractéristiques:

«Chacun de nous se joint à cette Internationale pour certaines raisons générales et pour certaines raisons particulières: les buts internationaux communs à toute la classe ouvrière et aussi certains buts nationaux particuliers à la classe ouvrière de chaque pays.»

(S.A. Dange, Inde)

«L'espoir des travailleurs de mon pays est tourné vers la future Fédération internationale; ils espèrent qu'elle maintiendra bien haut l'étendard de la paix et luttera contre toutes les activités réactionnaires et fascistes qui survivent encore. Ils espèrent aussi qu'elle mènera le combat pour le développement économique de tous les pays, pour la libération nationale, pour l'émancipation des pays coloniaux et des pays de l'Amérique latine.»

(L. Peña, Cuba)

«L'économie, en fin de compte, reste la cause profonde des guerres et je tiens à rappeler à cette Conférence la nature indivisible du monde du travail. Les travailleurs blancs ne peuvent faire de réels progrès quand les travailleurs noirs sont maintenus en esclavage dans les territoires coloniaux.»

(S.G. Annan, Côte-d'Or)

La fondation de la FSM en cet historique 3 octobre 1945 à Paris concrétisait bien l'aspiration séculaire des travailleurs du monde entier à une organiation internationale unitaire, de classe, ouverte à tous, indépendamment de leurs race, nationalité, croyances, idées philosophiques ou opinions politiques, système social ou degré de développement de leurs pays respectifs. Elle est la synthèse de tous les efforts antérieurs, instruite aussi par les échecs.

A partir de l'acte d'approbation des Statuts, les sessions se poursuivent comme celles du 1er Congrès syndical mondial se prolongeant jusqu'au 8 octobre. Une série de résolutions, les premières de la jeune centrale mondiale, sont adoptées et l'on procède alors à l'élection de sa direction.

Le président de la FSM est *Sir Walter Citrine. Louis Saillant* est élu secrétaire général. Comme vice-présidents et membres du Bureau exécutif aux côtés des premiers, on désigne: *V.V. Kouznetsov* (URSS), *S. Hillman* (Etats-Unis), *L. Jouhaux* (France), *V. Lombardo Toledano* (Mexique), *H.F. Chu* (Chine), *G. Di Vittorio* (Italie) et *E. Kupers* (Pays-Bas). *J.Brophy* (Etats-Unis), *M. Faline* (URSS) et *W. Schevenels* (Belgique) sont nommés secrétaires adjoints. Cette

composition du bureau exécutif montre qu'au-delà des différences, la volonté commune d'unité prévaut. Celle-ci est, sans doute, sa principale contribution à l'histoire du mouvement syndical.

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA CONFERENCE-CONGRES DE PARIS

Le dernier acte formel de la FSI fut sa dissolution, décidée par son Conseil général en décembre de la même année. La CISC, par contre, maintint les réserves que son délégué — observateur avait formulées à Paris et demeura en marge du processus de réunification. Bien que formellement partie intégrante de la nouvelle Fédération, les SPI mettaient en cause la forme prévue pour leur incorporation définitive. Or, l'adversaire le plus actif de la centrale mondiale continuait d'être l'AFL, continuant avec intransigeance à conditionner ses relations internationales par des considérations idéologiques.

Mises à part ces exceptions, la FSM embrasse pour la première fois pratiquement tout le mouvement syndical mondial. En son sein, elle regroupe les syndicats des pays capitalistes développés, ceux de l'Union soviétique et des jeunes démocraties populaires et des pays sous-développés et dépendants. Elle n'est pas non plus un conglomérat amorphe et inopérant «l'unité pour l'unité», mais elle est empreinte d'un net contenu de classe, défini par une discussion approfondie.

Les fondateurs de la FSM étaient sans doute divisés par des idées politiques différentes; comme on l'a vu, ils avaient aussi de sérieuses divergences en ce qui concernait la conception du travail syndical et ils se sont affrontés à plus d'une reprise au moment de la définition de certains aspects précis de l'organisation qu'ils se proposaient de créer. Et pourtant, ils ont su arriver à un accord, ils ont su établir une plate-forme commune, qui ne contenait pas *tout* ce que chaque partie aurait souhaité, mais qui était, par contre, quel-

que chose de plus, *commun à tous* permettant un progrès plus rapide des aspirations des travailleurs, dont les buts et objectifs, comme le déclare le préambule des Statuts adoptés à Paris:

> *«...ne peuvent être pleinement atteints que par l'établissement d'un Ordre mondial dans lequel toutes les ressources du monde seront utilisées pour le bénéfice de tous les Hommes, constitués dans leur vaste majorité par les travailleurs manuels et intellectuels dont la protection et le progrès dépendent de l'union de toutes leurs forces organisées sur le plan national et international.»*

TÜSTAV

III Un chemin semé d'embuches (1945-1949)

Au cours des quatre premières années de son existence, la FSM traduit en actes l'aspiration des travailleurs à l'unité syndicale mondiale au sein d'une seule centrale. Ni l'absence de l'AFL, l'existence formelle de la CISC en tant que tendance internationale indépendante ou les divergences avec la direction des SPI ne peuvent ternir ce fait historique.

La jeune organisation doit cependant surmonter un grand nombre d'obstacles dressés sur son chemin.

La période qui nous occupe dans ce chapitre est caractérisée par les luttes des travailleurs et des peuples qui veulent convertir en réalité le grand espoir de 1945 d'une part, et la résistance aux changements dressée par la réaction et l'impérialisme d'autre part.

Il va de soi que les différences exprimées déjà au moment de la fondation de la Fédération se sont maintenues dans les années suivantes. Pourtant, le mouvement syndical était en mesure de les surmonter par un débat démocratique. Ce

sont surtout les facteurs extérieurs, l'ingérence des ennemis de la classe ouvrière, qui ont troublé le débat et provoqué la division, donnant lieu à la structuration actuelle du mouvement syndical en ses divers courants.

LES PREMIERS PAS

Nous sommes en octobre 1945. Les délégués au 1er Congrès syndical mondial sont retournés dans leurs pays respectifs et le Secrétariat de la jeune Fédération syndicale mondiale s'installe à Paris. Commence la période d'application dans le quotidien des orientations du Congrès.

Il s'agit là en vérité d'un travail passionnant. Commençons par les dimensions que le mouvement syndical est en train de prendre dans le monde entier: si le Congrès de Paris représentait quelque 65 millions de travailleurs de 52 pays des cinq continents, de nouvelles organisations demandent l'admission et d'autres se créent avec l'aide solidaire de l'organisation mondiale. En Asie se constitue en juin 1945 le Congrès panbirman des syndicats (ABTUC), en août de la même année, la Fédération pancoréenne du travail (AKFL), en 1946 la Fédération panmalaisienne des syndicats (PMFTU), en avril le Congrès des organisations des travailleurs de Philippines (CLOP), en mai la Confédération générale du travail du Vietnam, en décembre la Centrale panindonésienne des syndicats (SOBSI).

En Afrique, nous assistons en 1946 à la fondation du Congrès syndical égyptien, de l'Union syndicale des travailleurs de Tunisie (USTT), de la Confédération générale des syndicats du Maroc, du Congrès des syndicats du Nigéria, du Conseil des syndicats de la Côte d'Or (Ghana) et d'autres territoires se trouvant encore sous l'administration coloniale.

Loin sont les temps où le mouvement syndical international se limitait aux pays industrialisés. Organiser les travailleurs dans tous les confins du monde, les aider à créer leurs syndicats et ensuite à se développer sans ingérence d'aucune

sorte, c'est là une des préoccupations centrales de la Fédération. Conformément aux orientations de la Conférence syndicale mondiale, la FSM s'est immédiatement consacrée à contribuer, par son action de solidarité, aux justes luttes des travailleurs et des peuples pour leur libération nationale et au développement du mouvement syndical dans les pays en développement, phénomène caractéristique de notre époque.

Au 1er janvier 1947, la FSM compte 71 organisations membres qui représentent quelque 70 millions de travailleurs.

Deuxièmement, le monde de l'après-guerre avait pour tâche de supprimer toute trace de fascisme, d'en finir avec ses séquelles et d'aider à la récupération démocratique des pays qui avaient fait partie du bloc fasciste.

Sur la base des décisions de la Conférence de Londres et du Congrès de Paris, la FSM lance une vaste campagne de solidarité avec les forces antifascistes d'Espagne et de Grèce, obtenant que l'ONU recommande aux Etats membres de rappeler leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires de Madrid. La défense des droits syndicaux est au centre de l'activité de solidarité avec les travailleurs victimes de la répression, y compris ceux des territoires coloniaux. A deux reprises, en juillet 1946 et en février 1947, des missions spéciales sont envoyées en Iran lors de la détention de syndicalistes et de l'intervention de la police contre des manifestations pacifiques. Une mission similaire est envoyée en mars 1947 en Afrique du Sud après la répression brutale des mineurs en grève.

Une question d'importance particulière dans les activités de solidarité d'alors est la contribution de la FSM à la dénazification de l'Allemagne et à la démilitarisation du Japon, sur le plan de la création de syndicats démocratiques dans ces deux pays. Une commission spéciale est créée, dirigée par le secrétaire général Louis Saillant, qui se rend en Allemagne à deux occasions pour soumettre des recommandations aux quatre puissances. Les syndicats démocratiques s'étaient constitués dans les différentes zones d'occupation

et la FSM aide à leur fusion en une seule centrale nationale: en février 1948, la Conférence inter-zones décide de créer un Conseil central des syndicats allemands, mais le processus est interrompu par «la guerre froide» et la division de l'Allemagne.

Enfin, le mouvement syndical, suivant le mandat clairement donné par le Congrès de Paris, a son mot à dire dans les nouveaux organismes créés dans le cadre de l'ONU. C'est précisément à l'initiative de la FSM et grâce à son insistance que l'ONU crée le statut consultatif pour les organisations non gouvernementales au Conseil économique et social (ECOSOC); cependant dès les premiers moments, la présence de la FSM dans ce forum se heurte à des obstacles puisque ce même droit avait été octroyé à l'AFL, institutionnalisant ainsi la division syndicale. La Convention N° 87 de 1947 de l'OIT, important instrument des travailleurs dans leur lutte pour les droits syndicaux, se base sur un projet présenté par la FSM.

Ces quelques exemples confirment la valeur de l'unité et la justesse de la décision de créer une forte organisation mondiale.

En pleine complexité de la situation d'après-guerre, la FSM répondait à la confiance placée en elle par des millions de travailleurs du monde entier.

DE L'ALLIANCE A LA CONFRONTATION

La victoire sur le fascisme en 1945 due à la plus large alliance des forces démocratiques connue dans l'histoire et où le rôle de protagoniste fut joué par l'Union soviétique, a ouvert aux peuples des perspectives inédites dans leurs luttes de libération nationale et du progrès social. Le désir de supprimer à jamais le fléau des guerres — ancré dans la Charte des Nations Unies — se transforme en volonté de combattre leurs causes, ce qui ne pouvait se faire que par de profonds changements sociaux. L'exploitation et la domination impérialiste doivent être bannies des relations humaines, telle

était la principale leçon tirée des deux guerres les plus dévastatrices que l'humanité ait jamais connues au cours de ce siècle.

Le nouveau rapport des forces avait considérablement réduit le champ d'action de l'impérialisme.

Divers pays d'Europe et d'Asie optent, dans des conditions diverses, pour la voie socialiste de développement; le mode de production socialiste cesse d'être l'exclusivité d'un seul pays et démontre ses avantages dans la pratique. La Chine millénaire réveillée, la révolution met fin au régime corrompu du Kuo-mintang pour proclamer en 1949 la République populaire. Les peuples d'Indochine se dressent contre la domination française. Les anciens empires coloniaux commencent à se fissurer; en 1946 la Syrie se libère, en 1947 l'Inde; le colonialisme n'est plus un privilège des puissants plus ou moins accepté, il est devenu un anachronisme à éliminer; le droit à l'autodétermination des peuples se convertit en principe juridique, reconnu au plan international.

Dans les pays capitalistes développés les luttes revendicatives des travailleurs pour de meilleures conditions de vie et de travail s'intensifient, ainsi que pour la reconstuction de l'économie frappée par la guerre, au profit des masses travailleuses.

Face à ce mode en évolution la réponse de la réaction menée par l'impérialisme, est la rupture de l'alliance antifasciste et le déchaînement de *«la guerre froide»*.

Les Etats-Unis sortent de la guerre prêts à jouer un rôle hégémonique dans le monde. Leurs puissants monopoles, enrichis par l'affaiblissement des puissances européennes pendant le conflit, chassent leurs concurrents et concentrent leur domination dans d'autres régions, en particulier l'Amérique latine, considérée depuis le temps de Monroe comme «l'arrière-cour» de l'expansion yankee. A Bretton Woods, ils imposent au reste du monde la suprématie du dollar et obtiennent le rôle dirigeant dans le système financier du monde capitaliste. Comme corollaire, il leur faut également assurer leurs positions politiques et à cet effet la suprématie

militaire surtout par le monopole des armes atomiques qu'ils conserveront jusqu'en 1950.

En 1947, avec la *doctrine Truman,* la principale puissance capitaliste se proclame une sorte de gendarme du monde et s'arroge le droit d'intervenir contre tout gouvernement du monde qui ne reconnaîtrait pas sa domination. En même temps, le général Marshall présente au Congrès des Etats-Unis son projet de «reconstruction» de l'Europe (connu ensuite avec son nom) au profit des monopoles nord-américains. A Fulton, l'ancien premier ministre britannique, Sir Winston Churchill, insiste sur la rupture de l'alliance du temps de guerre et sur la formation d'un bloc occidental pour confronter le monde socialiste.

Au début de 1948, l'impérialisme et la réaction interne tentent un coup de force en Tchécoslovaquie pour faire dévier le cours des transformations sociales. Cependant, fait caractéristique des temps nouveaux, l'intervention des masses est un facteur déterminant. En particulier, la mobilisation des travailleurs et la grève générale convoquée par la centrale unique, le Mouvement syndical révolutionnaire (ROH), a été l'élément décisif qui a contribué à résoudre la crise le 25 février, imposant la continuité de l'option socialiste et la sortie des forces réactionnaires du gouvernement.

Au cours de cette même année, en violation des résolutions de l'ONU, la conspiration impérialiste contre les Palestiniens et autres peuples arabes donne lieu au premier conflit militaire au Moyen-Orient, à l'expulsion des Palestiniens de leurs terres et à la privation de leur droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat national.

Les puissances occidentales prennent l'initiative de rompre, l'un après l'autre, les accords conclus à Yalta et à Potsdam qui constituaient la base de la coopération internationale pour assurer la paix. L'Union occidentale se substitue à l'alliance des forces démocratiques pour laquelle les combattants de ces mêmes Etats sont morts au cours de la seconde guerre mondiale.

En 1949, les milieux impérialistes parviennent à diviser l'Allemagne. Ils proclament unilatéralement, dans sa partie

occidentale, la République fédérale d'Allemagne, dans le but de faire renaître l'impérialisme allemand dans ses frontières de 1937. Peu après, la République démocratique allemande est créée dans la partie orientale, en tant que premier Etat allemand pacifique d'ouvriers et de paysans. La zone méridionale de la Corée occupée par les Etats-Unis se convertit en appendice de la politique expansionniste américaine en Asie. La même année, on crée l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN), coalition militaire dirigée par les Etats-Unis à des fins nettement agressives — la conclusion du Traité de Varsovie, six ans plus tard, n'est qu'une réponse de légitime défense de la part des pays socialistes.

De nouveau, l'impérialisme met en danger la paix mondiale, entachant les relations internationales de sa politique de confrontation.

Le mouvement syndical résistera-t-il à une telle épreuve?

PREMIERES DIFFICULTES

Les démarches en vue de reconstruire le mouvement syndical démocratique allemand, entre 1946 et 1947, se heurtent aux premiers signes d'opposition aux idées unitaires. En effet, les recommandations de la commission d'enquête de la FSM ne sont appliquées que par les autorités de la Zone d'occupation soviétique; par contre, les puissances occidentales, non contentes d'ignorer la demande de la FSM d'installer un Bureau de liaison à Berlin, autorisent l'AFL à le faire.

Les «Secrétariats syndicaux» des trois zones occidentales passent outre aux décisions de la Conférence inter-zones de 1948 et brisent leurs relations avec l'Union des syndicats libres allemands (FDGB), créée dans la zone orientale; en même temps les «Secrétariats» des zones britannique et américaine fusionnent en un corps bi-zonal. Le Conseil des syndicats libres du Grand Berlin, organisme jusque-là unitaire, se scinde et une Opposition syndicale indépendante se

crée avec le soutien public du TUC britannique, affilié à la FSM.

Au Japon, dans la même période, les autorités d'occupation américaines mettent de graves obstacles à l'envoi d'une mission d'enquête de la FSM tout en empêchant les délégués japonais d'assister aux réunions de la centrale mondiale.

En Grèce, après la dissolution de la Confédération générale du travail en juillet 1946, l'assassinat de son secrétaire général M. Paparigas, la détention d'autres dirigeants et leur internement dans des camps de concentration, certains secteurs n'ont eu aucun mal à soutenir la centrale créée par les forces partisanes du régime monarchique fasciste.

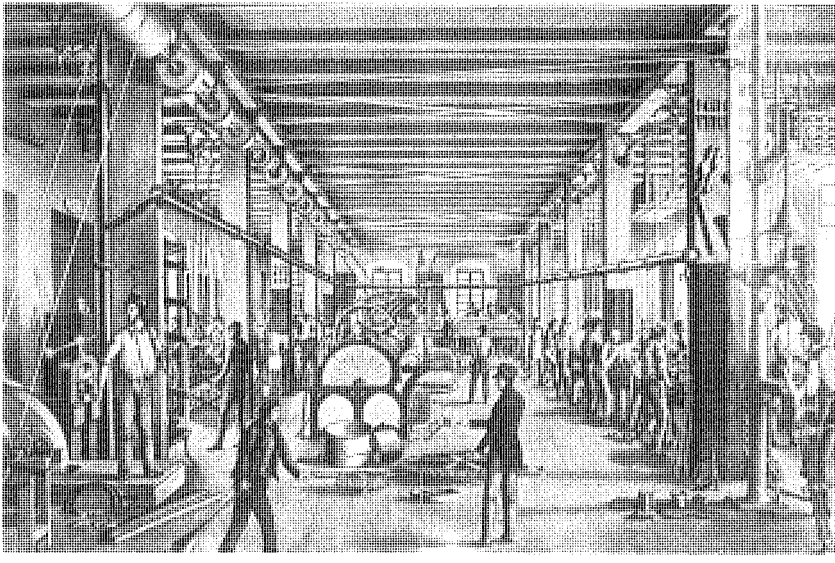
En 1946 déjà, l'AFL — opposée à la FSM depuis le premier moment — crée un Bureau de représentation européenne à Bruxelles, dirigé par Irving Brown. Or, ce personnage se trouve en Europe depuis fin 1945 au nom du Comité syndical libre (FTUC), prédécesseur du tristement célèbre Institut américain pour le développement des syndicats libres (AIFLD), financé par les grands consortiums américains et une des grandes opérations d'après-guerre de la nouvelle Agence centrale d'intelligence (CIA).

Thomas W. Braden, directeur de la Division des organisations internationales de la CIA de 1950 à 1954 a écrit en 1967 dans le «Saturday Evening Post»:

«...En 1947, la CGT communiste a organisé une grève à Paris qui menaçait de paralyser l'économie française. On redoutait la chute du gouvernement... C'est en plein milieu de la crise qu'Irving Brown fait son apparition. Avec les fonds du syndicat de Dubinsky (c'est-à-dire l'AFL, NDLR), on organise Force ouvrière, un syndicat non-communiste. Lorsqu'ils furent à court d'argent, ils s'adressèrent à la CIA. C'est ainsi qu'ont commencé les subventions secrètes au syndicalisme libre... Sans ces subventions, l'histoire de l'après-guerre aurait pu suivre un chemin fort différent...» *)

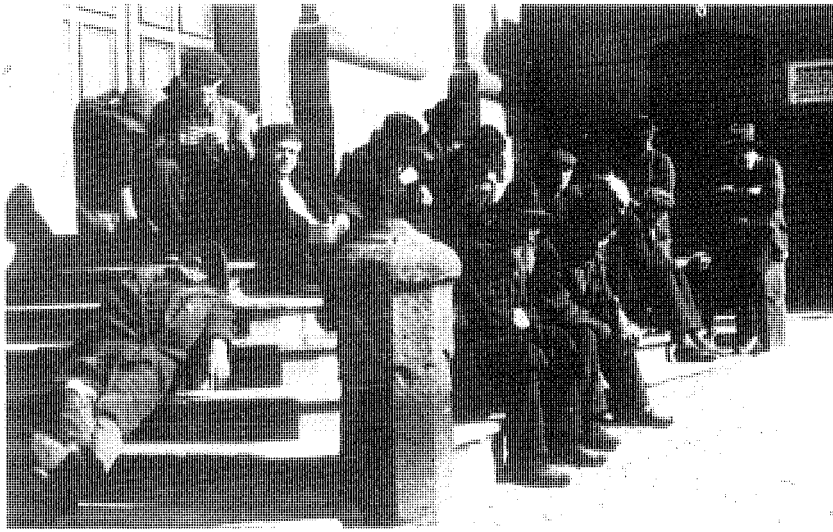
*) Cité par Winslow Peck dans «The AFL-CIA».

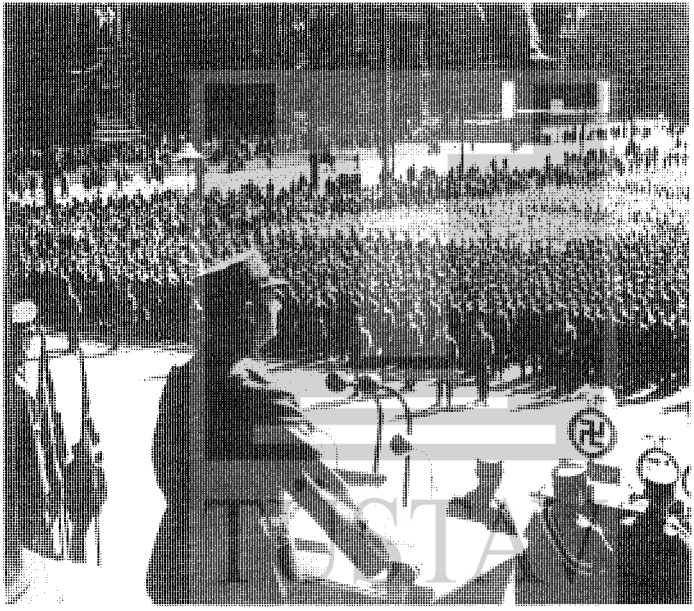
ÚSTAV



JEFFERSON ST

TÜSTAV





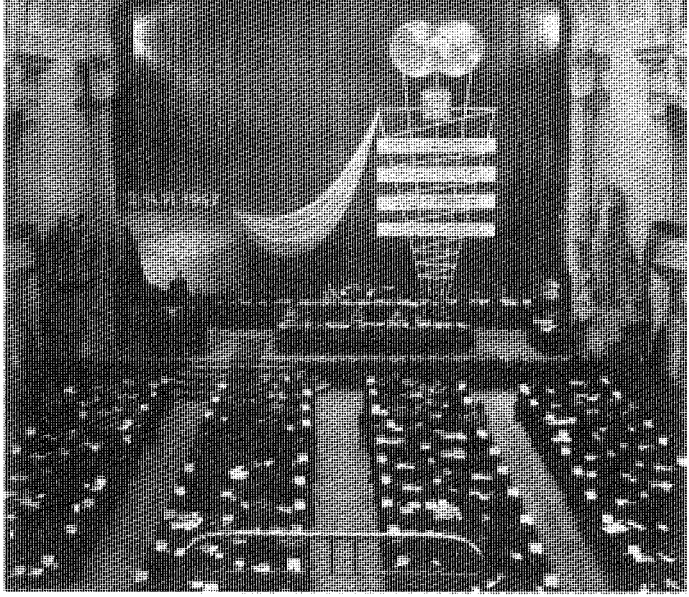
La grande crise de 1929-30 accentue le drame du chômage

СМЕРТЬ ДЕТОУБИЙЦАМ!

La Conférence syndicale mondiale, réunie à Londres en février 1945.

BRITISH GUIANA BULGARIA CANADA CESKOSLOVENSKO
RK EIRE SUOMEN FRANCE GAMBIA GOLD COAST ISLAND
ITALIA JAMAICA LUXEMBOURG NEDERLAND NEW ZELAND
RIA NORTHERN RHODESIA NORGE PALESTINE ROMANIA
AFRICA SVERIGE SUISSE U.S.S.R. UNITED KINGDOM
AVIJI INTERNATIONAL BODIES BOLIVIA BRAZIL CHILI
RICA CUBA REPUBLICA DOMINICANA ECUADOR
CO NICARAGUA EGYPT CEYLON CONGO BELGE
PANAMA SURINAM TRINIDAD

TÜSTAV



Giuseppe di Vittorio,
président de la FSM
de 1949 à 1957.

Louis Saillant,
secrétaire général de la FSM
de 1945 à 1969, président
d'honneur de 1969 à 1974.

En novembre 1947, la fraction Force ouvrière se détache de la CGT et à son Congrès constitutif, participent des délégués de diverses organisations affiliées à la FSM, y compris son secrétaire général-adjoint, W. Schevenels. A la session du Comité exécutif de la FSM réunie à Rome en mai 1948, lorsqu'on lui demande des explications, il déclare qu'il y assistait «uniquement à titre personnel», et que FO correspondait à «sa conception du syndicalisme».

En Amérique latine, les pressions visent à briser l'unité du mouvement syndical créée autour de la CTAL. La politique hégémonique américaine s'y manifeste traditionnellement par la conception du «panaméricanisme» basée sur une illusoire unité d'intérêt entre le colosse du Nord et les peuples latino-américains. En 1918 déjà, l'AFL avait tenté, sans trop de succès, de créer une Confédération ouvrière panaméricaine (COPA) sous son égide. Après la seconde guerre mondiale, l'AFL prend de nouveau l'initiative pour créer à Lima en 1948 la Confédération interaméricaine du travail (CIT) comme organisation rivale de la CTAL. Des sommes énormes sont dépensées pour fomenter la division sur la base des conceptions de «la guerre froide». Lorsque le Congrès ouvrier interaméricain des syndicats libres se réunit à Mexico en 1951 pour donner naissance à l'organisation régionale de la CISL, l'ORIT, le délégué américain déclare ouvertement que les efforts pour changer l'esprit des ouvriers latino-américains avaient déjà coûté 175 millions de dollars(!)*)

Les divergences à propos du rôle des SPI, qui survécurent à la disparition de la FSI et s'opposaient, comme nous l'avons vu, à la création au sein de la FSM des «départements professionnels» en conformité avec les Statuts adoptés à Paris, sont exploitées au maximum pour miner de l'intérieur l'unité du mouvement syndical. Les négociations avec leurs dirigeants se prolongent indéfiniment; en fait, les SPI se convertissent en une plate-forme utilisée pour attaquer la FSM.

*) Cité par V. Lombardo Toledano.

TÜSTAV

En avril 1948, le Congrès d'Oslo de la Fédération internationale des travailleurs des transports (ITF) lance même un appel à fonder une Internationale syndicale libre, comme le suggérait l'AFL depuis un an: comme on peut le voir, les divergences étaient déjà passées au plan de la rupture.

Toutefois en 1947, à la réunion du Conseil général de la FSM à Prague, la vie interne de l'organisation se déroule normalement. Arthur Deakin du TUC remplace à la présidence Sir Walter Citrine qui se retire du mouvement syndical. James B. Carey du CIO occupe la place de Sidney Hillman qui vient de mourir.

A partir de 1948, les différences d'opinions s'accentuent et se reflètent dans les débats des organes statutaires; la réalisation de certaines tâches convenues, comme la convocation d'une Conférence syndicale asiatique ou la mise en pratique des conclusions de la rencontre des syndicats africains réalisée à Dakar, devient difficile en raison de l'opposition des Britanniques et des Américains. Au fond, la discussion porte à nouveau sur la question définitoire du soutien aux luttes de libération nationale dans les pays dépendants comme principe de solidarité adopté à Paris et dont l'abandon aurait signifié la perte de l'essence même de l'organisation mondiale.

Le débat interne, phénomène parfaitement naturel dans toute organisation syndicale démocratique peut se canaliser dans le cadre de la préparation du IIème Congrès syndical mondial, prévu pour 1949. Mais la crise devait éclater avant et ce n'était pas fortuit.

LES EVENEMENTS SE PRECIPITENT

On a coutume de présenter la polémique sur le Plan Marshall comme la raison immédiate de la scission de 1949. Or, comme nous l'avons vu, des différences de fond sur une série de questions se manifestent au sein de la FSM même avant que le célèbre général, devenu homme politique, ne présente son projet de reconstruction capitaliste de l'Eu-

rope. En fait, ces différences à elles seules n'auraient pas provoqué la division. Les évènements de 1949 au sein du mouvement syndical doivent se comprendre dans le contexte des objectifs politiques fixés alors par l'impérialisme et à la réalisation desquels l'existence d'un mouvement syndical uni constituait un obstacle sérieux. L'exemple précité de la division du mouvement syndical français donne une idée du rôle joué par les activités secrètes de la CIA.

Voyons les faits:

L'AFL et le TUC — et plus tard également le CIO — préconisent que le mouvement syndical accorde un appui actif aux propositions contenues dans le «Programme de reconstruction de l'Europe» que le Secrétaire d'Etat de l'administration Truman, George C. Marshall, présentera à grand renfort de propagande en juillet 1947 aux gouvernements européens. Il s'agissait, en réalité, de propositions inacceptables pour la majorité des membres de la FSM: les conditions des prêts offerts lésaient la souveraineté des pays bénéficiaires, leur objectif central était d'assurer la domination du capital américain, tout en restituant à l'Allemagne fédérale son pouvoir économique et militaire, comme fer de lance de la politique de confrontation dirigée contre les pays socialistes.

Les partisans de la participation syndicale à ce plan se sont réunis à Londres en mars 1948. Peu importait à ces organisateurs, principalement l'AFL, l'absence notable d'une grande partie du mouvement syndical européen. L'objectif principal, la création d'un Comité syndical consultatif, dans le cadre du projet américain, fut réalisé au cours d'une seconde réunion, cette fois en juillet.

Entre-temps, la question fut incluse à l'ordre du jour de la session du Comité exécutif de la FSM réunie à Rome à la fin du mois d'avril et au début du mois de mai. Bien que les défenseurs du plan aient été en nette minorité. on décide, dans un dernier effort unitaire et en conformité avec les Statuts, de laisser à chaque organisation membre la liberté d'adopter l'attitude qu'elle jugerait la plus adéquate envers la question.

Par conséquent, la polémique à propos de la question

pouvait parfaitement se terminer là. Or, les faits qui suivirent démontrent qu'en réalité les divergences sur ce point ont été exploitées de façon à provoquer la rupture.

En effet, la conception que l'impérialisme voulait imposer était celle d'un «monde libre» acculé à une soi-disant «menace soviétique»; la même ligne de division devait traverser le mouvement syndical, séparant les «syndicats libres» de ceux qui, pour défendre des conceptions de classe, n'étaient autre chose que des «agents de Moscou». Malheureusement, cette philosophie grossière de la division basée sur la «guerre froide» trouve écho parmi certains secteurs du mouvement syndical. En juillet 1948, à l'occasion du Congrès déjà mentionné de l'ITF à Oslo, Arthur Deakin doit réfuter énergiquement l'accusation selon laquelle la FSM dont il était encore le président, était un «instrument de l'impérialisme soviétique».

C'est une ironie de l'histoire que ce même Arthur Deakin peu après, lors de la réunion du Bureau exécutif de la FSM tenue à Paris le 19 janvier 1949, ait donné lecture d'un message de son organisation nationale, le TUC, exigeant «la suspension pour un an des activités de la FSM» à défaut de quoi la centrale britannique se désaffilierait; il s'agissait d'un véritable ultimatum qui signifiait l'acceptation de la dissolution virtuelle de la Fédération. C'est ainsi que le comprit le représentant du CIO, James B. Carey, qui s'empressa de délivrer le «certificat de décès» de la centrale mondiale, en déclarant sans ambiguïté:

*«Il est inutile de prétendre que la FSM est autre chose qu'un cadavre; ensevelissons-le.» *)*

*) Il peut paraître surprenant aujourd'hui qu'un changement aussi radical intervienne dans l'attitude de certains dirigeants d'alors, alors que peu de temps s'était écoulé depuis les discours unitaires enflammés, prononcés à la Conférence syndicale mondiale de Paris; le procès-verbal de celle-ci enregistre les paroles suivantes de ce même J.B. Carey, délégué des Etats-Unis: «On peut dire dès le début que le CIO, en se joignant aux autres organisations du travail pour fonder la FSM, l'a fait de tout cœur». Rappelons d'autre part que Léon Jouhaux dont nous avons retenu les paroles pleines d'espoir pour introduire le Chapitre II, est celui-là même qui par la suite se place à la tête du groupe scissionniste FO en France.

La motion est rejetée pour vice de forme: le Bureau exécutif n'était pas compétent en la matière, il fallait soumettre la question au Comité exécutif et au Congrès. Le groupe dissident tient cependant parole et Deakin et Carey, accompagnés de E. Kupers, représentant des syndicats néerlandais, quittent la session.

Peu après, diverses organisations sèvrent leurs liens avec la FSM. La scission est consommée. En décembre de la même année, naît à Londres la *Confédération internationale des syndicats libres* (CISL). En avril 1950, un commentaire suggestif paraît dans la publication américaine «Industrial and Labor Relations Review»:

*«Il est plutôt exagéré d'affirmer que la CISL ait été patronnée par les syndicats des Etats-Unis.» *)*

Cependant, la célèbre «épitaphe» de J.B. Carey ne fut autre chose qu'un désir exprimé prématurément: la FSM non seulement n'est pas morte, mais elle a démontré sa pleine vitalité au *IIème Congrès syndical mondial,* qui eut lieu malgré toutes ces pressions, comme prévu, du 29 juin au 9 juillet 1949, à Milan, Italie.

VALIDITE ET CONTINUITE DE L'IDEE D'UNITE

Rien que du point de vue purement quantitatif, le Congrès de Milan était déjà une preuve qu'en somme, la continuité de la FSM en tant qu'instrument de la solidarité internationale des travailleurs n'avait pas été interrompue malgré la crise profonde et difficile de 1949: des organisations de 43 pays représentant 71.608.788 membres y prirent part.

En plus, les débats du Congrès montrent que l'immense majorité des syndicats du monde approuvait la politique des organes dirigeants et surtout qu'elle refusait toute tentative

*) Cité par W. Z. Foster.

TÜSTAV

de «geler» les activités de la Fédération. Le Congrès déplore l'absence de diverses organisations, mais il a été unanime pour défendre l'existence de la centrale mondiale et la nécessité de son agrandissement.

Une «lettre ouverte» fut adoptée par le Congrès et adressée aux travailleurs et militants syndicaux des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'autres pays dont les centrales s'étaient retirées de la Fédération; elle les exhorte à chercher les voies conduisant à une entente sur les objectifs communs. Les efforts de la FSM visant à l'unité d'action, charpente de la solidarité dans les conditions nouvelles, remontent au moment même où l'unité se brisait.

La préoccupation du Congrès concernant la nécessité de renforcer l'organisation mondiale était parfaitement justifiée car les travailleurs du monde entier devaient faire front à de graves problèmes économiques et sociaux qui soulignaient le rôle de la solidarité.

Des tâches impérieuses attendaient les syndicats et les problèmes internes ne devaient pas les détourner de leurs objectifs essentiels. Ceux-ci sont reflétés dans les documents adoptés à Milan.

Un «Document d'orientation générale» établit les priorités dans la lutte, pour la paix, pour les droits démocratiques des peuples et l'unité syndicale internationale. Les revendications économiques et sociales des travailleurs font l'objet d'une résolution spéciale. Une autre est consacrée aux problèmes spécifiques des travailleurs migrants. Enfin, un Manifeste est élaboré en direction des travailleurs et des syndicats du monde, les appelant à lutter unis pour défendre la paix, les droits démocratiques et les intérêts économiques des travailleurs.

Il fallait également renforcer les activités sur le plan professionnel en mettant en application l'Article 13 des Statuts. C'est ainsi que l'on adopte la décision de constituer les *Unions internationales des syndicats* (UIS) ayant le caractère de *Départements professionnels de la FSM;* la discussion stérile avec les dirigeants des SPI prenait ainsi fin.

La nouvelle direction élue est l'expression de cette volon-

té de poursuivre les efforts pour la réalisation des idéaux du Congrès de Paris:

Giuseppe Di Vittorio est élu président.
Louis Saillant est réélu secrétaire général.

Les vice-présidents sont: V. Kouznetsov (URSS), A. Le Leap (France), V. Lombardo Toledano (Mexique), Liu Chao Chih (Chine), B. Blokzil (Pays-Bas), F. Zupka (Tchécoslovaquie), S.A. Dange (Inde), L. Peña (Cuba) et A. Diallo (Guinée).

Pour souligner la volonté unitaire, deux postes sont réservés, dans le nouveau Bureau exécutif, pour les représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Avec l'aval de millions de travailleurs du monde entier, la FSM pouvait poursuivre la lutte.

TÜSTAV

IV Fidélité à la cause des travailleurs (1949-1956)

«Camarades, la session continue.» C'est par ces paroles que G. Di Vittorio assume la présidence de la session agitée du Bureau exécutif de la FSM du 19 janvier 1949 après le départ du groupe dissident. Le IIème Congrès syndical mondial réaffirme peu après la continuité de l'organisation unitaire créée en 1945 à Paris au grand dam de ses «fossoyeurs».

Après la scission qui a posé la base de l'actuelle division internationale du mouvement syndical, la FSM devient l'unique organisation mondiale conçue selon des critères de classe indépendante et de caractère universel.

Cette tâche historique lui revenait cependant dans les moments particulièrement complexes pour les relations internationales, comme produits de la «guerre froide» déchaînée par l'impérialisme et la division du mouvement syndical, une des ses pièces fondamentales.

Mais malgré certaines victoires initiales de cette furieuse contre-offensive réactionnaire dont les travailleurs ont les

ÚSTAV

premiers fait les frais, les desseins des forces bellicistes se sont heurtés de plus en plus à la résistance de ceux-ci, à leurs luttes revendicatives, à l'action croissante des peuples pour la libération nationale, ainsi qu'aux succès irréversibles des travailleurs qui construisaient une société nouvelle dans la partie socialiste du monde.

Grâce à la FSM, l'unité était sans cesse réaffirmée, en dépit de toutes les difficultés.

LES CONSEQUENCES DE LA SCISSION

Au chapitre précédent, nous avons suivi les événements antérieurs à la crise interne de 1949 qui était l'apogée de toute une stratégie de désagrégation des rangs syndicaux dans divers pays. La rupture des relations entre une série d'organisations et la FSM fut, à son tour, le signal de la généralisation de la division, partout où cela s'avérait possible. Il faut ajouter qu'à maintes reprises, avec recours à des méthodes peu scrupuleuses et démocratiques.

En 1949 culmine le processus de division en Europe. En Allemagne fédérale, est créée la Confédération des syndicats allemands (DGB). En France, Force ouvrière (FO) et la Confédération française des travailleurs chrétien (CFTC) s'affirment comme alternatives opposées à la CGT unitaire. En Italie, la scission au sein de la CGIL donne lieu à la création de la Fédération italienne du travail (FIL), par la suite divisée en 1950 entre l'Union italienne du travaáil (UIL) et la Confédération italienne des syndicats des travailleurs (CISL), toutes les deux membres de la CISL.

La CISL se met sans tarder à créer ses propres structures régionales en s'appuyant sur les groupes scissionistes de divers pays: ERO en Europe, ARO en Asie, ORIT sur le continent américain. Dans beaucoup de cas, la division des rangs syndicaux a été imposée au moyen de méthodes frisant le gangstérisme et accompagnée de l'intervention éhontée des autorités, de la répression et de l'assassinat de dirigeants.

Les conséquences de la scission du mouvement syndical

des Etas-Unis, sous la double pression de la politique anti-syndicale de l'administration Truman, contenue dans la Loi Taft-Hartley de règlement des conflits ouvriers et l'offensive réactionnaire de persécution idéologique personnifiée par le Comité des activités anti-américaines du Sénat et son président MacCarthy constituent un chapitre à part. A la Conférence du CIO tenue en octobre 1949 à Cleveland, la politique de la «chasse aux sorcières» triomphe, et on procède à l'expulsion d'un grand nombre de dirigeants et de militants syndicaux pour des raisons idéologiques. Les conséquences ne se font pas attendre et le CIO, puissante organisation d'autrefois, perd environ deux millions de membres. La neutralisation forcée des courants sains au sein du mouvement syndical des Etats-Unis, ouvre la voie à la fusion de l'AFL et du CIO en 1956, sous la direction de George Meany.

Là où le courant de collaboration avec la bourgeoisie arrive à s'imposer, le résultat immédiat de la division est l'affaiblissement de l'ensemble du mouvement syndical. Le patronat et les gouvernements capitalistes estiment avoir les mains libres pour imposer la politique des monopoles. Dans les pays économiquement dépendants, la division du mouvement syndical est exploitées pour accentuer la répression contre les travailleurs qui manifestent leur mécontentement de la politique de soumission à l'impérialisme, pour instaurer des dictatures militaires féroces et commettre les crimes les plus odieux au nom du «monde libre».

Rien de tout cela n'est fortuit: la division et la répression sont les deux faces de la même médaille, fabriquée à grand renfort d'investissements de capitaux pour faciliter la domination des classes exploiteuses.

Il va de soi que la division n'aurait pu triompher dans beaucoup de pays sans les faiblesses qui se manifestaient au sein du mouvement syndical. Les courants unitaires qui avaient réussi à créer la FSM en 1945 n'étaient pas suffisamment forts pour parer une telle attaque de front. Mais ils surent consolider leurs rangs, maintenir vivants les idéaux d'unité de la classe ouvrière malgré toutes sortes d'attaques, de provocations et de répressions, pour convertir la FSM en

un bastion de l'unité et de la solidarité, qui chaque jour gagnait en prestige et autorité parmi les travailleurs du monde entier.

Pour cela aussi, la FSM a excité la haine de la réaction qui n'épargnait aucun effort, aucun moyen pour freiner ou empêcher son activité. La division consommée, les portes-parole du grand capital auraient célébré avec une joie encore plus grande la chute prophétisée de la centrale mondiale. Malheureusement, le gouvernement français de l'époque s'est joint à cette campagne internationale, décrétant en 1949 l'expulsion de la FSM de son territoire. Le siège central, installé depuis la fondation à Paris, dut être transféré ailleurs, le choix se portant sur Vienne.

Mais comme nous le verrons par la suite, ce n'est pas en Autriche neutre qu'ont pris fin ses difficultés.

LA «GUERRE FROIDE» ET SES VARIANTES «CHAUDES»

Les faits que nous relatons ne sont pas de pures coïncidences, mais font partie de la stratégie globale de confrontation et d'agression, définie par Harry Truman et ses amis en 1947. Le nom de «guerre froide» qui lui a été donnée indique que seule la non-utilisation des armes la distinguait d'une guerre classique. En ce qui concerne ses autres attributs — blocus économique, actes d'agression politique et diplomatique, offensive de propagande et persécution des opposants sur le plan interne — il s'agissait d'une véritable «guerre» dirigée en premier lieu contre les pays socialistes, mais en général contre toute manifestation d'indépendance et de progrès social.

L'aspect militaire a joué un rôle prépondérant dans les nouvelles relations entre les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale, à travers la configuration du bloc occidental opposé aux pays socialistes. Dans ce sens, le réarmement de l'Allemagne occidentale constituait la source de grands dan-

gers pour la sécurité des peuples européens et pour la paix mondiale.

Mais ce climat de tensions a aussi favorisé le déclenchement de conflits belliqueux localisés et d'aggressions armées directes contre les peuples, révélant ainsi les intentions véritables de leurs initiateurs.

Un des premiers événements graves de ce genre a été la guerre de Corée déchaînée en 1950 par le régime de la Corée du sud contre la République populaire démocratique de Corée; elle a servi de prétexte à une intervention militaire de grande échelle de la part des Etats-Unis. Jusqu'à la signature de l'armistice de 1953, le peuple coréen connut des souffrances considérables victime de la haine et des crimes des troupes de l'envahisseur, mais il résista héroïquement avec l'appui de la solidarité internationale, sans pouvoir pour autant matérialiser encore son aspiration à la réunification nationale.

En 1954, les patriotes vietnamiens ont asséné un coup mortel au colonialisme français à Den Bien Phu et imposé la reconnaissance de l'indépendance du Vietnam à la Conférence de Genève; mais le gouvernement des Etats-Unis n'a pas accepté les accords en question et occupé la partie méridionale du pays donnant ainsi le signal de la longue et dure marche du peuple vietnamien, aux côtés des peuples du Laos et du Cambodge, vers l'indépendance nationale et le progrès, écrivant des pages des plus admirables de nos temps.

La même année, les mesures de réforme agraire et de nationalisation adoptées au Guatémala par le gouvernement de Jacobo Arbenz ne furent pas du goût de la United Fruit Company*), et le Département d'Etat des Etats-Unis avec le concours de la CIA y envoya des mercenaires qui renversèrent le gouvernement populaire et installèrent la première des dictatures sanglantes qui depuis oppriment ce pays d'Amérique centrale.

*) Il s'agit de la société qui s'appelle aujourd'hui United Brands, une des plus grandes transnationales de la banane, de la palme africaine et autres produits agricoles et de leur commercialisation, marque «Chiquita».

En 1956, après la décision du gouvernement d'Egypte de nationaliser le canal de Suez, les troupes de Grande-Bretagne, de France et d'Israël mirent sur pied une action punitive commune, qui échoua grâce à l'unité et à la décision de lutte du peuple égyptien ainsi qu'à la solidarité internationale envers sa juste cause.

L'objectif véritable de la guerre froide était donc de paralyser les luttes des travailleurs et des peuples et d'empêcher le progrès social. Chaque fois que c'était possible, les milieux les plus agressifs de l'impérialisme tentèrent d'élever la «température» de cette confrontation en pratiquant ce que John Foster-Dulles, alors secrétaire d'Etat, appelait «la politique du bord de l'abîme».

En 1950, à l'initiative de plusieurs personnalités, se tint le *Congrès mondial des partisans de la paix,* simultanément à Paris et à Prague, car le gouvernement français avait refusé d'octroyer des visas à pluisieurs délégués. Le *Conseil Mondial de la paix,* créé à cette occasion avec la participation active de la FSM entre autres, devient un large organisme qui se charge de mobiliser l'opinion publique en faveur de la paix. Des centaines de milliers de signatures sont recueillies pour *«l'Appel de Stockholm»* qui exigeait l'interdiction des armes nucléaires.

La guerre froide était vouée à l'échec. Les travailleurs et les autres secteurs démocratiques se rendaient de plus en plus compte de leur véritable base politique de classe qui n'avait rien à voir avec la liberté ni avec la défense du monde occidental.

LES RESULTATS ECONOMIQUES DU PLAN MARSHALL ET LES TRAVAILLEURS

Les promesses de prospérité économique sous l'option de développement capitaliste ont été au centre de l'offensive de propagande dont le but était de paralyser la lutte des travailleurs pour leurs revendications dans les pays capitalistes dé-

veloppés. Une partie du mouvement syndical a cru opportun d'hypothéquer aussi l'unité en échange de cette perspective chimérique. Quels en furent les résultats?

En 1952, le Plan Marshall est considéré comme conclu. Ses seuls bénéficiaires réels en sont le capital ouest-européen qui réussit à se remettre des revers subis pendant la guerre et les monopoles américains qui s'assurent une position prédominante dans le monde capitaliste. Le patronat renforcé dans son pouvoir et profitant de la division du mouvement syndical tente d'imposer sa volonté à des millions de travailleurs. Les liens qui unissaient presque tous les pays capitalistes d'Europe au capital américain ont conduit au renforcement de leur aliance sur le plan politique et militaire, en suivant au pied de la lettre la politique de guerre froide et de réarmement dictée par Washington; l'OTAN se convertit en instrument décisif de cette politique agressive et sert à renforcer encore la dépendance économique. Un poste-clé dans cette stratégie revient à l'Allemagne fédérale, totalement incorporée dans les plans économiques, politiques et militaires de l'impérialisme américain.

Le Plan n'évita pas non plus les cycles caractéristiques de la production capitaliste et aux périodes de prospérité succèdent les dépressions comme en 1953-54 où la production industrielle des Etats-Unis tombe de 11%. Chaque crise cyclique entraînera la faillite de nombreuses entreprises et l'accroissement accéléré du capital.

C'est alors que les monopoles ouest-européens, sous l'égide du Marché commun commencent à prendre la parole. Il s'agit tout d'abord du *Plan Schuman* pour la cartellisation de la production du charbon et de l'acier, point de lancement du *Traité de Rome de 1953* qui pose les bases de la *Communauté économique européenne.*

Il va de soi que les travailleurs n'apprécient pas cette situation et par leurs luttes revendicatives ils réfutent l'illusion d'une «paix sociale». En Italie, les grèves pour les augmentations de salaire, contre les fermetures d'usines, pour l'amélioration de la sécurité sociale et la réforme agraire prennent une grande envergure; la grève de la fonction publique du 8

mai 1951 compte avec la participation de 1,6 millions de travailleurs, alors qu'en 1953 la revendiction pour des augmentations salariales est soutenue par la grève de toutes les usines des grandes villes. En France, un demi-million de métallos débrayent le 22 février 1950. En Grande-Bretagne, les actions de novembre 1951 à juin 1952 donnent lieu à une augmentation de salaire pour cinq millions de travailleurs. En RFA a lieu en août 1951 la première grande grève depuis 1945, celle de 120.000 ouvriers de la métallurgie de la Hesse; en février 1952 se tient la grève de 60.000 mineurs de la Sarre.

En général une leçon se dégage de l'application du Plan Marshall: *les monopoles capitalistes n'ont jamais cherché autre chose que leur profit* et seule la lutte des travailleurs permet d'obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail.

L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

La période qui nous occupe est également celle de la consolidation et du développement des options socialistes dans divers pays d'Europe et d'Asie. Il s'agit d'un fait d'une portée historique énorme: en dehors de l'Union soviétique naissent d'autres pays dans lesquels le pouvoir se trouve aux mains des travailleurs, les bases de l'exploitation de l'Homme par l'Homme y sont supprimées et le développement est planifié et profite à toute la société. L'élimination des fléaux sociaux tel le chômage, l'élévation du niveau de la sécurité sociale et la participation effective des travailleurs à la gestion économique, l'élimination des crises cycliques et le rythmes accélérés de croissance planifiée, etc., sont autant d'éléments qui n'admettent pas la comparaison avec les pays capitalistes quels qu'ils soient. Ils constituent des exemples pour les luttes revendicatives des travailleurs du monde entier. La solidarité permanente des syndicats des pays socialistes envers leurs frères du monde, jointe à la politique conséquente de paix et de coopération appliquée par les

pays socialistes face à la stratégie de la guerre froide, contribuent à accroître leur prestige international.

En 1956, le niveau de production industrielle d'avant-guerre avait été dépassé en URSS quatre fois, en Tchécoslovaquie 2,7 fois, en Roumanie 3,3 fois environ, en Hongrie plus de 3 fois, en Pologne 6 fois, en Bulgarie 6,5 fois, en Albanie 12 fois environ; la production industrielle de la RDA avait doublé pour la partie correspondante de son territoire d'avant-guerre; en dix ans de pouvoir populaire, la production industrielle de la Chine avait triplé.*)

Mais pour cette même période, l'évolution des pays socialistes se différencie de celle des pays capitalistes par le critère de redistribution des richesses accumulées, surtout en ce qui concerne les salaires, les prix des articles de consommation, la durée de la journée de travail et la sécurité sociale. Ainsi en Tchécoslovaquie, par example, le salaire mensuel moyen passe de 1138 à 1300 couronnes entre 1953 et 1957 alors que les prix des biens de cosommation enregistrent des baisses successives dans la même période; en RDA, les catégories inférieures de salaires sont supprimées en 1956 ce qui signifie une augmentation globale des revenus des travailleurs de l'ordre de 250 millions de marks; en Bulgarie les salaires de diverses branches d'industrie augmentent en 1957 de 10 à 18%.

Si l'on observe l'augmentation des salaires nominaux, la baisse des prix de consommation et l'amélioration de la qualité des produits et des services, ainsi que le perfectionnement des mécanismes de la sécurité sociale, on peut constater une amélioration constante du niveau de vie des travailleurs et de l'ensemble de la population.

Il faut souligner en plus le rôle de premier plan joué par les syndicats dans ce processus, l'élargissement de leurs droits et de leur participation en tant que portes-parole de millions de travailleurs manuels et intellectuels; il est significatif que dans les pays socialistes, les syndicats aient un ca-

*) Ces données et les suivants sont tirées du Rapport de Louis Saillant, secrétaire général de la FSM, au IVème Congrès syndical mondial, Leipzig 1957.

FUSTAV

ractère de masse et qu'ils organisent dans leurs rangs environ 90% de la main-d'œuvre.

Le développement socialiste démontre, indépendamment des difficultés dont une grande partie imposée par le blocus impérialiste et la guerre froide, qu'il est possible de vivre une vie différente que celle implantée par les monopoles capitalistes et, cela dans plus d'un pays, que les méthodes de planification centralisée de l'économie avec la participation démocratique des travailleurs permettent d'éviter les crises et de progresser rationnellement vers le bien-être de la société dans son ensemble.

La présence active des syndicats des pays socialistes au sein de la FSM met en évidence son caractère universel, contribue à définir sa politique de solidarité internationale et à profiter pleinement des expériences des travailleurs de tous les pays. Face à la réalité riche et passionnante des pays socialistes, la campagne de dénigrement favorisée même dans les rangs syndicaux perdait chaque jour plus de crédibilité aux yeux des travailleurs.

POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE ET LE PROGRES SOCIAL

L'aspiration croissante à l'indépendance nationale et au progrès social, à la libération du joug colonial et à la liquidation du sous-développement, continue à se manifester de toute part à accélérer le processus de décolonisation amorcé à la fin de la seconde guerre mondiale. Dans le même temps et en tant que partie de ce même processus, les luttes pour des changements sociaux radicaux s'approfondissent pour surmonter les obstacles au développement dans les pays à économie dépendante, brisant le règne de la grande propriété foncière et de l'oligarchie financière alliée à l'impérialisme.

Dans ces luttes, un rôle de premier plan revient aux travailleurs. Citons à titre d'exemple, les grèves générales de 1951 et de 1953 en Tunisie et la journée de protestation du

30 janvier 1953 contre la domination française ou la grève générale de trois jours de la classe ouvrière marocaine en décembre 1953 dans un but similaire. En Algérie, la constitution de l'Union générale des travailleurs algériens donne une impulsion nouvelle aux luttes pour l'indépendance, dirigées par le Front de libération nationale. Au Kenya, malgré la répression brutale des autorités coloniales, le peuple se mobilise exigeant la restitution des terres que s'étaient appropriées les colons britanniques. Au Soudan, la lutte pour l'indépendance nationale s'inspire du legs de la grève de 33 jours des cheminots, en 1947, pour leur droit de s'organiser en syndicat. En Bolivie en 1952, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) est le résultat des actions courageuses des travailleurs et devient le facteur décisif qui détermine la chute de la dictature militaire.

Le contenu de ces luttes souligne les liens solidarires internationaux des travailleurs, en particulier au niveau des diverses régions ou de continents entiers. En décembre 1949 se tient à Pékin la *Conférence syndicale d'Asie et d'Australasie* avec la participation des syndicats de 14 pays. En 1951, malgré l'interdiction décrétée par les autorités coloniales, le *Comité préparatoire de la Conférence syndicale pan-africaine* se réunit à Dakar. En 1950, une *Conférence syndicale d'Amérique du Sud* se tient à Montevideo avec la participation de 135 délégués d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, d'Equateur, du Paraguay et d'Uruguay. En 1953, le IVème Congrès de la CTAL confirme les progrès du mouvement syndical latino-américain malgré la division et les méthodes de gangsterisme utilisées contre ses courants de classe.

LA FSM, BASTION DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Dans toutes ces luttes, la FSM n'a jamais fait défaut malgré la répression et les restrictions de toutes sortes imposées par les gouvernements réactionnaires à l'expression de sa so-

lidarité. La division syndicale, bien qu'elle ait eu des effets négatifs incontestables sur le plan de la capacité d'action du mouvement syndical ne peut empêcher le développement des luttes ni obtenir l'isolement de la FSM.

Dans cette période, son activité est inséparable des conditions créées par les changements positifs intervenus par la suite dans les relations internationales et que l'on désigne par le terme générique de «détente». Il n'est pas exagéré de le dire: on peut critiquer tel ou tel aspects de l'activité de la FSM, mais il est indubitable que sans la mobilisation permanente des travailleurs où la FSM et ses organisations nationales ont joué un rôle de premier plan, les changements qui se sont produits dans le monde peu après n'auraient pas été possibles.

La première preuve sérieuse en est la guerre de Corée. Le 5 juillet 1950, la FSM lance un appel aux travailleurs du monde, exposant la vérité à propos du conflit qui déchirait le peuple coréen. Elle exhorte les travailleurs à organiser à partir du 10 juillet une *Semaine internationale de solidairté* qui, depuis lors figure chaque année sur le calendrier des activités de solidarité du mouvement syndical mondial. Les mobilisations organisées au cours de ces trois années sanglantes et, en particulier en 1953, ont été les facteurs décisifs qui imposèrent le début des négociations et la signature de l'armistice.

La lutte pour la paix, contre la création de blocs militaires agressifs, contre le danger d'une guerre atomique et contre le réarmement, en particulier contre le réarmement de l'Allemagne en violation des accords de Yalta et de Potsdam, pour un traité de paix avec l'Allemagne et la reconnaisance des frontières établies à la fin de la Seconde guerre mondiale, pour une Europe de coopération et de sécurité, faisait partie des activités prioritaires de la FSM pendant toute cette période.

La FSM a joué un rôle décisif de solidarité dans les luttes de libération nationale et dans l'incorporation des travailleurs et de leurs syndicats dans celles-ci, ceci dans une période caractérisée par la naissance du jeune mouvement syn-

dical des pays en développement. L'aide à l'organisation des travailleurs de ces pays et à la formation de leurs cadres syndicaux a été d'importance majeure pour la consolidation du mouvement syndical et pour sa confrontation à la politique de l'impérialisme.

Il va de soi que face à la contre-offensive réactionnaire dirigée contre les droits syndicaux, la solidarité avec les victimes de la répression occupera une place éminente. Tel est le cas de la campagne internationale de solidarité organisée par la FSM contre les menées du régime d'apartheid en Afrique du sud, la dénonciation de l'assassinat du dirigeant syndical tunisien Ferhad Hached, l'exigence de la libération des dirigeants syndicaux détenus, que ce soit en Grèce, en Inde, au Japon ou dans beaucoup d'autres pays. Un *Fonds international de solidarité* est constitué à cet effet, avec la contribution des centrales nationales et à ce jour il continue de fonctionner.

Dans les forums internationaux, en particulier à l'OIT, la FSM développe une activié intense de porte-parole authentique des aspirations des travailleurs, malgré l'injuste distribution des forces au sein de cette instance tripartite et les discrimninations de toutes sortes dont elle est l'objet.

Quant aux UIS, elles ont démontré leur vitalité en tant que structures spécifiques pour le développement de l'action au niveau professionnel, surmontant les barrières dressées par les SPI. Grâce à un travail patient et plein d'abnégation, elles s'assurent autorité et prestige dans le monde entier.

La question clé de l'unité n'a jamais cessé d'être la préoccupation centrale de la FSM, malgré l'acuité des affrontements idéologiques qui caractérisaient alors le mouvement syndical et l'attitude ouvertement hostile de la direction de la CISL. En 1951, au cours de sa session de Berlin, le Conseil général a largement diseuté des questions de l'unité sur la base d'un rapport clair et non-exempt d'autocritique, présenté par Benoît Frachon. Malheureusement, la direction de la CISL a rejeté, avec des arguments calomnieux, toutes les demandes de la FSM de lancer le dialogue dans le

but d'aboutir à des accords déterminés d'unité d'action sur des revendications communes.

C'est avec la même incompréhension que la CISL refuse l'invitation de la FSM à participer aux travaux du *IIIème Congrès syndical mondial*, tenu à Vienne du 10 au 21 octobre 1953, ouvert aussi à la participation des organisations non affiliées. Sur les 700 délégués présents qui représentaient au total 88 millions de travailleurs, 120 venaient d'organisations ayant une affiliation internationale différente ou autonomes sans que cela constitue un obstacle pour arriver à des conclusions communes à tous. Cette expérience se répètera aux congrès suivants et sera ensuite consacrée dans les Statuts, établissant un précédent unique parmi les organisations syndicales internationales.

Le Congrès de Vienne a constitué un nouveau pas important dans la voie de la FSM vers l'unité des travailleurs. Il a longuement analysé le contenu des luttes revendicatives, relevant les éléments généraux susceptibles d'unir les travailleurs des tendances les plus diverses. Il a défini une Charte des droits syndicaux et appelé à la mobilisation de tous les détachements du mouvement syndical en leur défense. Il a attiré l'attention sur les dangers du sectarisme dans ses propres rangs et souligné la nécessité de travailler patiemment pour bâtir l'unité d'action malgré les provocations des adversaires. Il a salué les progrès de l'unité dans divers pays et en particulier a appelé le vaste mouvement des organisations autonomes qui avait surgi après la scission de 1949 à faire front commun avec les organisations de la FSM.

La centrale mondiale sortait consolidée des années difficiles qui avaient suivi la scission. Elle entrait dans une nouvelle étape de développement qui devait culminer quatre ans plus tard au IVème Congrès syndical mondial.

C'est précisément à ce moment que de nouveaux obstacles sont placés sur son chemin...

TÜSTAV

En 1956, une nouvelle provocation est montée contre la FSM, utilisant la méthode grossière de la falsification des documents. Le gouvernement autrichien se fait l'écho de la campagne diffamatoire et procède avec une promptitude surprenante à décréter la fermeture du siège de la centrale à Vienne. Lorsque les effectifs de police font irruption dans le bâtiment, les collaborateurs de l'organisation parviennent à grand peine à sauver quelques biens et une partie de la documentation et des archives.

Mais ce rude coup ne parvient pas non plus à interrompre l'activité de la Fédération. Elle sera toujours présente là où il y a des travailleurs: tout de suite après ces événements le Conseil central des syndicats tchécoslovaques offre Prague à la FSM pour son nouveau siège. Grâce à l'hospitalité des travailleurs, du peuple en général et des autorités de la Tchécoslovaquie socialiste, la FSM trouve enfin aux bords de la Vltava une place stable et sûre à partir de laquelle elle peut développer en toute liberté son activité au profit des travailleurs du monde entier.

En 1978, à l'occasion de la tenue du IXème Congrès syndical mondial à Prague, les syndicats tchécoslovaques donnent une nouvelle preuve de leur généreuse hospitalité en offrant à la fédération un bâtiment moderne en plein centre de Prague et qui est son siège jusqu'à ce jour.

Or, l'expulsion de la FSM de Vienne était déjà un anachronisme car la période de guerre froide tirait à sa fin. Deux faits significatifs annoncent des temps nouveaux: en 1955 se réunit à Bandung la Conférence afro-asiatique et à Genève commencent les négociations «au sommet» entre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Union soviétique.

Mais cela fait déjà partie d'un autre chapitre.

TÜSTAV

V Le monde change (1956-1973)

Alors que le IVème Congrès syndical mondial commençait ses travaux à Leipzig le 4 octobre 1957, le signal du premier «Spoutnik» annonçait au monde le début de l'ère de la conquête de l'espace.

La coïncidence n'était pas sans une signification symbolique: la marche séculaire de l'humanité vers le progrès s'unissait fortuitement à un autre fait non moins significatif pour les temps nouveaux: le plus large forum syndical mondial se tenait pour la première fois dans un pays gouverné par les travailleurs, dans un des nouveaux Etats socialistes surgis après la seconde guerre mondiale, en République démocratique allemande. Sur le sol allemand, d'où avaient jailli deux hécatombes mondiales au cours de ce siècle, un gouvernement d'ouvriers et de paysans pratiquait pour la première fois une politique de paix conséquente. Les forces réactionnaires prétendaient ignorer ce fait historique au moyen de la *Doctrine Hallstein,* par laquelle la RFA s'était octroyée le droit de représenter toute l'Allemagne, méconnaissait les

frontières orientales surgies de la guerre et conditionnait ses relations avec d'autres Etats sur leur non-reconnaissance de la RDA. La présence des représentants du mouvement syndical mondial en RDA était la réponse à une politique patronnée par l'impérialisme. Ainsi donc, le rôle actif du mouvement syndical contribuait à vaincre cette politique plus tard, ce qui constitue un des principaux acquis de la détente.

Les traces laissées par la guerre personnellement constatées par les délégués du Congrès, constituaient une sérieuse mise en garde pour tous les peuples sur les conséquences de la politique belliciste de l'impérialisme. En même temps, on pouvait déjà voir les fruits de l'effort de construction du peuple travailleur de RDA, effort qui indiquait que le monde pouvait changer, qu'il était en train de changer.

UNE ASPIRATION UNIVERSELLE: LA PAIX ET L'INDEPENDANCE DES PEUPLES

Entre 1956, date à laquelle la FSM parvient à la stabilité en s'installant à Prague, et 1973, année qui voit le VIIIème Congrès syndical mondial définir la politique «d'ouverture» de la FSM, s'étendent dix-sept années riches en événements qui marquent le pasage de *«la guerre froide»* à *«la détente»*. La tendance générale qui caractérise et détermine cette évolution et dont le mouvement syndical est une partie inséparable est celle de l'avance des forces de la paix et du progrès dans le monde entier.

Rappelons brièvement quelques faits éloquents (pour des raisons fort compréhensibles, nous dépasserons quelque peu les limites de temps, toujours arbitraires, que nous avons choisies pour définir cette période).:

C'est donc tout d'abord l'écroulement retentissant des vieux empires coloniaux, la victoire des peuples d'Indochine sur le colonialisme français en 1954, l'indépendance de Chypre et de nombreux pays d'Afrique en 1960, la récupération de Goa par l'Inde en 1961, l'indépendance de l'Algérie en 1962... En décembre 1960, reflet du nouveau rapport

des forces, la XIVème Assemblée générale des Nations Unies adopte une historique Déclaration sur l'indépendance des pays et des territoires demeurés sous juridiction coloniale.

En 1955, à Bandung (Indonésie), les chefs d'Etat de 29 pays d'Afrique et d'Asie définissent dans une Déclaration commune *«Les principes de la coexistence pacifique»*. En 1961, à Belgrade (Yougoslavie), se constitue le *Mouvement des pays non-alignés,* facteur de paix et de défense de l'indépendance des peuples.

En 1956, la décision de l'Egypte de nationaliser le canal de Suez porte un coup sévère aux positions des monopoles impérialistes; les luttes de libération nationale des peuples arabes sont empreintes d'un contenu social plus profond. La victoire de la révolution cubaine en 1959 marque un nouveau tournant dans les luttes des peuples latino-américains. En 1971, la coalition de gauche «Unité populaire» triomphe aux élections au Chili qui portent le Dr Salvador Allende à la présidence de la république.

Si nous parlons de *«tendance générale»* c'est, bien sûr, parce que nous sommes conscients qu'il ne s'agit d'un processus ni rectiligne ni constant. L'impérialisme ne se résigne pas à perdre ses positions et chaque fois qu'il le peut il a recours à la politique de gendarme du monde annoncée par Harry Truman en 1947.

Les agressions armées se succèdent, contre l'Egypte en 1956, contre le Liban en 1958, contre Cuba en 1961, contre le Vietnam à partir de 1963, contre la République dominicaine en 1965, contre l'Egypte et la Syrie en 1967... La destabilisation ou le renversement des gouvernements qui ne sont pas au goût du Département d'Etat devient la méthode favorite des «activités secrètes» de la CIA qui organise de sanglants coups d'Etat comme au Brésil en 1964, en Indonésie en 1965, en Grèce en 1967, au Soudan et en Bolivie en 1971, en Uruguay et au Chili en 1973... Cette politique criminelle fait des victimes en nombre incalculable. Pour toutes, mentionnons en particulier le vice-président de la FSM, *Ahmed Shaffie el Sheikh,* martyr de la classe ouvrière

soudanaise, assassiné par le régime de Nemeiry en 1971.

De graves incidents internationaux ont lieu en 1960 provoqués par l'envoi d'un avion espion sur le territoire soviétique, en 1962 par la crise de la Caraïbe exacerbée par l'administration américaine au point de friser une guerre nucléaire.

Mais le monde change irréversiblement: Les forces unitaires de paix sont en mesure d'imposer un tournant décisif aux relations internationales. Les principes énoncés à Bandung sont plus qu'une aspiration, ils peuvent être mis en pratique.

En 1955, pour la première fois depuis la fin de la guerre, les gouvernements des Etats-Unis, de France, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique se réunissent à une conférence au sommet à Genève pour amorcer le processus de détente qui se poursuivra par des négociations compliquées et des accords partiels pour enfin culminer en 1975 à Helsinki, par la signature de l'*Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.*

Pourra-t-on éviter une nouvelle conflagration mondiale qui, vu le pouvoir destructif sans précédent des armes nucléaires particulièrement, aurait des conséquences imprévisibles pour toute l'humanité?

Mais c'est aussi le bien-être des travailleurs qui est en jeu.

LE DROIT A UNE VIE DIGNE

Le lancement du premier satellite artificiel de la terre que nous avons évoqué au début de ce chapitre, est également une manifestation de quelque chose de caractéristique de cette étape du développement de l'humanité: les progrès prodigieux de savoir et de la capacité de travail auxquels on a donné le nom de *révolution scientifique et technique.* Pour le monde du travail, ce phénomène a des conséquences de grande portée puisque la science est intégrée au processus de production. En outre, les posibilités immenses qu'elle détient laissent présager d'une époque de progrès inédits sur le

plan social. L'humanité est en mesure de supprimer la faim et la misère.

Il en est ainsi dans le monde socialiste où l'utilisation rationnelle et planifiée des progrès de la science et de la technique au profit de toute la société permettent d'élever de façon continue la productivité et d'assurer le mieux-être des travailleurs. C'est pourquoi la seconde moitié de ce siècle de prodiges, l'incapacité du capitalisme à résoudre les besoins urgents de millions d'êtres humains est manifeste. Comment accepter un tel anachronisme que, d'une part des gens meurent de faim et que d'autre part, la science célèbre chaque jour des victoires sur les lois de la nature?

En 1957, le IVème Congrès syndical mondial constate que l'expansion de l'économie des pays capitalistes développés se base sur l'élévation de la productivité au moyen d'une exploitation accrue du travail salarié. Si, par exemple, U.S. Steel obtenait en 1939 treize cents de profits pour chaque heure de travail d'un ouvrier et 0,42 dollar en 1947, ce chiffre atteignait en 1957 1,87 dollar; les dix-sept plus grands monopoles internationaux de l'époque — quatorze américains et trois britanniques — obtenaient chacun un profit net supérieur à 100 millions de dollars par an*).

Cette augmentation de la productivité est bien loin de se refléter dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs comme le promettaient ses partisans capitalistes. Au contraire, les augmentations de salaires obtenues par la lutte sont systématiquement absorbées par le courant inflationniste, alors que les conditions de sécurité et l'hygiène au travail se détériorent considérablement. Les accidents mortels, surtout dans l'industrie minière, en sont une expression éloquente. Dans ce sens, 1958 a été une année vraiment tragique pour les mineurs du monde entier avec 182 morts dans la catastrophe de Chuinakuri (Inde), ainsi que toute une série douloureuse d'accidents à Gessolungo (Italie), aux Etats-Unis et au Canada; de nouveaux accidents mortels surviennent en 1959 en RFA; en 1960, à Cly-

*) L. Saillant, Rapport au IVème CSM, 1957.

desdale (Afrique du Sud); en 1970, l'accident qui se produit en Zambie fait 89 victimes, etc.

En même temps, la politique salariale employée pour diviser et paralyser les luttes ouvrières est appliquée selon la vieille tactique qui consiste à accorder des privilèges à certains secteurs.

Cela est particulièrement vrai dans le processus d'internationalisation croissante de l'économie, tandis que les monopoles impérialistes se lancent dans le pillage sans scrupule des ressources des pays en développement, accentuant leur dépendance, provoquant leur paupérisation croissante et l'approfondissement de l'abîme qui les sépare des pays plus développés. Seuls les monopoles tirent profit des inégalités sociales à l'échelle du monde capitaliste et des insuffisances qui existent encore dans la solidarité internationale entre les travailleurs, dont un des facteurs est, sans doute, la division du mouvement syndical mondial.

A la fin des années 70, l'oripeau de la prospérité de l'économie capitaliste faisait place aux premières manifestations de la crise profonde qui se poursuit encore de nos jours. En 1973, le VIIIème Congrès syndical mondial constate que:

** 50% de la population du monde souffre de malnutrition,*

** 100 millions de travailleurs sont sans travail,*

** il y a 800 millions d'illettrés dans le monde,*

** 100.000 travailleurs meurent chaque année dans des accidents du travail, soit une victime toutes les cinq minutes. *)*

Quant qux pays socialistes:

«Les économistes impartiaux admettent que l'économie des pays socialistes se développe avec régularité sur une longue période, et beaucoup plus rapidement qu'aucune autre. Il est d'ailleurs incontestable que leur place dans

*) P. Gensous, Rapport au VIIIème CSM, 1973.

*l'activité mondiale ne cesse de croître, et particulièrement dans le domaine de la production. Il est important de noter que l'augmentation de la production se réalise surtout grâce à la productivité du travail (et non à l'intensité). Cette augmentation de la productivité étant obtenue essentiellement par le développement continue des progrès scientifiques et techniques... Faut-il ajouter que le chômage, plaie majeure du capitalisme et préoccupation lancinante pour les travailleurs de ces pays, n'existe pas.» *)*

La réalité des pays socialistes démontre clairement que les problèmes sociaux de l'heure ne sont pas «des fléaux inévitables de la civilisation» comme le prétendent certains porte-paroles du capitalisme, mais le produit d'un système reposant sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme; or, ce sont les Hommes qui établissent les relations sociales et ce sont eux qui peuvent aussi les changer. Le rôle des syndicats dans la vie des pays socialistes où les conditions de participation des travailleurs à la gestion économique et où les acquis en matière de sécurité sociale n'admettent pas de comparaison dans le monde, est suivi avec intérêt profond par tous les syndicalistes honnêtes.

Il va de soi que face aux conséquences de la crise capitaliste, les travailleurs et leurs syndicats aient mobilisé leurs forces pour défendre leurs droits, l'emploi et leurs salaires, contre la politique d'«austérité» comprise à sens unique par les monopoles, c'est-à-dire exclusivement pour ce qui est des revenus des travailleurs, ainsi que contre l'autoritarisme croissant et la répression, pour l'indépendance nationale, le développement et le progrès social, en s'unissant dans beaucoup de pays à d'autres couches sociales qui affrontent l'impérialisme et la réaction interne.

Citons quelques exemples, choisis parmi les grandes actions de cette période: 200.000 ouvriers de la métallurgie de Belgique entrent en grève en 1957; dans ce même pays, les actions se poursuivent en 1959 et en 1960, elles se transfor-

*) Du même Rapport au VIIIème CSM.

ÚSTAV

ment en une grande grève nationale de cinq semaines contre la politique d'austérité, de fermeture d'industries, avec la participation d'un million de travailleurs. En 1959, 500.000 travailleurs paralysent pendant 116 jours l'industrie sidérurgique des Etats-Unis; en août de la même année, 300.000 métallos argentins arrêtent le travail. En 1960, les mineurs japonais font la grève durant 288 jours pour protester contre les mesures de «rationalisation de l'industrie» qui signifiaient la perte de l'emploi. En 1962, les mineurs des Asturies, Espagne, défiaient la répression du régime franquiste; les arrestations dont celle du combattant antifasciste Julián Grimau, condamné à mort, puis exécuté en 1963 malgré la grande campagne de solidarité internationale, n'intimident pas les travailleurs qui en 1963 entrent de nouveau en grève pour trois mois. En 1965, la grève générale des travailleurs boliviens est brutalement réprimée et le secrétaire général du Syndicat du bâtiment de La Paz, Adrián Arce, est fusillé par l'armée. En 1967, 1968 et 1969, on enregistre de grandes actions de lutte des travailleurs français, caractérisées par la participation convergente de leurs différentes centrales syndicales. En 1968, les actions énergiques du prolétariat français donneront lieu à une vaste solidarité internationale. Le Chili, l'Argentine et l'Uruguay sont la scène de grandes mobilisations et d'affrontements avec l'appareil répressif.

Dans le feu de ces luttes, bien des illusions sur l'efficacité des méthodes de la collaboration de classe tombent en lambeaux, de même que beaucoup de plans de division. Le processus de détente contribue à une meilleure connaissance réciproque entre les syndicats du monde et à mieux se comprendre dans toute leur diversité.

QU'Y A-T-IL DE CHANGE DANS LE MONDE SYNDICAL?

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que la division syndicale avait été encouragée et approfondie de l'exté-

rieur par les ennemis de classe. Nous avons vu combien ses conséquences étaient totalement négatives pour l'ensemble du mouvement syndical: elles affaiblissent sa riposte à l'offensive de l'impérialisme et des monopoles contre les conditions de vie et de travail des masses dans le monde capitaliste.

Cependant, dans les années 50, de nouveaux phénomènes se produisent qui indiquent que l'aspiration des travailleurs à l'unité ne peut être étouffée et qu'elle se fraie un chemin parmi les préjugés et d'autres barrières artificielles.

Le mouvement syndical connaît une expansion énorme dans le monde entier; il n'y a pratiquement pas de pays où il n'existe pas d'organisations syndicales, embroyonnaires ou développées. Il est naturel qu'on enregistre une diversité notable entre les situations spécifiques qui se reflètent dans la vie syndicale. Mais, dans le même temps la conscience de la nécessité de resserrer les liens de solidarité s'accroît.

Dans un certain nombre de pays, on a créé les conditions permettant de surmonter la division. Des centrales uniques se sont constituées au travers de la fusion d'organisations ayant une affiliation internationale différente. Un important secteur de syndicats autonomes sans affiliation internationale entre en scène. Les deux courants joueront un rôle positif dans le renouvellement des relations syndicales internationales.*)

Au niveau professionnel, l'identification des objectifs communs s'accentue. Les UIS enregistrent d'importants progrès dans l'unité d'action autour de revendications concrètes de leurs branches professionnelles respectives, arrivant dans certains cas à briser la résistance des SPI. Le nombre de leurs membres augmente ainsi que la participation des organisations non-affiliées à leurs Conférences pro-

*) Il est intéressant de noter par exemple qu'en 1955 la Centrale unique des travailleurs du Chili, qui venait d'être créée, lance l'initiative d'organiser un «référendum mondial» auprès de tous les travailleurs sur la nécessité de réunifier le mouvement syndical international. Cette même centrale lance, en 1963, l'initiative d'une journée internationale de solidarité avec l'Espagne et convoque, en 1973, l'Assemblée syndicale mondiale sur les sociétés multinationales.

fessionnelles internationales. En 1955, le champ d'action de l'UIS des postes et des communications s'élargit pour englober les travailleurs de la fonction publique, de la santé, des finances et des services communaux et elle devient l'UIS de la fonction publique. En 1958, l'UIS du textile et de l'habillement fusionne avec l'UIS du cuir, des peaux et de la chaussure pour former une seule structure professionnelle internationale. En 1959, on fonde l'UIS des travailleurs du commerce. Le nombre total des structures professionnelles de la FSM se stabilise à onze. A partir des modifications apportées aux Statuts en 1969 qui suppriment le caractère de départements professionnels des UIS en leur octroyant une plus grande autonomie, celles-ci commencent à développer des relations directes avec les institutions internationales comme l'OIT; la FISE obtient un statut consultatif particulier auprès de l'UNESCO avec laquelle elle coopère à divers programmes comme celui de l'alphabétisation fonctionnelle. De façon générale, l'audience et le prestige international des UIS augmentent considérablement.

Le processus d'unité se manifeste avec une profondeur accrue au niveau régional et de larges organisations unitaires autonomes se constituent. Il convient de rappeler que durant les années de division, la CISL fut active en créant ses propres structures régionales; en ce qui concerne la FSM, par contre, le seul cas de liaison organique que l'on puisse mentionner est celui de la CTAL en Amérique latine qui avait pris une part active à la fondation de la Fédération, mais en fait l'intégration des structures régionales proprement dites n'a jamais fait partie des dispositions statutaires.

En 1956, une Conférence syndicale des pays arabes, tenue à Damas, donne le jour à la *Confédération internationale des syndicats arabes* (CISA). En 1957, à Cotonou se constitue *l'Union des travailleurs d'Afrique noire,* élargie en 1961 à d'autres organisations pour former *L'Union syndicale panafricaine* (USPA); l'unité régionale africaine sera renforcée plus tard, en 1973, par la création de *l'Organisation de l'unité syndicale africaine* (OUSA). En 1964, à Brasilia, un *Congrès d'unité syndicale des travailleurs d'Améri-*

que latine se déclare en session permanente, donnant ainsi naissance au CPUSTAL. Ces trois organisations régionales qui conservent leur indépendance au plan international, établissent des liens étroits de coopération avec la FSM et se prononcent pour l'unité d'action du mouvement syndical mondial et pour le développement de la solidarité internationale la plus large.*)

En mars 1969, à l'initiative commune de la FSM et de l'Union syndicale panafricaine, se tient à Conakry un important événement dont le but est de trouver les moyens de coopération et d'action commune des travailleurs des pays développés et des pays en développement. La *Conférence consultative de solidarité des syndicats d'Europe et d'Afrique* compte avec la participation de 133 délégués de 28 pays d'Afrique et de 16 pays d'Europe ainsi que des UIS, de la FSM, de l'USPA et de la CISA; on a ainsi trouvé un langage commun dans la lutte contre les monopoles impérialistes et le colonialisme: «pour le développement de l'aide économique et sociale au moyen du respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale.»

Les relations bilatérales entre les syndicats d'orientation ou d'affiliation internationales différentes, en particulier avec les syndicats des pays socialistes enregistrent des progrès considérables en brisant les structures de la guerre froide. En 1959 et 1960, les relations entre les syndicats des deux Etats allemands sont renouées; à la même époque commencent à se tenir de façon périodique les Conférences syndicales des pays de la Baltique et de Norvège, élargies plus tard à l'Islande.

En 1956 déjà, la 8ème session du Conseil général de la FSM, tenue à Sofia, avait signalé que la stimulation de l'échange de délégations constituait une méthode appropriée. Malgré les restrictions imposées à ses affiliés par la direction de la CISL, cette voie a porté des fruits. Citons

*) Au niveau de la Communauté économique européenne, on crée en 1973 la *Confédération européenne des syndicats* (CES) mais l'exclusion des organisations membres de la FSM ainsi que d'autres forces syndicales autonomes en réduit la capacité d'action depuis le début.

comme exemple caractéristique la visite en Grande-Bretagne en 1960, d'une délégation de la Fédération des travailleurs du bois de l'URSS à l'occasion de laquelle la Fédération soviétique et son homologue britannique publient une déclaration commune dont voici un extrait:

> *«La présente déclaration a pour objet d'exprimer l'opinion des deux organisations syndicales et de démontrer que les contradictions entre des groupes représenatifs et nationaux sont fréquemment montées de toute pièce et peuvent être éliminées au moyen de l'échange le plus large d'opinions aussi bien que de la volonté de comprendre des opinions différentes.» *)*

A la fin de la période que nous analysons ici, un important changement se produit dans l'attitude de la *Confédération mondiale du travail* (CMT), nom que la CISC adopte en 1968. Il en résulte une première rencontre de la CMT et de la FSM qui se tient à Bruxelles en 1971. (La CISL également invitée, refuse de participer à ce qui aurait été la première réunion au «sommet» du mouvement syndical depuis la scission de 1949). Une tradition de consultations périodiques se crée entre deux des trois centrales mondiales, montrant sans doute les différences qui les séparent, mais aussi les nombreux points de convergence sur toute une série de questions.

En 1972, à l'initiative des syndicats yougoslaves, des organisations de tendances les plus variées se réunissent à Dubrovnik et convoquent une large *Rencontre syndicale unitaire* qui se tient peu après à Bruxelles avec la participation de la FSM, de la CMT et de ses organisations régionales, la CISA, l'USPA, le CPUSTAL et diverses organisations nationales autonomes.

En avril 1973, *l'Assemblée syndicale mondiale sur les activités des sociétés multinationales* réunit à Santiago du Chili

*) Cité par le Rapport d'activités de la FSM présenté au Vème CSM, Moscou, 1961.

TUSTAV

le plus large ensemble d'organisations depuis la scission de 1949.

Un vent de rénovation souffle dans les rangs du mouvement syndical dans le monde entier, montrant que la division est un anachronisme qui peut et doit être surmonté.

De tels changements ne sont pas sans avoir un reflet sur la conception unitaire, large et universelle de la FSM.

POUR UN PROGRAMME AU SERVICE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

C'est grâce à l'identification des objectifs revendicatifs communs que l'unité d'action progresse. Pendant toutes ces années, la FSM y consacre une attention particulière. En 1956 déjà, à l'initiative du syndicat de l'entreprise Olivetti de Turin, une conférence syndicale européenne sur la réduction de la semaine de travail réunit des organisations de la FSM, de la CISL et autonomes; en 1961, une nouvelle réunion de ce genre est organisée à Vienne à laquelle participent 138 délégués, dont 83 sont membres d'organisations affiliées à la CISL. En septembre 1959, une réunion consultative de diverses organisations d'Europe et d'Afrique concernant les conséquences de la création du Marché commun européen aux termes du Traité de Rome, décide de créer un *Comité de coordination et d'action.* A partir de 1962 se tiennent régulièrement à Leipzig des réunions consultatives sur l'action syndicale face à la concentration capitaliste croissante et à son nouveau phénomène, connu sous le nom de sociétés multinationales ou transnationales; en 1966, une conférence syndicale internationale sur ce thème se tient à Budapest et donne naissance à un large *Comité syndical mondial de consultation et d'unité d'action antimonopoliste* qui développera par la suite un travail efficace de coordination et de promotion de la solidarité.

Certaines catégories spécifiques sont étudiées plus particulièrement: en juin 1956 se réunit à Budapest la *1ère Conférence syndicale mondiale sur les problèmes des*

femmes travailleuses expérience répétée en 1964 à Bucarest et en 1972 à Prague; en 1958 se tient également à Prague la *Ière Conférence syndicale mondiale des jeunes travailleurs,* la deuxième étant organisée en 1970 à Varna.

La solidarité avec les victimes de la répression est un principe qui préside en permanence à toute activité de la Fédération. Sur décision du Conseil général, on crée en 1960 la *Commission syndicale et juridique pour la défense et l'élargissement des droits syndicaux et la sauvegarde des victimes de la répression antisyndicale.* La FSM sait que la conquête des droits syndicaux dépend essentiellement de la force organisée des travailleurs, mais que son action au niveau des institutions internationales, en premier lieu l'OIT peut, malgré les insuffisances notoires de ses mécanismes, représenter une tribune importante sur laquelle défendre les intérêts des travailleurs. En effet, la distance est immense qui sépare les déclarations solennelles faites dans les forums internationaux de la réalité cruelle des travailleurs vivant sous des régimes répressifs; cette contradiction était évidente en 1968, proclamée par l'ONU *Année internationale des droits de l'Homme* ou en 1971, *Année internationale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale.* Malgré ces limitations, la FSM ne cesse de faire des efforts et contribue, par exemple, à l'élaboration des *Pactes internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels* adoptés par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1966. A la 57ème Conférence internationale du travail en 1972, c'est sur la base d'un projet présenté par la FSM qu'est adoptée la Résolution relative à l'oppression coloniale, la discrimination raciale et la violation des droits syndicaux par le Portugal en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

En conformité à la décision de la 14ème session du Comité exécutif (Moscou, 24-27 juin 1957), le *IVème Congrés syndical mondial* est de nouveau un forum ouvert à la participation des organisations non-affiliées.

La discussion y reflète les changements survenus dans le monde et dans l'activité des organisations syndicales. Dans ses conclusions, Louis Saillant affirme que la discussion a

prouvé «l'efficacité de la politique d'unité que nous avons réalisée avec persévérance depuis le IIème Congrès syndical mondial», ajoutant:

*«Nous pouvons dire, camarades, que nous avons surmonté cette espèce d'amertume qui était en nous, au Congrès de Milan, trois mois aprés la scission syndicale internationale». *)*

Le Congrés a consacré une grande partie de ses discussions à analyser l'essor des luttes de libération nationale et les tâches des syndicats, sur la base d'un rapport présenté par S.A. Dange. Il était évident que le colonialisme, en tant que système, touchait à sa fin, grâce aux luttes des peuples et au nouveau rapport des forces créé dans le monde. Cependant, la FSM a mis en garde contre les manœuvres de l'impérialisme et ses intentions de domination économique par les formes les plus subtiles du néocolonialisme. Une fois de plus, le rôle décisif dans cette bataille est échu aux travailleurs et à leurs organisations syndicales. Reflétant les temps nouveaux, de nouveaux Etats naissent et s'incorporent à l'ONU, inspirant ce commentaire dans le rapport cité:

*«Lorsqu'un Africain, drapé dans sa robe et orné de ses insignes nationaux, entre et prend place dans l'assemblée des nations indépendantes, quelle fierté doivent ressentir les opprimés de ce monde et quelle amertume pour les impérialistes! *)*

Le débat sur ce thème se poursuit pour se synthétiser au *Vème Congrès syndical mondial,* tenu à Moscou du 4 au 15 décembre 1961. Celui-ci constitue une tentative globale de la FSM de refléter dans les objectifs de ses programmes les résultats des expériences unitaires acquises au niveau mondial. L'envergure de l'événement (un millier de délégués, venus de 97 pays, représentant 142 millions de travailleurs)

*) Procès-verbal du IVème CSM, Leipzig, 1957.

TUSTAV

permet un large débat, résumé dans les documents adoptés. On peut dire que le plus important d'entre eux est le *Programme d'action syndicale à l'étape actuelle pour la défense des intérêts et des droits des travailleurs.*

Notons qu'il s'agit d'un programme pour *tous* les travailleurs, et non seulement d'un programme de la FSM.

Le Congrès de Moscou a lieu dans un moment particulièrement significatif pour les luttes des peuples pour l'indépendance nationale: d'une façon incontenible, les vieux empires coloniaux s'effritaient. Un rapport d'Ibrahim Zakaria, alors secrétaire de la FSM, fait le bilan de la participation des travailleurs et de leurs syndicats dans ces luttes et du rôle de premier plan assumé par la FSM et ses organisations dans la solidarité avec ces luttes. Le rapport définit aussi les nouvelles tâches qui incombent au mouvement syndical.

Dans sa résolution sur ce point, le Congrès évalue positivement les activités de la FSM en solidarité avec les travailleurs des pays qui demeurent sous la domination coloniale ou qui se sont récemment libérés. Il apprécie particulièrement la création d'un large Comité syndical international de solidarité envers l'Algérie et d'un autre, similaire, avec les travailleurs et le peuple d'Afrique du Sud. Après avoir souligné les principales tâches de la solidarité, la résolution conclut:

> *«Aujourd'hui, l'extirpation complète et définitive du système colonial est une tâche de première importance pour les peuples, pour toutes les forces de paix et de progrès dans le monde».*)*

En outre, le Congrès adopte un instrument qui servira à développer les luttes revendicatives unitaires des travailleurs, la *Charte de la sécurité sociale,* en vigueur jusqu'en 1982, date à laquelle elle sera remise à jour.

Peu après le IVème Congrès syndical mondial, le 3 novembre 1957 le président de la FSM, *Giuseppe Di Vittorio,*

---

*) Procès-verbal du Vème CSM, Moscou, 1961.

grande personnalité du mouvement syndical italien et mondial et facteur de grand poids dans la consolidation de la FSM après la scission de 1949, meurt en pleine activité. La 19ème session du Conseil général (Varsovie, avril 1959), élit à ce poste le secrétaire général de la CGIL, *Agostino Novella.* Lorsque ce dernier se retire pour assumer des responsabilités au plan national, un autre prestigieux dirigeant italien, *Renato Bitossi,* est élu au Vème Congrès syndical mondial.

En 1965, au moment de célébrer son vingtième anniversaire, la FSM peut présenter un bilan de travail très positif, avec un prestige croissant dans le monde du travail et des liens étroits de coopération avec des organiations non affiliées, notamment sur le plan régional; elle est disposée à approfondir son rôle dans l'unité d'action du mouvement syndical mondial.

A cette occasion se tient à Varsovie, du 8 au 22 octobre 1965, le *VIème Congrès syndical mondial.* La diversité des situations et la complexité et maturité du mouvement syndical se reflètent dans la thèse selon laquelle:

> *«Les conditions concrètes et les formes de lutte varient d'un pays à l'autre, chaque centrale syndicale adopte les méthodes et les programmes qui correspondent à sa situation*)*

Le VIème Congrès syndical mondial procède à une analyse minutieuse de l'application du Programme d'action syndicale, des initiatives unitaires de la FSM, de l'évolution du mouvement syndical et des nouvelles possibilités qui s'offrent pour une plus grande coopération syndicale internationale. Dans le même temps, il poursuit le débat sur les tâches de la solidarité avec la lutte des travailleurs et des peuples des pays coloniaux et récemment libérés pour la conquête et la consolidation de leur indépendance nationale, pour un développement économique et social indépendant, contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme.

*) Résolution sur le 1er point à l'ordre du jour, VIème Congrès syndical mondial, 1965.

TUSIAV

Au cours de ces années, le débat interne gagne un caractére plus autocritique. On y signale les faiblesses existant dans l'adaptation indispensable aux réalités nouvelles, dans l'équilibre entre les différents objectifs de ses programmes par rapport aux diversités apparues en raison des conditions spécifiques de chaque pays ou région, dans l'ampleur avec laquelle il faut répondre à l'évolution vécue par le mouvement syndical sous toutes les latitudes.

Il devient dont impératif de procéder à une actualisation générale des Statuts. Le travail de révision est confié, par mandat du VIème Congrès syndical mondial, au Conseil général et culmine au *VIIème Congrès syndical mondial,* tenu à Budapest du 17 au 26 octobre 1969, L'autonomie des centrales affiliées dans l'application de la politique de la Fédération est soulignée et l'autonomie des UIS, établie. Un nouveau chapitre est consacré aux activités régionales. La structure est simplifiée, le Comité et le Bureau exécutifs sont remplacés par un seul organe, *le Bureau.*

Lors du Congrès de 1969, des raisons de santé obligent *Louis Saillant* à quitter le poste de secrétaire général qu'il occupait depuis la fondation de la FSM. *Pierre Gensous,* dirigeant français qui, depuis 1965, occupait le poste de secrétaire général adjoint est élu secrétaire général. En signe de reconnaissance des mérites immenses du premier secrétaire général de la FSM, Saillant est élu président d'honneur. *Renato Bitossi* décède dans le courant de la même année et le dirigeant ouvrier uruguayen *Enrique Pastorino* est élu président.

Le VIIème Congrès syndical mondial, réalisé alors que le mouvement syndical enregistrait des progrès considérables dans le monde entier, s'est proposé d'analyser en détail la nature et la portée des changements survenus dans le monde et dans le mouvement syndical lui-même, dans le but de confirmer ses orientations, ses méthodes et ses moyens pour l'action, et pour mieux accomplir sa mission. De tels changements ne pouvaient que se refléter sur la FSM elle-même. S'ouvre alors une période fructueuse de réflexion collective sur son rôle, sa conception, sa structure et ses méthodes.

VI A la rencontre des grands défis de notre temps (1973-1982)

Les changements décrits au chapitre précédent auront des prolongements dramatiques dans la décennie suivante et d'immenses répercussions dans le mouvement syndial.

Lorsqu'en 1971 le président Nixon annule l'étalon-or du dollar américain, un des principes directeurs du système monétaire adopté par les gouvernements capitalistes à Bretton Woods en 1946, décide de sa dévaluation drastique et prélève un impôt de 10% sur les produits importés aux Etats-Unis, une profonde crise monétaire se déclenche dans le monde capitaliste.

Les manifestations de cette crise s'étendent à tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle.

En 1973, le VIIIème Congrès syndical mondial donne déjà la caractéristique suivante de cette situation:

«Il ne s'agit pas de difficultés passagères ou localisées, mais d'une crise globale, d'une phase nouvelle de la crise

*généralisée du système capitaliste». «Confrontés à la crise qui mine le système capitaliste, les monopoles et leurs Etats s'efforcent d'en faire supporter les conséquences à toutes les couches laborieuses de la population et, en premier lieu aux salariés.» *)*

Le Bureau de la FSM, réuni en session extraordinaire pour discuter de cette question en janvier 1975 à Berlin (RDA), adopte un document spécial qui contient les passages suivants:

«La crise que connaissent les différents pays capitalistes a un caractère structurel. Elle reflète une aggravation des contradictions profondes du système capitaliste dans son ensemble. Elle engendre une nouvelle atmosphère économique qui, au-delà des fluctuations conjoncturelles, s'exprime par un déréglement profond et durable des mécanismes du système. Elle se manifeste par une inflation élevée et permanente, par un chômage massif, par des difficultés de croissance et de débouchés. La crise a un caractère sans précédent. Elle conjugue l'inflation et la récession. Elle englobe les domaines monétaire, énergétique, écologique, ceux des matières premières et des produits alimentaires. Elle s'accompagne d'une spéculation considérable. Elle exacerbe les antagonismes entre les pays capitalistes. Elle est au cœur de la crise des rapports entre pays capitalistes et ceux en voie de développement. Elle engendre une vaste crise sociale.»

La responsabilité principale de l'aggravation de cette crise et de son expansion dans le monde revient aux structures de concentration capitaliste connues aujourd'hui sous le nom de *«sociétés transnationales»*. Elles sont aussi directement engagées dans les actes criminels d'agression contre les intérêts des peuples: le cas du Chili en 1973 est notoire — les

*) Document d'orientation, adopté par le VIIIème Congrès syndical mondial, 1973.

TUSTAV

transnationales d'origine américaine ITT, Anaconda et Kennecott se chargent, après les mesures de nationalisation de l'industrie du cuivre prises par le gouvernement de Salvador Allende, d'organiser sa destabilisation et le sanglant coup d'Etat fasciste du 11 septembre.

Par une heureuse coïncidence, c'est le 1er mai 1974 que l'Assemblée générale des Nations Unies adopte le *«Programme pour un nouvel ordre économique international»* qui consacre le droit inaliénable des nations, grandes et petites, à disposer de leurs ressources en toute souveraineté. Or, ces principes ne sauraient être mis en pratique sans la lutte des peuples: l'ordre impérialiste est incapable de résoudre aucun des problèmes sociaux du monde d'aujourd'hui.

LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Les années dont il est question témoignent de l'intensification des actions des travailleurs dans le monde capitaliste. Ce sont, en général, des luttes âpres et prolongées contre un ennemi de classe décidé à ne pas céder et cela fait ressortir d'autant plus la valeur des victoires remportées. Elles sont caractérisées en plus par une tendance marquée à l'unité d'action.

Leur énumération complète dépasserait les limites de cette publication. Il suffit d'en donner quelques exemples à titre d'illustration de la période 1973-1978.

En 1973, les travailleurs de la région de Pampelune, en Espagne, déclarent la grève défiant la répression franquiste; les travailleurs d'Uruguay s'opposent au coup d'Etat par une grève générale et une occupation des locaux de quinze jours; les travailleurs français se mobilisent en défense de leurs postes de travail menacés par la fermeture d'usines et d'entreprise, notamment de la société «Lip» de Besançon; les mineurs de Carltonville, Afrique du Sud, entrent en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

En 1974 commence une véritable vague d'actions de grève qui ébranle presque toute l'Europe capitaliste: les mi-

neurs britanniques, la fonction publique en RFA, la grève générale en Italie, des actions similaires en France, en Espagne, au Portugal. Les actions des travailleurs de Grèce sont décisives pour le renversement de la dictature militaire.

En 1975, une grève paralyse l'industrie minière de Bolivie. La solidarité internationale remporte une première victoire lorsque la cour de cassation de Madrid décrète la réduction des peines imposées à Marcelino Camacho et aux autres dirigeants ouvriers espagnols, victimes du fameux *«Procès 1001»*, mais le régime de Franco commet un nouveau crime en faisant exécuter cinq jeunes combattants basques. Le parlement de la RFA adopte une loi discriminatoire contre les fonctionnaires d'Etat connue sous le nom de *«Berufsverbot»* ou interdiction professionnelle.

En 1976, 250.000 métallurgistes espagnols entrent en grève, les mineurs boliviens lancent de nouvelles actions, une grève générale paralyse la France en protestation contre la politique d'austérité.

En 1977, la manifestation du 1er Mai est brutalement réprimée à Istanbul, la grève des travailleurs de la métallurgie éclate en Turquie, de puissantes actions unitaires de protestation ont lieu en Colombie.

En 1978, des organisations comme la FSM, la CISL, la CMT et l'OUSA se rencontrent pour la première fois pour convoquer une *Semaine d'action contre l'apartheid* (mars); la grève générale des travailleurs nicaraguayens accélère la décomposition du régime de Somoza, les travailleurs d'Iran font courageusement face à la répression, une grève des mineurs éclate aux Etats-Unis, les actions des métallurgistes brésiliens s'étendent rapidement à d'autres branches, approfondissant la crise du régime militaire...

Ces luttes se situent au moment où, malgré la résistance acharnée de l'impérialisme, de profonds changements s'opèrent dans le monde: les dictatures fascistes de Grèce et du Portugal tombent, les colonies portugaises d'Afrique se libèrent, de profonds processus révolutionnaires se développent dans des pays tels que l'Ethiopie, le peuple vietnamien arrête l'intervention des Etats-Unis et obtient la réunifica-

tion du pays. La décennie se termine par la chute retentissante de deux bastions de l'impérialisme: le régime de Somoza au Nicaragua et celui du Chah en Iran.

Les conditions sont plus favorables aux forces de la paix et du progrès qui obtiennent d'importants résultats sur le plan de la détente. En 1975, les gouvernements d'Europe, des Etats-Unis et du Canada concluent à Helsinki la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe par l'adoption de l'Acte final.

En pleine crise du système capitaliste les pays socialistes révèlent les avantages de leur économie planifiée et de la participation effective des travailleurs à la gestion. L'absence de fléaux tels que le chômage et la capacité de croissance économique constante, qui absorbent les difficultés transmises par la crise capitaliste en conformité des besoins de la population, ainsi que l'ampleur des droits dont bénéficient les syndicats dans ces pays sont des faits indiscutables.

C'est contre cette évolution que réagit l'impérialisme en accentuant son agressivité. Les grands magnats du monde capitaliste cherchent à élaborer une stratégie globale de domination au moyen de la *Commission trilatérale.* Les milieux les plus agressifs de l'impérialisme qui s'identifient au *complexe militaro-industriel* arrivent à la fin de cette période à étendre leur position hégémonique sur le monde capitaliste, interompant le processus de détente et établissant la stratégie de confrontation. Il en résulte que l'humanité se trouve plus que jamais menacée d'anéantissement dans une éventuelle catastrophe nucléaire.

Mais le facteur décisif est le niveau atteint par l'action des travailleurs et leur unité. Il était impérieux de refléter ce processus également dans le mouvement syndical international.

Face à un monde en mutation rapide, la FSM devait répondre aux exigences nouvelles de la réalité par de nouvelles impulsions.

TÜSTAV

Le *VIIIème Congrès syndical mondial,* tenu à Varna, Bulgarie du 15 au 22 octobre 1973 constitue une réponse cohérente du mouvement syndical aux phénomènes nouveaux. C'est précisément dans la patrie de Georges Dimitrov, maître de nombreuses générations et défenseur infatigable de l'unité des forces démocratiques qu'au cours de son Congrès, la FSM souligne avec plus de force encore la nécessité de l'unité et de la solidarité universelles de tous les travailleurs du monde, ouvrant ses portes à tous ceux qui partagent cette même volonté. C'est aussi le début d'une nouvelle étape dans le débat interne de l'organisation à propos de son rôle, de ses objectifs et méthodes de travail.

Le cadre ne pouvait être plus approprié: aux côtés des représentants des 55 centrales affiliées à la FSM et des 12 fédérations professionnelles adhérant aux UIS, figurent les délégués de 113 organisations non-affiliées et des observateurs de 4 organisations internationales et régionales, dont la Confédération mondiale du travail. Cette participation majoritaire des organiations non-affiliées n'est pas non plus purement formelle: beaucoup de délégués non-affiliés font partie des commissions et contribuent par leurs opinions à la rédaction finale des documents. Ce sont non seulement des documents de la FSM, mais aussi ceux des 208 millions de travailleurs de 93 pays représentés au congrès.

Le rapport présenté à ce congrès signale:

«Certes, les travailleurs ont des religions, des philosophies, des conceptions politiques différentes, mais ces différences, selon nous, ne doivent pas constituer un obstacle à l'unité d'action des travailleurs, ni même à leur appartenance à une même organisation syndicale. Une véritable organisation syndicale de classe et de masse doit pouvoir rassembler tous les travailleurs sur la base de la défense de leurs intérêts communs et quelles que soient par ailleurs les opinions qu'ils professent, et par la pratique développée de la démocratie syndicale. De plus, nous croyons que l'unité

est le moyen le plus sûr et le plus efficace pour obtenir et garantir durablement les aspirations des travailleurs. C'est vrai aujourd'hui, plus que jamais, en raison des phénomènes contemporains, de concentration capitaliste, d'interpénétration plus étroite des intérêts des monopoles et de l'Etat capitaliste, de l'âpreté de la lutte pour l'indépendance et le progrès économique et social.»

Ce large forum syndical mondial établit un programme pour la plus large unité d'action, contenu dans le *Document d'orientation* et dans la *Charte des droits syndicaux et des revendications économiques et sociales des travailleurs des pays capitalistes à l'étape actuelle.*

Après une analyse des différents aspects de la situation internationale et des tâches des syndicats, le premier de ces documents conclut:

«Les travailleurs et leurs organisations syndicales sont confrontés à des problèmes toujours plus vastes, toujours plus nombreux, toujours plus complexes. Leur solution exige une réflexion de plus en plus collective, des échanges d'expériences approfondis, des confrontations fraternelles à tous les niveaux, entre toutes les organisations syndicales, quels que soient leur affiliation internationale, leur idéologie et le système économique dans lequel elles se meuvent. Les oppositions auxquelles se heurtent les travailleurs dans leurs aspirations vers plus de bien-être, de liberté, de démocratie, de paix, appellent à l'unité à la cohésion de leurs rangs. Cette nécessité s'affirme plus exigeante que jamais en raison des phénomènes contemporains:

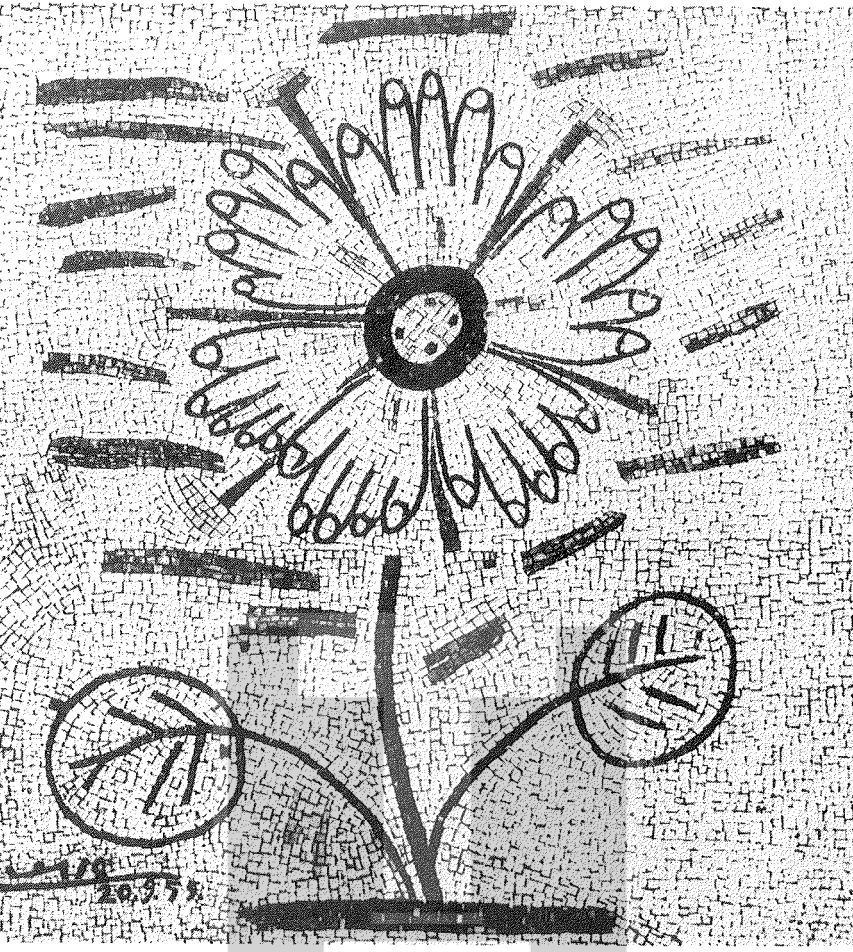
— de concentration capitaliste monopoliste mondiale plus poussée,

— d'interpénétration plus étroite des intérêts, et de l'action des monopoles et de l'Etat capitaliste, il en découle une capacité de résistance accrue aux revendications ouvrières. L'internationalisme prolétarien, la solidarité ouvrière internationale, l'unité d'action, l'unité syndicale acquièrent aujourd'hui des qualités nouvelles. L'isolement,

le repli sur soi-même, le sectarisme, la prétention de résoudre les problèmes actuels en ignorant les partenaires ou en refusant leur coopération vouent les organisations qui les pratiquent à l'affaiblissement. Ceux qui soutiennent ces limitations, ceux qui les acceptent concourent objectivement à limiter, à affaiblir les luttes ouvrières. Il est temps de mettre fin aux interdits, aux réticences que certains opposent au développement de l'action commune et qui sont pour partie des survivances du climat de guerre froide. Ces défauts sont de plus en plus étrangers à l'esprit et à l'exigence de notre temps. C'est parce qu'ils prennent de plus en plus conscience de ces réalités que les travailleurs expriment avec de plus en plus de force leur désir d'unité et que des progrès dans ce domaine marquent la période actuelle...»

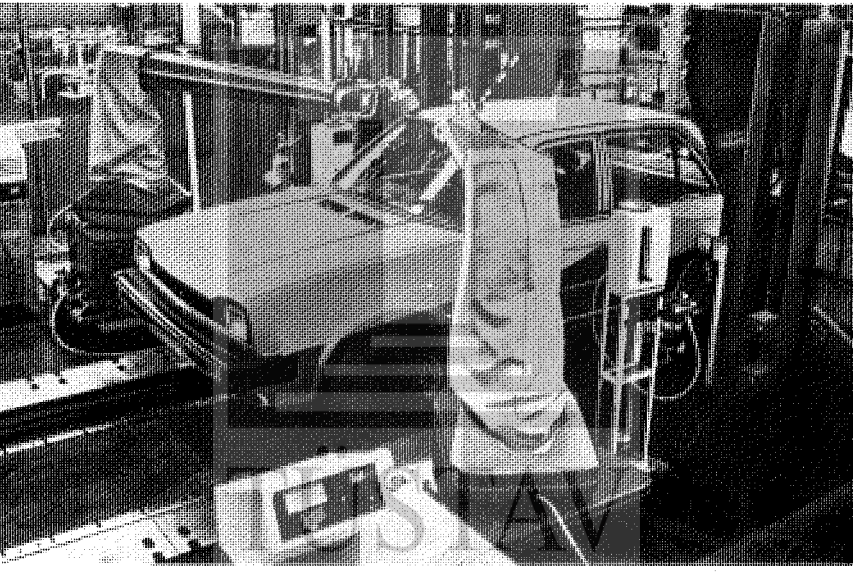
La FSM n'est pas étrangère à ce processus de rénovation. Le Document d'orientation consacre à cette question un long chapitre dont voici des extraits:

«Une organisation syndicale mondiale moderne telle que se veut la FSM est un rassemblement volontaire d'organisations syndicales, unies pour défendre en commun les intérêts des travailleurs, par des initiatives et des formes d'action ou d'organisation décidées d'un commun accord... Développant au maximum tous les traits de son caractère, la FSM sera plus encore en mesure d'étendre son action unitaire. La FSM, les UIS et les organisations affiliées sont conscientes que, dans un monde syndical divisé, elles ne peuvent à elles seules résoudre totalement et de façon durable les problèmes contemporains. Sans la FSM et ses organisations, personne ne peut prétendre seul ou en écartant volontairement des partenaires, apporter une solution valable et complète à ces mêmes problèmes. Aujourd'hui, des possibilités nouvelles sont offertes; la FSM les épuisera et en suscitera même de nouvelles. Elle multipliera encore les initiatives susceptibles de contribuer au rapprochement entre toutes les organisations syndicales,



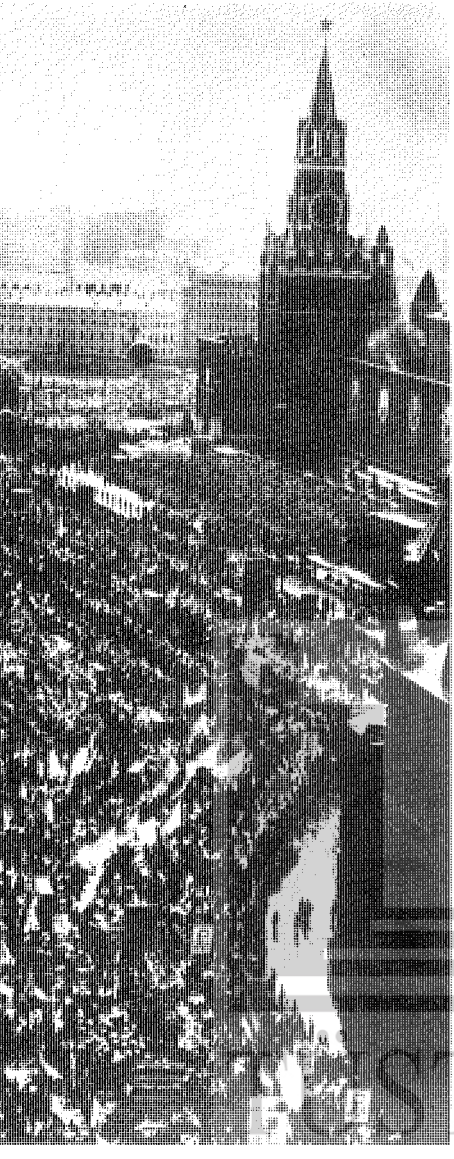
TÜSTAV

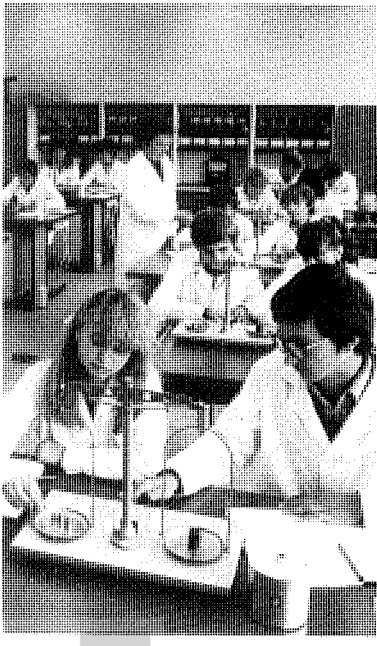
WIR WOLLEN LEBEN!

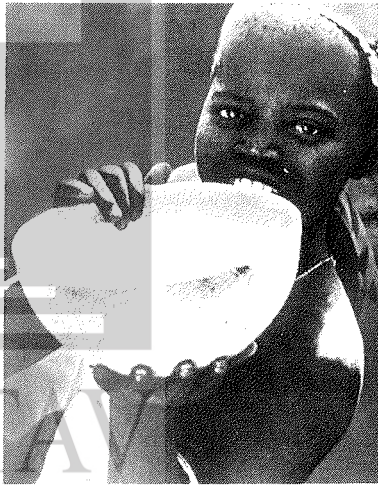


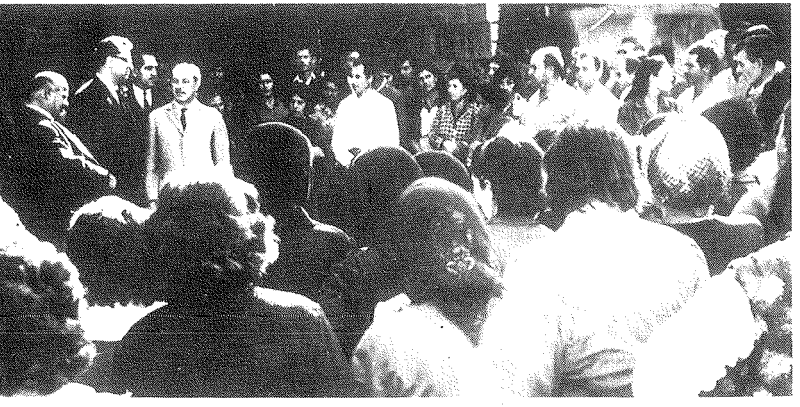
La faim, un défi de notre temps.

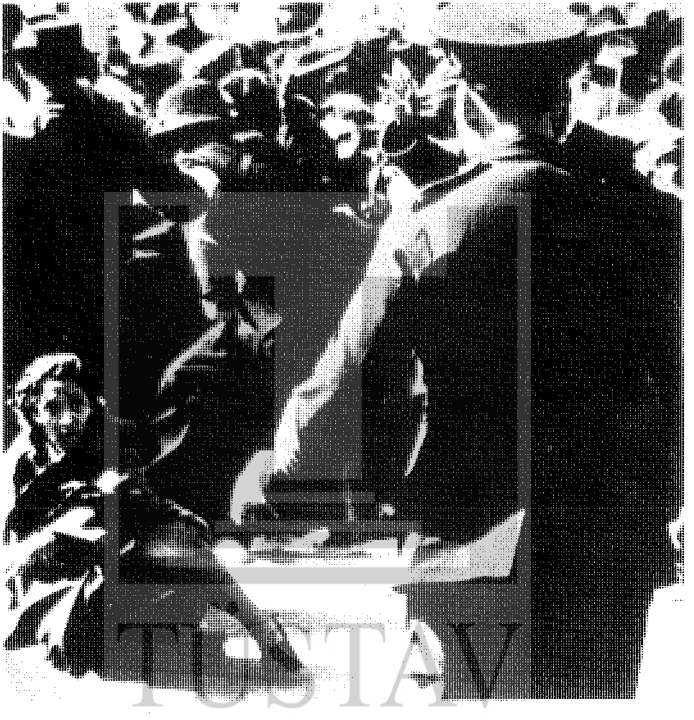
SUFRIMOS
POR LA FALTA
DE
TRABAJO











TÚSTAV

HALTE A LA TERREUR AU CHILI !

ВОН
Руки прочь
Вьетнам

Sandor Gaspar,
président de la FSM.

Ibrahim Zakaria,
secrétaire général de la FSM.

d'élargir leur unité d'action sur la base d'une large plateforme acceptable pour tous. Elle le fera avec le souci de rendre plus efficace l'action pour le succès des aspirations des travailleurs, dans le respect de la personnalité de chaque organisation syndicale et de l'égalité en droits. Dans ce but, elle tendra à associer toujours plus toutes les organisations syndicales qu'elles soient nationales, régionales, mondiales, à ses initiatives afin de s'enrichir au maximum, ainsi que tout le mouvement syndical mondial, dans la définition de ses objectifs et de ses actions.»

Dans ce sens, le Congrès recommande au Conseil général de reviser les Statuts afin de souligner l'égalité des possibilités de participation des organiations membres à la formulation et à l'exécution des orientations ainsi que l'autonomie des UIS. On y incorpore le concept de *Membre associé* pour faciliter la coopération au sein de la FSM des organisations qui, pour diverses raisons, ne se sentiraient pas en mesure de s'affilier.

ANNEES DE PROGRES ET DE RECHERCHE

Entre 1973 et 1978, la FSM s'élargit considérablement par l'adhésion de 17 nouvelles organisations. Aux termes des modifications statutaires adoptées, la CGIL d'Italie opta pour le caractère de membre associé. D'importants accords de coopération sont conclus avec les organisations régionales, la CISA, l'OUSA et le CPUSTAL, puisqu'existent de nombreux points de convergence sur les questions de la solidarité internationale, ainsi qu'un grand nombre d'organisations non adhérentes. L'audience et le prestige de la FSM s'accroissent énormément.

Le 28 octobre 1974, décède *Louis Saillant*, un des fondateurs de l'organisation et son secrétaire général pendant 24 ans, président d'honneur depuis 1969. Son souvenir restera à jamais uni à l'histoire de la FSM et aux luttes actuelles pour l'unité.

Les relations avec la CISL et la CMT se développent à un rythme plus lent qu'il n'est souhaitable et nécessaire. Alors que d'une part, les rencontres entre les secrétariats de la FSM et de la CMT deviennent régulières et se tiennent alternativement au siège de Prague ou de Bruxelles, d'autre part, la direction de la CISL poursuit sa politique d'isolement par rapport à la FSM, imposant toutes sortes de restrictions et d'interdictions à ses affiliés qui souhaiteraient coopérer avec les organisations membres de la FSM. De son côté, la Confédération européenne des syndicats, récemment fondée, résiste à la possibilité de se convertir en une révitable organisation régionale unitaire, refusant l'adhésion d'importantes centrales pour considérations d'ordre politique; seule la CGIL d'Italie sera admise dès sa conversion de membre affilié en membre associé de la FSM.

Par contre, les progrès les plus tangibles sont enregistrés sur le plan de la coopération dans le cadre de l'OIT, où les différentes tendances coïncident objectivement sur beaucoup de questions au débat au sein du Groupe des travailleurs. Un exemple éloquent des résultats positifs de cette coopération sont les *Conférences syndicales européennes,* réalisées en 1976, 1978, 1979 et 1981 avec la participation de tout le mouvement syndical du continent sans exception, pour la première fois depuis la scission de 1949. Les *Conférences syndicales mondiales contre l'apartheid,* organisées dans le cadre de l'OIT en 1972, 1977 et 1983 sont également significatives. Le 20 janvier 1977, les trois centrales mondiales participent à une *Journée mondiale de solidarité avec les travailleurs d'Afrique australe,* démontrant dans les faits que l'unité d'action est possible. La solidarité avec les travailleurs en lutte contre les dictatures fascistes, comme au Chili et en Uruguay donne également lieu à une large unité de critères au sein du Groupe des travailleurs. A l'initiative du mouvement syndical, en 1976 l'OIT organisa une *Conférence tripartite sur l'emploi,* adoptant un Programme d'action pour la lutte contre un des plus grands fléaux de notre temps, le chômage.

L'ONU est aussi une scène de progrès sur laquelle les as-

pirations des travailleurs sont prises en compte. A partir de 1975 est adopté le principe des rencontres régulières entre le Secrétariat général de l'ONU et les trois centrales syndicales mondiales. A l'occasion de la proclamation de l'année 1975, *Année internationale de la femme,* diverses manifestations ont lieu avec la participation décisive du mouvement syndical.

La FSM continue d'approfondir son analyse de la situation économique et sociale des travailleurs et les tâches des syndicats: nous avons déjà mentionné la session extraordinaire du Bureau, tenue à Berlin en janvier 1975; peu avant, en 1974, le Bureau avait décidé de créer un *Comité consultatif international sur les problèmes économiques et sociaux,* ouvert à la participation d'organisations non-affiliées. En 1976, la *Commission sur les activités des sociétés transnationales* se constitue.

A l'occasion du 30ème anniversaire de la FSM, le Conseil général se réunit à Paris, sa ville natale, du 7 au 9 octobre 1975 avec la participation de diverses organisations non-affiliées. La Résolution adoptée sur cet anniversaire dit entre autres:

> *«...La création de la FSM matérialisait les espoirs de millions de travailleurs du monde dans la force de l'unité comme instrument puissant, capable de détenir les forces de guerre, de la réaction et de l'exploitation... A l'heure où s'affirme encore l'agressivité de l'impérialisme dans plusieurs régions du monde, avec la survivance de régimes fascistes et racistes dans plusieurs pays, pour lutter contre les conséquences de la crise du système capitaliste et la politique des Etats, qui tendent à en faire subir les contrecoups aux travailleurs, face aux ententes internationales et leur politique d'exploitation à l'échelle mondiale, la réalisation du front uni des travailleurs du monde est un impératif.»*

TÜSTAV

Dans ces circonstances, les préparatifs du *IXème Congrès syndical mondial* convoqué pour avril 1978 à Prague revêt

une signification particulière. Comment transformer cette somme d'expériences unitaires en un vaste mouvement de rénovation, capable de vaincre la résistance des forces scissionistes et de convertir le mouvement syndical en un instrument efficace dans la lutte des travailleurs?

Le IXème Congrès syndical mondial, avec son millier de délégués venus de plus de 300 organisations de 126 pays, la majorité desquelles n'appartenaient pas à la FSM, est le plus grand forum syndical jamais organisé. Déjà pendant l'élaboration des projets de documents principaux, diverses organisations non-affiliées s'associent au débat. Au centre de ce large dialogue figurent les questions de l'unité et de la solidarité internationale ainsi que le rôle de la FSM, sa conception et ses méthodes. Les résultats de la discussion se reflètent dans les principaux documents: le *Document d'orientation et d'action* et la *Déclaration universelle des droits syndicaux*, cette dernière étant un document unique en son genre.

Le premier des documents mentionnés trace l'évolution positive enregistrée dans le monde depuis le VIIIème Congrès syndical mondial, signalant l'intensification des luttes des travailleurs comme «un signe important de notre temps». De cette expérience, il tire ce qui est commun à tous les syndicats, établissant les tâches prioritaires pour l'unité d'action:

— *«Elargir et consolider la lutte pour la paix, le processus de détente, développer la coopération entre tous les peuples et par conséquent imposer le désarmement.»*

— *«Satisfaire les revendications économiques et sociales des travailleurs.»*

— *«Assurer l'indépendance économique et politique de tous les peuples. Vaincre le sous-développement. Instituer un nouvel ordre économique international juste.»*

— *«Liquider définitivement le colonialisme, le fascisme et le racisme.»*

— *«Réaliser la démocratie économique et politique et l'épanouissement des droits des travailleurs.»*

Quels sont les moyens permettant d'obtenir la réalisation de ces cinq tâches prioritaires, communes à tous?

Le document souligne les éléments nouveaux que sont la solidarité internationale, conçue avec un caractère global, indivisible et permanent, le rôle de l'unité d'action ainsi que le perfectionnement du travail de la FSM:

> *«Dans tous les domaines, des résultats sont apparus, mais ils ne satisfont pas entièrement la FSM. Il faut donc les consolider, les amplifier. Pour ce faire, la FSM prendra toutes les initiatives voulues pour renforcer et améliorer encore ses activités partout et chaque fois que les intérêts des travailleurs sont en jeu. Le processus unitaire sera d'autant plus facilité si la FSM elle-même est capable d'intégrer tous les changements et toutes les possibilités dont la situation présente est porteuse, dans ses propres objectifs, ses méthodes, son comportement et ses structures.»*

La recherche de nouvelles voies qui caractérise la période étudiée dans ce chapitre n'a pas toujours été facile. Parmi les organisations-membres, des différences de vue sont apparues. A l'occasion du IXème Congrès syndical mondial, la CGIL d'Italie prend la grave décision de quitter les rangs de la FSM, convaincue que les structures syndicales internationales, en général, ont perdu leur validité.

La CGT de France, exprimant des réserves sur certains aspects de la politique de la FSM ne présente pas cette fois, de candidat au poste de secrétaire général qu'elle occupait depuis la fondation de la Fédération. Elle continue cependant à participer activement à la vie de la FSM, en tant que membre du Bureau et d'autres instances dirigeantes et de commissions. C'est pourquoi *Enrique Pastorino*, ancien président, est élu nouveau secrétaire général, assisté d'*Ibrahim Zakaria*, en tant que secrétaire général-adjoint. Le nouveau président de la FSM est *Sandor Gaspar*, secrétaire général de la centrale hongroise, SZOT.

ÚSTAV

Après le IXème Congrès syndical mondial, la tâche centrale est l'application de ses orientations et la consolidation interne de l'organisation, prenant en compte la diversité croissante d'opinions en son sein sur toute une série de questions.

Cela au moment où les travailleurs poursuivent leurs actions de lutte pour leurs revendications immédiates et de longue portée et pour la défense et l'élargissement de leurs droits syndicaux. Citons, parmi tant d'exemples, la chute des dictatures du Nicaragua et de l'Iran en 1979, les actions des dockers français dans la même année, la Semaine d'action contre le chômage convoquée par la CES du 24 au 30 novembre 1979, la grève de 100.000 travailleurs de la sidérurgie britanniques en 1980, la même année les grèves de leurs homologues de RFA, des mineurs de «El Teniente» au Chili, des métallurgistes de la Corée du sud, des ouvriers du textile de Durban, Afrique du Sud, suivies en 1981 par les actions des métallurgistes sud-africains, des contrôleurs de l'air des Etats-Unis, etc. En 1980, à l'initiative d'un groupe d'organisations affiliées aux trois centrales internationales et autonomes une vaste *Conférence syndicale mondiale sur le développement* a lieu à Belgrade; seule la CISL est absente, insistant sur son souci de ne pas être «contaminée» par des organisations qui ne pensent pas comme elle.

Les années 80 sont proclamées par les Nations Unies comme *Deuxième décennie du désarmement et Troisième décennie du développement.*

La FSM continue à développer sa solidarité, en diversifiant ses méthodes. Les questions du développement, du chômage et de l'éducation sont au centre des préoccupations des sessions des organes statutaires et des activités des diverses commissions.

L'organisation interne se renforce par une adaptation générale des *Statuts.* A ce point, il nous semble nécessaire de nous arrêter pour expliquer brièvement l'évolution de la FSM sur le plan des normes statutaires:

En effet, les diverses modifications au texte des Statuts adopté à Paris en 1945 et mentionnées au cours de ce bref exposé ne doivent pas être comprises comme une conséquence de leur imperfection; au contraire, *les amendements successifs ont respecté et conservé l'essentiel des conclusions de la Conférence syndicale mondiale de Londres et de Paris,* qui définit la FSM comme une organisation unitaire, de classe, indépendante, universelle et de masse des travailleurs du monde entier.

Il est pourtant naturel que les Statuts en tant qu'instrument qui régit l'activité d'une organisation liée à la vie, doivent suivre l'évolution-même du mouvement syndical.

Si nous examinons les différents amendements incorporés au texte original, nous pouvons voir qu'ils s'inspirent d'un effort permanent visant à:

* *assurer l'égalité des droits au sein de la FSM, de toutes les organisations-membres, indépendamment de leur force numérique,*
* *approfondir l'indépendance de ces dernières dans l'application des orientations adoptées en commun,*
* *développer l'autonomie des UIS au sein de l'organisation,*
* *atteindre une plus grande ampleur, établir des formes plus souples dans les relations avec les organisations nationales et régionales,*
* *développer la coopération avec les organisations non-affiliées,*
* *simplifier la structure interne en la rendant plus opérative.*

Les modifications apportées selon les orientations du IXème Congrès syndical mondial résument ces efforts, cherchant à adapter la FSM aux nouvelles réalités qui surgissent dans la vie syndicale.

De plus grands efforts sont déployés pour capter dans toute sa diversité le mouvement syndical de notre époque dans les orientations fondamentales et les principes de la

composition. Dans des conditions de parité, toutes les organisations affiliées et associées, ainsi que les UIS, sont représentées au Conseil général. Le principe de l'ouverture du Congrès syndical mondial à des organisations non-affiliées est consacré, sans entraîner leur adhésion à la FSM. Les UIS reçoivent une large autonomie et la possibilité d'en être leurs représentants élus pour faire partie du Bureau.*)

FACE A L'AVENIR

La 31ème session du Conseil général, tenue à Moscou en octobre 1980 coïncide avec le 35ème anniversaire de la fondation de la FSM. En dehors de l'adoption du texte révisé des Statuts, il aborde les préparatifs du *Xème Congrès syndical mondial.* Acceptant l'offre faite par la Centrale des travailleurs de Cuba, cette assemblée syndicale internationale suprême se tiendra pour la première fois en dehors de l'Europe, à La Havane, du 10 au 15 février 1983. C'est alors que pour raisons de santé, le secrétaire général *Enrique Pastorino* doit s'éloigner. Ses tâches permanentes au secrétariat seront assumées par *Ibrahim Zakaria,* en tant que secrétaire général par intérim.

Le Congrès de La Havane a eu lieu à une étape décisive de la lutte des travailleurs et de toutes les forces progressistes de l'humanité face à l'attitude de bellicisme accru de l'administration Reagan et à une nouvelle aggravation des tensions internationales et de la crise du système capitaliste. Dans une *Déclaration lancée par le Conseil général* à Moscou et adopté dans sa version définitive par la session de Budapest, en juillet 1981, la FSM avait précisé sa position sur les questions les plus importantes de la vie contemporaine et sur sa responsabilité dans l'avenir. Ce document traduit le profond désir de rénovation de la FSM et servira de base dans l'élaboration des documents du Xème CSM.

*) Le lecteur intéressé trouvera le texte intégral de Statuts en vigueur dans l'annexe qui complète cette publication.

TÜSTAV

Les travailleurs affrontent de graves problèmes et exigent des solutions. Ils attendent du mouvement syndical une réponse active aux grands défis de l'époque. Il est donc naturel que la réalisation du Congrès de La Havane ait attiré l'intérêt de larges secteurs du mouvement syndical, ce qui se reflète dans la participation: 810 délégués de 328 organisations de 138 pays et 23 organisations syndicales internationales et régionales représentaient au total 269 millions de travailleurs; la majorité des organisations (214 d'entre elles) n'est affiliée ni à la FSM, ni aux UIS; beaucoup sont membres de la CISL ou de la CMT; cette dernière a également envoyé un délégué-observteur, ainsi que pour la première fois son organisation régionale, la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT). Cette diversité ne constituera pas un obstacle au développement d'un débat large et constructif ni à des conclusions communes; en général, les participants souligneront leur satisfaction du caractère large, démocratique et concret des travaux.

Le document principal adopté, intitulé *«Les syndicats et les défis des années 80»*, signale les contradictions immenses du monde contemporain et les perspectives de solutions en conformité avec les intérêts des travailleurs.

En voici quelques extraits:

«Au seuil de ces années 80, l'humanité se trouve confrontée à des problèmes d'une envergure peu commune. Des problèmes qui exigent d'être résolus dans un sens progressiste, c'est-à-dire en prenant en considération la vie même, les besoins, les aspirations de milliards d'hommes et de femmes — des travailleurs — qui sont l'avenir de l'humanité. La FSM se doit de porter un regard lucide sur ces réalités contemporaines, sur cet avenir. Tout le mouvement syndical mondial a aussi cette responsabilité. Dans le monde d'aujourd'hui, les syndicats, surtout s'ils sont unis, représentent une grande force sociale et peuvent peser d'un poids considérable dans la solution des grands défis de cette époque. Le Xème Congrès syndical mondial se fixe pour ambition d'apporter des réponses originales,

concrètes et positives à ces défis...» «...La lutte des peuples, des travailleurs et des syndicats sont des facteurs déterminants de l'avancée vers un monde meilleur. Ces luttes sont celles de notre temps, des années 80. Si elles se rattachent au passé, si elles le prolongent par certains aspects de leur caractère et de leur contenu, le contexte présent et à venir leur confère une acuité et une qualité nouvelles. L'ampleur et la qualité des problèmes à résoudre, la crise à nulle autre comparable, le rapport des forces sur l'arène mondiale, la maturité à laquelle sont parvenus les travailleurs et les peuples, font que les enjeux sont aujourd'hui sans commune mesure avec ceux du passé...» «...Notre conception de la solidarité repose sur des fondements de classe. D'un côté, les forces du grand capital, de l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires, de tous ceux qui restent attachés à l'ancien ordre des choses, avec leur politique d'agression, d'expansion et d'hégémonie dans les relations internationales, qui s'acharnent à maintenir leur oppression, qui sont un frein au développement de la société, et de l'autre les forces immenses du progrès et de la paix. Ces dernières sont, certes, diverses; elles ont leurs particularités propres, des différences et même des divergences. Mais toutes leurs luttes convergent. Elles sont attachées à la solution des défis contemporains dans le sens des intérêts des travailleurs...»

«...Plus que jamais, l'impérialisme tente de maintenir la division du mouvement syndical international pour empêcher le développement de l'unité d'action syndicale au niveau international. Cette situation va persister. Mais ceci n'empêche pas la création de points de convergence en vue d'une solution des grands problèmes de notre époque, ni, par conséquent, la nécessité de l'unité d'action de toutes les organisations syndicales indépendamment de leur orientation ou affiliation, ni celle des organisations syndicales internationales et régionales...»

«...Aujourd'hui, si des centaines de millions d'Hommes connaissent encore l'état de dominés, il faut bien voir que l'aspiration à la liberté, à la participation active, à la démo-

cratie est devenue une véritable force matérielle. Des millions d'exploités n'acceptent plus de vivre comme l'ont fait leurs aînés. La démocratie est devenue un grand besoin contemporain. Elle est devenue nécessité. C'est l'ampleur et la complexité des objectifs à atteindre, des problèmes à résoudre qui exige que les travailleurs, dans leur masse profonde, deviennent des acteurs conscients de toute l'évolution du monde...»

«...Tout au long de son histoire, la FSM a joué un rôle important pour aider les travailleurs dans leur combat quotidien et pour le développement de la solidarité internationale. Aujourd'hui, pour continuer dans cette voie, elle doit prendre en considération l'évolution du monde qui est porteur de nouvelles possibilités et de nouvelles exigences.»

Le Congrès a également procédé à la mise à jour de la *Charte de la sécurité sociale* dont la première version remontait au Vème Congrès syndical mondial (1961).

Il procède aussi à l'élection de la nouvelle direction. *Sandor Gaspar* est réélu président; *Ibrahim Zakaria* est confirmé au poste de secrétaire général. Six vice-présidents sont élus, un pour chaque région du monde: *Indrajit Gupta* (Inde), *Elias Habre* (Liban), *Karel Hoffmann* (Tchécoslovaquie), *Andreas Ziartides* (Chypre), *Roberto Veiga* (Cuba) et *Romain Vilon Guézo* (Bénin). Les secrétaires généraux des UIS des métaux, du textile et des transports sont élus membres du Bureau.

Le Congrès de La Havane est également l'occasion de faire plus ample connaissance des expériences et des acquis révolutionnaires du peuple cubain; aux sessions d'ouverture et de clôture, il est honoré de la présence du *président Fidel Castro,* qui prononce un discours de grande valeur. De même, le Congrès effectue une analyse plus particulière de la situation du mouvement syndical latino-américain dans un co-rapport présenté par Roberto Veiga, secrétaire général de la CTC.

ÚSTAV

Comme le constate la 28ème session du Bureau de la FSM (Prague, les 29 et 30 septembre 1982):

«Le Xème Congrès a prouvé que:

— la majorité écrasante des forces syndicales du monde soutient notre politique et notre approche fondamentale des problèmes;

— les événements de ces dernières années ont à nouveau mis en évidence le rôle et l'importance d'une action syndicale unitaire au niveau mondial et le rôle spécifique de la FSM dans le développement de cette action, contrairement aux doutes émis par certains lors du IXème Congrès sur le rôle d'une instance syndicale mondiale;

*— la portée d'une action unitaire syndicale internationale doit être appréhendée et définie concrètement afin de profiter de la volonté croissante des contingents nationaux du mouvement syndical de coordonner leurs actions sur les grands problèmes de l'humanité.« *)*

TÜSTAV

*) Extrait du rapport présenté à ladite session par le secrétaire général, Ibrahim Zakaria.

VII Présent et perspectives

Notre «histoire» aurait pu se terminer par le chapitre précédent pour la description du passé. Ce qui suit représente déjà les préoccupations actuelles de la FSM et leur projection dans l'avenir.

Les dix congrès qui ont eu lieu jusqu'ici constituent tous des étapes décisives de l'évolution de la FSM et leurs répercussions ont été incontestables sur tout le mouvement syndical mondial. Ils ont accusé presque chaque fois une augmentation du nombre des adhérents, ainsi que de la représentativité totale, même la présence d'un nombre croissant d'organisations non-affiliées. Chacun a été l'occasion d'approfondir la vision globale de la FSM et sans doute leurs orientations ont servi à mobiliser les grandes masses de travailleurs du monde entier pour de nouvelles victoires.

L'évolution des événements qui ont suivi la tenue du Xème Congrès syndical mondial de La Havane confirme ses principales appréciations:

Les forces les plus agressives de l'impérialisme, ayant à

leur tête l'administration Reagan et le complexe militaro-industriel qui gouverne les Etats-Unis, ont considérablement aggravé les tensions internationales, s'attaquant aux acquis de la détente pour imposer une politique de confrontation poussée au bord d'une catastrophe nucléaire aux conséquences imprévisibles pour toute l'humanité; cette politique se traduit par l'accélération de la course aux armements avec le déploiement de nouvelles fusées nucléaires à portée moyenne en Europe occidentale en même temps que par l'accentuation de la politique d'intervention dans les affaires des autres Etats et les menaces et provocations dirigées contre tous ceux dont la conception du monde est différente, en premier lieu contre les pays socialistes. Il s'agit d'un danger mortel sans précédent qui guette toute l'humanité. Au moment d'écrire ces pages, ces mêmes forces impérialistes tentent d'imposer l'expansion de la course démentielle aux armements dans l'espace et ourdissent des plans d'intervention armée dans diverses régions du monde, comme l'Amérique centrale, le Moyen-Orient, le Golfe, etc.

Soutenues par cette politique belliciste, les sociétés transnationales ont intensifié le pillage des richesses nationales des peuples et continuent à faire porter aux travailleurs et aux peuples tout le poids de cette crise capitaliste, tout en augmentant leurs profits fabuleux. Le chômage, la dette extérieure, la faim et la misère accompagnent, avec toutes sortes d'obstacles, l'instauration d'un nouvel ordre économique internationale.

Les forces réactionnaires, en premier lieu les régimes fascistes et répressifs de toutes sortes, sont les principaux défenseurs de cette politique criminelle. Mais en même temps, le front de ses opposants s'élargit, augmentant ainsi les difficultés de l'impérialisme à mettre ses plans d'agression à exécution jusqu'au bout. En Amérique du sud, la démocratie se fraye un chemin après la décennie tragique de dictatures militaires des années 70. Malgré toutes les menaces, campagnes de destabilisation et agressions externes, les processus révolutionnaires progressent au Nicaragua, en Ethiopie, en Angola et dans d'autres pays. Les troupes israéliennes

ont été contraintes de se retirer d'une grande partie du territoire libanais. Les entretiens sur l'armement, interrompus en 1983, ont repris en 1985. Ces progrès sont aussi des victoires de la solidarité internationale et confirment son bien-fondé.

Malgré son envergure, il est possible d'arrêter et de vaincre la contre-offensive impérialiste. Pour cela, l'unité des forces démocratiques et de paix du monde entier est une condition indispensable.

L'interdépendance des phénomènes mondiaux est plus marquée que jamais. A ce propos, le 7 mars 1983, lors de l'inauguration de la *7ème Conférence au sommet des pays non-alignés,* a dit *madame Indira Gandhi* (et nous rendons un hommage posthume à cette grande personnalité de l'Inde et du monde, dont le vil assassinat a tant endeuillé et indigné toutes les forces progressistes du monde):

«L'humanité se trouve au seuil de l'effondrement du système économique mondial et de l'anéantissement dans une guerre nucléaire. Si de telles tragédies survenaient; qui d'entre nous, grand ou petit, riche ou pauvre, du Nord au Sud, de l'Ouest ou de l'Est peut-il espérer s'en préserver? Analysons la crise économique. Dans les pays en développement, nous n'avons aucune marge de sécurité. Nous serons les premiers à souffrir des pires conséquences de tout désastre économique. Dans ce monde interdépendant où vous ne pouvez «cueillir une fleur sans affecter une étoile», même les plus nantis ne sont pas à l'abri de ce genre de perturbation.»

LE ROLE DES SYNDICATS

Le mouvement syndical est devenu une immense force sociale. Il regroupe dans ses rangs quelque 340 millions de travailleurs, tandis que le nombre total de travailleurs salariés dans le monde est évalué à 780 millions. Quelle expansion considérable depuis les modestes origines décrites dans

le 1er chapitre! Dans la partie socialiste du monde, les syndicats jouent un rôle spécifique dans l'édification d'une nouvelle société sans exploités ni exploiteurs. Dans les pays capitalistes, ils mènent des luttes intenses pour leurs droits, en particulier pour le droit essentiel de travailler et vivre décemment. Dans les pays en développement, ils unissent leurs forces décisives dans la lutte nationale pour un développement indépendant. Dans l'ensemble, ils ont un rôle décisif à assumer dans la solution des questions liées à la survie même de l'humanité et son chemin vers le progrès. Ils ont tous des intérêts communs dans les problèmes cruciaux de notre époque.

Il s'agit en premier lieu de la nécessité d'éviter une catastrophe nucléaire et d'assurer la paix et la coopération de toutes les nations, le désarmement et la reconversion de l'industrie de guerre pour obtenir des ressources nécessaires au développement et au règlement des graves problèmes sociaux. Aujourd'hui, ce sujet considéré il y a peu de temps encore par certains milieux syndicaux comme politique et étranger aux préoccupations des syndicats, est présent dans les débats et les actions des organisations les plus diverses. En 1982, a été créé le *Comité syndical international pour la paix et le désarmement* (connu sous le nom de *Comité de Dublin).* La question de la paix et du désarmement était à l'ordre du jour du Congrès de la CISL tenu à Oslo en 1983. Le Congrès de la CMT en 1981 a également déclaré que la lutte pour la paix est «la condition préalable et nécessaire pour obtenir la justice, la liberté, la coopération, le développement et la solidarité.»

Le 30 septembre 1983, les représentants des centrales syndicales des pays socialistes d'Europe se réunissent à Berlin et adoptent un Appel urgent dont voici un passage:

«Les peuples et les travailleurs d'Europe sont confrontés à une décision fatale, et nous sommes convaincus que cette décision ne pourra être que celle de l'unité et de la lutte pour sauver l'Europe et le monde d'un holocauste nucléaire. Indépendamment du fait que nous vivons dans des

pays à systèmes sociaux différents, nous avons néanmoins des intérêts communs. L'Europe doit être un continent de paix et de coopération en faveur du bien-être des peuples. La paix pourra être maintenue et assurée si nous nous y employons résolument.»

Il s'impose à tous avec de plus en plus de clarté qu'il existe un rapport entre le désarmement et les questions de l'emploi et du développement. Les syndicats du monde entier sont conscients de l'afreux gaspillage de ressources que représente la course aux armements face aux besoins urgents du développement; comparons, par exemple, les dépenses militaires en milliards de dollars annuels avec la dette extérieure globale des pays en développement, calculée en 1984 à 800 milliards de dollars. Le Comité de Dublin a établi que chaque augmentation du commerce entre les Etats-Unis et l'URSS d'un miliard de dollars créait aux Etats-Unis 87.000 nouveaux emplois.

En effet, les travailleurs des pays capitalistes sont confrontés aujourd'hui à une politique délibérée de chômage massif, de réduction de la sécurité sociale et de baisse du pouvoir d'achat des salaires. Telle est la raison de leurs luttes courageuses, caractérisées ces derniers temps par leur âpreté et durée. Un exemple éloquent en a été la grève des mineurs britanniques, commencée en mars 1984, contre la politique de fermeture des puits. Comme l'indique le Rapport sur le chômage, présenté à la 35ème session du Conseil général de la FSM (Nicosie, 13-15 avril 1983):

»La politique capitaliste de profit maximum menée sans se préoccuper de son coût social continue de prévaloir même dans cette période de grave crise et, en fait, les monopoles et les sociétés transnationales se servent du chômage et de la crise pour attaquer avec une vigueur nouvelle les travailleurs et les syndicats. Aux côtés de la classe ouvrière, les petites et moyennes entreprises ainsi que tous les secteurs non-monopolistes, ressentent et pâtissent de la brutalité de ces attaques. La situation exige l'organisation

efficace d'une riposte de la classe ouvrière et de ses alliés démocrates. Priver le peuple du droit au travail, c'est-à-dire le priver des moyens de gagner sa vie, est un crime contre l'humanité.»

Or, n'y a-t-il pas d'alternative? Dans la Résolution adoptée alors par le Conseil général, la FSM propose:

«— L'augmentation des salaires et des revenus du travail, pour augmenter la consommation populaire et favoriser les investissements dans la production des biens de consommation.

— La réduction du temps de travail sans diminution de salaire et l'avancement de l'âge de départ à la retraite avec un montant de pension garanti et suppression du travail des enfants, ce qui permettrait de libérer des emplois pour les chômeurs.

— Arrêter les fermetures d'usines et les licenciements à la discrétion des employeurs.

— Redressement des entreprises et des branches en difficulté tout en exigeant des gouvernements et des employeurs les mesures nécessaires à la relance de la production, en tenant compte des propositions des travailleurs.

— Lorsque la suppression des emplois est due aux changements technologiques, les travailleurs doivent bénéficier de possibilité de recyclage, de formation permanente pour assurer leur adaptation aux technologies nouvelles ou leur reconversion. D'autre part ces nouvelles technologies doivent être adaptées aux besoins des travailleurs et à la liquidation progressive du travail pénible et insalubre.

— Augmenter les investissements dans les domaines de la politique sociale, tels que particulièrement, la construction de logements, les soins médicaux, l'éducation, les facilités culturelles et sportives qui, en plus de créer des postes de travail supplémentaires, peuvent donner de nouvelles impulsions aux autres secteurs économiques.

— Demander qu'un contrôle démocratique avec la par-

ticipation équitable des syndicats soit exercé sur les secteurs-clé de l'économie nationale. Il s'agit notamment des industries énergétique et pharmaceutique, des banques et d'autres secteurs-clé. Empêcher les effets destructifs des activités des sociétés transnationales et subordonner celles-ci à l'intérêt du développement social. Les formes de ces transformations, décidées et effectuées librement par chaque pays individuel, pourraient inclure la nationalisation par la voie démocratique.

— Mise en place de véritables réformes agraires démocratiques, conformes aux revendications des masses rurales de chaque pays, et visant en priorité à satisfaire les besoins alimentaires de la population.

— Adoption de mesures pour la reconversion des industries de guerre et industries civiles dans le contexte d'une politique active de désarmement. Il a été démontré qu'une telle reconversion est non seulement un facteur de sauvegarde de la paix, mais aussi de création d'emplois plus nombreux, en particulier par l'effet multiplicateur plus grand des investissements dans les industries de paix.

— Diversification des rapports économiques internationaux et développement des échanges économiques, scientifiques et culturels entre pays aux systèmes socio-économiques différents, constituant un élément solide de maintien et de création de postes de travail.

— Application d'une politique cohérente d'investissements pour le développement des échanges économiques, scientifiques et culturels entre chaque secteur de l'économie nationale sous participation du mouvement syndical.

— Participation du mouvement syndical et des travailleurs à la définition et à la mise en œuvre des mesures ci-dessus et participation à la gestion des entreprises dans le sens d'un contrôle efficace de l'utilisation des moyens de travail, de l'orientation des investissements, du choix des priorités de développement, des politiques sociales et financières des entreprises.

— Elargissement des droits et des libertés syndicales et conquête de droits nouveaux pour les travailleurs et les

syndicats en matière de gestion et de participation à la vie sociale et économique.»

Au regard du développement, dans son Mémorandum à la VIème Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement tenue à Belgrade en juin 1983, la FSM déclare:

«La crise actuelle de croissance qui sévit dans les pays industrialisés occidentaux n'est pas due à l'insuffisance des ressources pour l'investissement; en fait, les sociétés et les banques transnationales n'ont jamais disposé d'autant de liquidités. Le problème est essentiellement celui du déclin du pouvoir d'achat, causé par le détournement des ressources vers des investissements anti-sociaux comme la course aux armements et résultant de la politique officielle qui vise à enrichir et accroître les profits du capital privé et à abaisser le niveau de vie des travailleurs. La politique américaine des taux d'intérêts élevés, des barrières commerciales imposées aux industries européennes, d'embargo sur le commerce Est-Ouest, d'augmentations tarifaires sur les importations en provenance des pays en développement, etc., à un impact direct sur l'emploi dans divers pays.»

Et encore:

«Dans de nombreux pays, le militarisme est devenu le principal obstacle au développement car:

— il empêche l'industrialisation (les importations d'armes remplaçant celles d'équipements industriels);

— il empêche le développement social et culturel (les fonds détournés en faveur de l'armée et des organes de répression ne sont pas disponibles pour construire des écoles, recruter des enseignants, former des techniciens, etc.);

— il perpétue la faim et la malnutrition (à nouveau en raison du détournement des ressources à des fins militaires

et en raison de la non-application des réformes agraires démocratiques);

— il provoque un taux élevé d'inflation et une chute des salaires réels;

— il bloque les processus démocratiques et la participation populaire au développement (en raison de la politique des dictatures militaires);

— il empêche le développement économique indépendant des pays du fait de la pression militaire exercée par l'impérialisme et le néo-colonialisme sur les pays en développement.

Telle sont, en bref, les conséquences des efforts visant à imposer un Nouvel ordre militaire et non pas un Nouvel ordre *économique* international.»

Les thèmes du développement ont fait l'objet d'une large discussion à la 36ème session du Conseil général, tenue à Sofia en octobre 1984 et précédé d'une Table ronde organisée cette même année en avril-mai à Berlin, RDA pour commémorer le Xème anniversaire de la Déclaration de l'ONU concernant l'instauration d'un Nouvel ordre économique international. La Résolution adoptée par le Conseil général établit que:

«La crise qui prévaut actuellement dans les relations économiques internationales souligne le fait que l'impérialisme n'est pas à même de fournir des solutions aux problèmes économiques et sociaux aigus auxquels l'humanité a à faire face. La solution de ces problèmes est au centre de l'inquiétude de tous les travailleurs et demande d'entreprendre des actions unitaires pour trouver une alternative démocratique servant les intérêts des travailleurs. Il est donc nécessaire d'encourager les luttes pour surmonter les obstacles internes créés par les monopoles et les groupes d'intérêts sur les plans nationaux, en vue de la création de structures économiques et sociales démocratiques et de contribuer à la réalisation d'un Nouvel ordre économique international au niveau global. La vie a démontré plus

d'une fois qu'un NOEI exige impérieusement le renforcement de la lutte pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales et contre la domination et l'ingérence de l'impérialisme. L'instauration d'un Nouvel ordre économique international concerne également les travailleurs et les syndicats de tous les pays, et ne peut être seulement du ressort des gouvernements. Par l'unité d'action et la solidarité internationale, les travailleurs et les syndicats doivent se mobiliser efficacement pour faire des progrès réels dans ce domaine. L'expérience des pays socialistes démontre bien que grâce à des méthodes de planification économique à long-terme avec la participation des travailleurs et de leurs organisations, il est enfin possible de trouver des solutions à des problèmes tels que le plein emploi, un taux rapide de croissance économique et une répartition équitable des fruits du développement. Les relations économiques et commerciales entre les pays socialistes et les pays en voie de développement, basées sur les principes de l'égalité, des bénéfices mutuels, démontrent qu'il est tout à fait possible d'établir un nouveau genre de relations, comme envisagé dans la Déclaration de l'ONU pour un Nouvel ordre économique international.»

Ce large débat a été suivi par des initiatives régionales comme la *Conférence syndicale d'Asie et d'Océanie sur le développement* tenue à New Delhi en février 1985 et des projets similaires sont en voie de négociation entre les différentes organisations syndicales d'Amérique latine, d'Afrique et des pays arabes. La FSM a donné une nouvelle impulsion à ses activités régionales; en Europe a été créée une Commission à cet effet, composée des organisations-membres de ce continent.

En outre, depuis un certain temps déjà, le mouvement syndical a identifié les principaux ennemis qui freinent l'application des solutions proposées: les *sociétés transnationales*. La 30ème session du Bureau, tenue à Damas en octobre 1983, s'était longuement penchée sur ce thème. La Commission de la FSM sur les sociétés transnationales déve-

loppe une activité intense, en particulier pour stimuler la coordination et la solidarité internationale des travailleurs d'une même société transnationale. Un rôle spécifique revient sur ce plan aux UIS.

LA TACHE ESSENTIELLE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La solidarité a été la base du mouvement syndical depuis son origine. Aujourd'hui, cette nécessité devient plus urgente encore en raison de l'agressivité croissante de l'impérialisme et des transnationales, des attaques contre les droits des travailleurs, des agressions armées et des provocations de toutes sortes contre les peuples. La FSM s'est consacrée depuis toujours au développement de cette tâche essentielle de la solidarité internationale. Les événements qui ont suivi le Xème Congrès syndical mondial, extrêmement graves pour les intérêts des travailleurs et des peuples, ont également marqué les activités de la FSM sur ce plan.

En 1982, la guerre coloniale de la Grande-Bretagne soutenue par les Etats-Unis pour récupérer les îles Malouines a donné lieu à une intense campagne de solidarité avec les travailleurs et le peuple d'Argentine. La FSM a continué à dénoncer l'intervention criminelle d'Israël au Liban et les atrocités commises contre les populations civiles libanaise et palestinienne en organisant des actions de solidarité internationale. Les menaces contre la Syrie et la Libye faisaient partie de cette campagne. De même, la solidarité avec les travailleurs et le peuple d'Afrique du Sud a atteint un nouveau point culminant avec la réalisation, en juin 1983, de la *IIIème Conférence syndicale internationale contre l'apartheid,* tenue dans le cadre de l'OIT.

Les menaces et les agressions dont est victime le peuple nicaraguayen et les plans d'escalade de l'intervention américaine en Amérique centrale et dans la Caraïbe sont des motifs de préoccupation constante. En 1983, le monde s'est indigné de l'agression lâche des Etats-Unis contre la Grenade.

La FSM a pris une part active aux actions de solidarité internationale et en faveur de la paix en Amérique centrale, reflétées dans les Conférences internationales de Managua et de Lisbonne en 1983.

La solidarité envers les victimes de la répression au Chili, en Uruguay, en Turquie, en Corée du sud, au Pakistan et dans d'autres pays s'est poursuivie de façon intense ainsi que les campagnes d'aide matérielle lors des catastrophes naturelles comme la récente sécheresse qui affecte l'Ethiopie.

L'aide aux organisations syndicales en matière d'éducation est également un terrain spécifique de la solidarité, terrain sur lequel la FSM développe d'importants efforts en coopération avec les centrales nationales affiliées et grâce à des accords avec l'OIT et l'UNESCO.

La solidarité avec des groupes-cible de travailleurs, comme les jeunes et les femmes, est au centre de l'attention des commissions spécialisées de la FSM, et d'importants événements de caractère international et régional ont été organisés.

La longue et rude lutte des mineurs britanniques contre l'obstination du gouvernement conservateur a donné lieu à un vaste mouvement de solidarité internationalité au sein duquel la FSM et l'UIS des mineurs et des travailleurs de l'énergie ont joué un rôle décisif. La Fédération nationale des mineurs de Grande-Bretagne a été particulièrement émue de recevoir de marques de solidarité de la part des travailleurs-combattants du Liban et du Salvador.

L'interdépendance des phénomènes mondiaux, indiquée ci-dessus, a également acru la conscience des masses sur la nécessité impérieuse d'intensifier la solidarité internationale.

L'UNION ET L'UNITE D'ACTION DES SYNDICATS SONT PLUS QUE JAMAIS VITALES

Toutes les questions que nous avons mentionnées — et bien d'autres encore — soulignent la nécessité de l'union et

de l'unité d'action des syndicats. Il est devenu anachronique de prétendre que ce genre de problèmes pourraient être résolus dans l'isolement. La division imposée au mouvement syndical en 1949 a donné lieu à la réalité actuelle, à l'existence de trois courants internationaux différenciés: la FSM, la CISL et la CMT. La FSM se rend compte que les différences fondamentales entre elles se maintiendront encore un certain temps; cependant, elle est convaincue que l'unité d'action est possible sur beaucoup de thèmes où il y a convergence de vues, en créant ainsi des conditions plus favorables pour les luttes des travailleurs.

Malheureusement, les dirigeants des deux autres centrales internationales persistent à ne pas voir les changements intervenus dans le monde du travail. A la politique de restrictions de la CISL s'est ajoutée, en 1982, la décision de la CMT d'interrompre unilatéralement la tradition des rencontres avec la FSM, en invoquant l'existence de «différences de fond» entre les deux organisations sur une série de questions.

Les paroles du secrétaire général de la FSM, Ibrahim Zakaria, contenues dans la lettre adressée alors à son homologue de la CMT, Jan Kulakowski, montrent combien un tel argument est mal fondé:

«...Lorsque nous avons commencé ces réunions, il y a quelques années, il était clair aux deux organisations qu'elles avaient chacune des points de vue très différents sur une série de questions, tant de caractère politique que syndical. C'est évident. Sinon nous ne serions pas deux organisations diverses. Sans cesser de reconnaître ce fait, nous avons essayé, je pense en conformité avec la volonté des millions de travailleurs que nous représentons, de définir les zones où nous avons quelque chose de commun, afin de promouvoir des actions communes. La formule fonctionnait et, à notre avis, elle fonctionnait bien. Même en discutant les points sur lesquels nous n'étions pas d'accord, notre tâche commune était de tenter de nous expli-

quer mutuellement nos points de vue, ce qui nous a conduit à un degré élevé de compréhension et de respect mutuel... »

*«...Nous regrettons la décision de votre Comité confédéral et espérons pouvoir renouer sous peu les relations que nous avions dans le passé. Nous pensons que de telles relations, non seulement entre la FSM et la CMT, mais, comme l'a indiqué le Xème Congrès syndical mondial (un congrès qui ne fut pas seulement celui de la FSM), entre les organisations syndicales de toutes affiliations, elles sont aujourd'hui plus nécessaires que jamais pour affronter les grands défis de notre temps. La FSM réitère, une fois de plus, sa volonté de coopérer avec toute autre centrale syndicale sans aucune sorte de conditions préalables, pourvu que cette coopération serve les intérêts des travailleurs que nous représentons. » *)*

L'attitude négative des dirigeants de ces organisations affecte, bien sûr, les luttes des travailleurs du monde entier, en les privant d'une certaine efficacité. Mais le plus contradictoire est qu'en réalité, on se rend partout de plus en plus compte de la nécessité de l'unité d'action d'organisations d'affiliation internationale différente, ceci même dans les rangs de la CISL et de la CMT. Les organisations autonomes appuient aussi les efforts d'unité. Quels sont donc les obstacles?

Le Bureau de la FSM, réuni en avril 1984 à Paris, ville qui vit naître notre centrale mondiale, a consacré une grande partie de ses débats à l'analyse des problèmes actuels du processus unitaire dans le monde syndical, adoptant à ce sujet un document important. Nous le reproduisons intégralement car en quelque sorte il résume les efforts de la FSM en direction de l'unité, sa mission fondamentale:

«La 31ème session du Bureau de la FSM qui s'est tenue à Paris du 9 au 11 avril 1984 a consacré une partie impor-

*) Cette lettre inédite est datée du 27 avril 1982.

tante de ses travaux à l'examen des problèmes actuels du développement de l'unité.

« Cette préoccupation n'est pas nouvelle. Elle est inscrite dans les faits de toute l'histoire de la FSM, depuis sa fondation, qui elle même résulte du profond désir d'unité des travailleurs qui, durant la dernière guerre mondiale et dès qu'elle fut terminée, voulurent se donner un moyen de se rassembler et d'agir afin d'empêcher que se répètent à l'avenir de telles catastrophes. Le Xème Congrès syndical mondial a été tout entier traversé par cette recherche passionnée.

« Mais si nous y revenons aujourd'hui, c'est que des raisons importantes et graves motivent notre insistance et cet appel solennel que la FSM adresse aux travailleurs, à tout le mouvement syndical mondial.

« Nous croyons fermement que la volonté des travailleurs et des peuples saura s'exprimer avec suffisamment d'ampleur pour résoudre les grands problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Mais il faudra pour réussir:

— l'union et l'unité d'action des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

« C'est cela qui est la clé de l'avenir de l'humanité.

« Des phénomènes particulièrement inquiétants nous interpellent aujourd'hui. Aucun travailleur, femme, homme, jeune, aucun syndicat digne de ce nom ne peut s'y soustraire.

« La responsabilité de tous et de chacun est engagée.

— La stratégie agressive de l'impérialisme a lancé l'humanité dans une frénétique course aux armements, aggravée récemment par l'implantation de nouvelles fusées américaines en Europe, armement dont le stock suffirait, disent les experts, pour détruire plusieurs fois toute vie sur la planète. Des milliards et des milliards, puisés sur l'activité créatrice des travailleurs, disparaissent dans la recherche et la fabrication d'engins destinés à donner la mort. Alors qu'il y a tant à faire pour la vie, la pauvreté tue 40.000 enfants chaque jour.

— Des millions de travailleurs sont privés d'emploi, ne peuvent exercer ce droit élémentaire: le droit au travail. Leur nombre grandit sans cesse.

— Des millions de gens vivent ou végètent au-dessous de ce que l'on appelle le «seuil de pauvreté». Des millions d'autres souffrent et meurent de faim.

— De par l'exploitation des sociétés transnationales, et de l'impérialisme, de nombreux pays sont maintenus dans un état de sous-développement tel qu'il aliène leur indépendance et leur souveraineté, leur interdit d'assurer décemment la vie de leur peuple, les confine dans la misère et dans le retard.

— Des libertés et des droits essentiels sont en permanence bafoués dans plusieurs pays. Des militants syndicalistes sont emprisonnés, exécutés, disparaissent, meurent sous la torture.

«Les travailleurs luttent contre ces maux. Car ils ne sont pas irrémédiables. Des moyens existent pour les surmonter. Les énormes profits de grandes sociétés capitalistes et les sommes englouties dans la course aux armements pourraient servir utilement au bonheur des hommes, au développement économique et social.

«Nous savons que partout dans le monde les travailleurs aspirent ardemment à l'unité et qu'ils cherchent les voies de sa réalisation. Lorsqu'ils y parviennent, les résultats sont largement bénéfiques pour eux, que ce soit sur le lieu de travail ou à l'échelle d'un pays. C'est pourquoi le Bureau de la FSM est déterminé à le réaliser.

«Pour résoudre les grands problèmes que nous venons d'évoquer, la FSM pense que cette unité doit atteindre aussi le niveau international. Elle mesure tous les progrès qui ont été réalisés sur ce plan par la multiplication de rapports bilatéraux ou multilatéraux entre organisations syndicales de divers pays. Ils contribuent à une meilleure compréhension entre les travailleurs et entre les peuples, à trouver des convergences pour des actions et des activités communes.

«C'est bien, c'est encourageant, mais c'est insuffisant encore face aux exigences de la situation.

«Qu'est-ce qui gêne alors, pour des avancées qui seraient décisives?

Est-ce l'absence d'objectifs communs?

«Si nous examinons les programmes des organisations syndicales nationales, régionales, continentales ou mondiales, nous y trouverons de larges convergences.

«Il est possible de trouver l'accord entre toutes les organisations syndicales sur des questions aussi sensibles et des objectifs aussi décisifs que:

— l'arrêt de la course aux armements et en particulier la course aux armements nucléaires;

— la création de conditions d'une nouvelle négociation internationale aboutissant à la réduction équilibrée, au niveau le plus bas, des armements à l'Est comme à l'Ouest;

— la solution de tous les problèmes litigieux entre les Etats par la voie de négociation;

— l'établissement d'un nouvel ordre économique international favorisant le développement économique et social de tous les pays;

— des mesures efficaces pour le contrôle des activités des sociétés transnationales;

— l'utilisation à des fins pacifiques des énormes sommes consacrées aujourd'hui à l'armement;

— la recherche de mesures pour endiguer le chômage, créer des emplois pour tous, améliorer les conditions de vie.

«Il y a, certes, des obstacles pour agir ensemble sur ces objectifs, mais sont-ils insurmontables?

«Nous sommes prêts, quant à nous, à en discuter avec tous sereinement, avec la volonté de comprendre et d'aboutir.

«Qu'en est-il des considérations invoquées aujourd'hui pour retarder, voire empêcher le dialogue?

— Il serait difficile de se rencontrer ou de s'entendre avec la FSM car elle n'est pas «indépendante», entend-on dire. Nous repoussons évidemment cet argument. La FSM est composée d'organisations souveraines et qui, souverainement et de façon ouverte, élabore sa politique syndicale.

Ceux qui ont pu ou voulu suivre les travaux du Xème Congrès syndical mondial, dont la composition allait bien au-delà des adhérents de la FSM, ont pu se convaincre qu'il en est réellement ainsi.

— Il serait difficile d'avoir des rapports avec les syndicats des pays socialistes, «car ce ne sont pas de véritables syndicats et de plus ils ne sont pas indépendants», affirme-t-on. Nous aurions beaucoup à dire sur cette question des droits nombreux et importants dont disposent ces syndicats, mais nous remarquons que partout dans le monde les syndicats, bien qu'ayant des traits et des objectifs communs, sont aussi différents. Leurs histoire, leur tradition les ont modelés à la convenance des travailleurs qui les ont créés et développés. Certains se réclament de relations privilégiées avec tel ou tel Parti et pas seulement dans les pays socialistes. D'autres se réclament de l'indépendance. Nous pensons que cela est l'affaire des travailleurs de chaque pays, et que ces particularités ne peuvent être un obstacle à l'unité.

«Il faut savoir s'accepter différents.

«Les syndicats des pays socialistes affiliés à la FSM sont prêts à poursuivre le débat. Dans leur démarche unitaire, ils proposent notamment la tenue d'un forum syndical mondial où pourrait être débattu tout ce qui se rapporte à la vie, aux conceptions, aux activités, aux prérogatives des syndicats des pays socialistes.

«Les événements de Pologne sont aussi parfois évoqués pour justifier le refus de dialogue pour des initiatives communes. Franchement, nous pensons qu'il n'est pas juste de faire porter à tout le monde ce qui est avant tout la responsabilité des syndicats polonais, et qui ne peut être réglé que par les travailleurs polonais et leurs syndicats.

«Il est très compréhensible que sur cette question comme sur d'autres, nous ayons des opinions différentes. Mais qu'est-ce qui nous empêche d'en discuter? Aucune ne nous paraît insurmontable en regard des grandes responsabilités qui incombent aujourd'hui aux syndicats du monde, pourvu qu'existe la volonté d'aboutir.

«A la FSM, nous voulons y consacrer toujours plus d'efforts. Le Xème Congrès syndical mondial nous a appelés à cette recherche continuelle pour rendre la FSM plus active, plus efficace, en même temps que plus souple, et toujours plus près des réalités et des aspirations des travailleurs. C'est sur ce chemin que nous nous sommes engagés. Il nous conduit tout naturellement à rechercher l'unité avec encore plus de passion et de persévérance, avec le souci de mettre en commun ce qui peut l'être sans intervention dans la vie de chacun.

«Nous appelons donc à un effort de tous, de toutes les organisations syndicales mondiales, continentales, nationales. Nous en appelons aux travailleurs de tous les pays, de tous les continents, de toutes les professions, d'une même société multinationale pour qu'ils usent de toute leur influence pour créer les conditions d'un dialogue, d'une unité d'action entre tous les syndicats et à tous les niveaux.»

VERS LE XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL

Telles sont, de façon brève et sans doute incomplète, les origines et l'évolution historique de la FSM.

Que dire pour terminer?

La création de la FSM en 1945 fut une expérience unique; jusqu'en 1949, la Fédération réussit à regrouper dans ses rangs pratiquement tout le mouvement syndical mondial. Etudier cette expérience est donc d'une valeur incalculable pour nos temps.

Après la scission de 1949, la FSM maintient haut la bannière de l'unité internationale qui repose sur les bases de classe, de démocratie, d'universalité et de caractère de masse. Elle traverse ensuite diverses périodes et doit affronter diverses difficultés. Mais jamais elle n'abandonnera les idéaux d'unité et de solidarité internationale des travailleurs, idéaux fixés par ses fondateurs. Au contraire, elle a tiré des enseignements de ses insuffisances.

Il convient de s'interroger si l'expérience unitaire inédite et brève de 1945-1949 ne tendrait pas à en indiquer le caractère exceptionnel dans l'histoire du mouvement syndical depuis ses origines jusqu'à nos jours. Sans doute les rudes leçons de la guerre avaient-elles été décisives pour faire comprendre la nécessité de l'unité.

Faudra-t-il une autre catastrophe de ce genre pour «ouvrir les yeux», selon l'expression de Léon Jouhaux que nous citons en début du chapitre II?

Mais dans les conditions actuelles, une telle perspective signifierait la fin de toute vie civilisée, au-delà des différences d'opinions que pourraient avoir les dirigeants ou les organisations syndicales. Il est encore temps d'agir.

En 1986, cent ans se seront écoulés depuis les journées héroïques qui à Chicago ont donné naissance au 1er Mai, Journée internationale des travailleurs. Le meilleur hommage que nous puissions rendre aux Martyrs de Chicago sera de travailler pour l'unité. C'est là une tâche à nous tous, dans chaque pays, dans chaque usine, sur chaque lieu de travail, au niveau national, professionnel, régional aussi bien qu'international.

Par décision de la 36ème session du Conseil général de la FSM, *le XIème Congrès syndical mondial se tiendra à Berlin, capitale de la République démocratique allemande, en 1986.* Sa tâche centrale sera sans doute de transformer les résultats de toutes ces années de recherche inlassable de l'unité d'action en un programme effectif pour le mouvement syndical mondial.

Comme les congrès précédents, celui-ci sera ouvert à la participation de tous les syndicalistes de bonne volonté.

C'est à eux qu'appartient la FSM.

TÜSTAV

15. 4. 1985

ANNEXES

TÜSTAV

TÜSTAV

ANNEXE 1

Statuts de la Fédération Syndicale Mondiale

TÜSTAV

I. CONCEPTION

Conformément aux déclarations formulées par la Conférence Syndicale Mondiale tenue à Londres en février 1945 et les résolutions et décisions de principe prises par le 1er Congrès Syndical Mondial à Paris en octobre 1945, la Fédération Syndicale Mondiale est une organisation internationale des travailleurs organisés dans les syndicats, à laquelle adhèrent les organisations syndicales qui conviennent volontairement de s'unir pour une solidarité mutuelle plus efficace, pour discuter et échanger des expériences, conjuguer leurs efforts dans la défense commune d'objectifs qui leur sont communs. Cette communauté de vie au sein de la FSM s'établit sans aucune discrimination, sur une base égalitaire pour tous, dans le respect des droits, de l'indépendance et de la souveraineté des organisations syndicales de diverses orientations de tous les pays du monde, quelles que soient les conceptions politiques, philosophiques et religieuses et la race de leurs membres et quel que soit le régime social et économique de leurs pays respectifs.

La FSM lutte pour l'instauration d'un ordre mondial fondé sur une communauté pacifique de nations souveraines au sein desquelles les travailleurs occupent dans la société toute la place que leur confère leur qualité de producteurs de toutes les richesses matérielles et intellectuelles de l'humanité, dans un monde où règne la justice sociale, ce qui exclut la possibilité pour des hommes d'exploiter et de soumettre d'autres hommes.

La Fédération Syndicale Mondiale dispose en toute circonstance de sa pleine souveraineté. Elle décide d'une façon indépendante, et en dehors de toute ingérence extérieure, de son programme et des actions à entreprendre pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs. La FSM en tant qu'organisation internationale et indépendamment de la forme des rapports établis par les organisations membres sur le plan national, conserve son indépendance à l'égard des gouvernements et des partis politiques.

La FSM, organisation de lutte de classe, démocratique et de masse, met au centre de ses préoccupations et de son action l'unité de tous les travailleurs, l'unité d'action de tous les syndicats, l'unité syndicale internationale comme moyens plus efficaces de faire triompher toutes les aspirations des travailleurs.

La FSM élabore son programme et son orientation et fixe ses actions sur la base de la consultation entre toutes les organisations membres, en étu-

diant les expériences spécifiques de chacune d'elles et en recherchant la définition des intérêts communs propres aux travailleurs du monde entier, en s'inspirant de la solidarité internationale des travailleurs.

II. OBJECTIFS

En conséquence, la FSM déclare que son objectif essentiel est l'émancipation des travailleurs au moyen de:

a) la lutte contre l'exploitation capitaliste et pour l'obtention et la garantie pour tous les travailleurs de conditions de vie et de travail telles qu'ils puissent bénéficier largement des fruits de leur travail, afin d'obtenir le temps et les moyens de vivre, eux et leurs familles, dans les conditions de notre époque qui est celle des progrès impétueux des sciences et des techniques:

— le droit au travail pour tous et sa garantie;

— une législation sociale complète et suffisante en vue de protéger les travailleurs et leurs familles de la maladie, des accidents et de la vieillesse, et toute autre forme d'assistance et de sécurité sociale;

— la formation, l'éducation et la culture de tous les travailleurs leur permettant d'accéder à toutes les responsabilités et postes de travail en fonction de leurs capacités;

b) la lutte contre l'impérialisme, pour la liquidation définitive du colonialisme, du néo-colonialisme, du fascisme et du racisme sous toutes leurs formes, pour l'assurance de l'indépendance économique et politique de tous les peuples; la liquidation du sous-développement; l'instauration d'un nouvel ordre économique international juste;

c) la réalisation de la démocratie économique et politique, l'épanouissement des droits et libertés des travailleurs, le respect des droits de l'homme, l'application de la Déclaration Universelle des Droits Syndicaux;

d) la détente internationale, l'instauration d'une paix juste et durable, la coexistence pacifique entre tous les Etats, la coopération sur une base égalitaire entre tous les peuples; l'arrêt de la course aux armements notamment nucléaires et la réduction progressive des armements allant vers le désarmement général et total.

III. MOYENS

Pour faire aboutir ces objectifs, la FSM:

a) utilise tous les moyens possibles pour faire connaître et expliquer

TÜSTAV

aux travailleurs de tous les pays ces objectifs, les programmes et décisions adoptés par ses organismes dirigeants ainsi que les initiatives unitaires qu'elle adopte;

b) déploie tous les efforts pour organiser, promouvoir, coordonner la solidarité internationale:

— envers les travailleurs et les syndicats victimes des attaques ou de la répression patronale ou gouvernementale;

— envers les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications ou aspirations;

— envers les peuples en lutte pour leur libération et leur indépendance contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes les formes de fascisme ou de racisme;

— envers les travailleurs des pays socialistes qui construisent la société socialiste dans des conditions où le pouvoir est entre les mains des travailleurs;

— envers les travailleurs et les peuples qui luttent pour la liquidation du sous-développement et ceux qui ont opté pour la voie du socialisme;

c) suscite et encourage tous débats et confrontations démocratiques d'opinion, échange d'expériences tant en son sein qu'à l'extérieur, sur des problèmes d'intérêt commun, de tous les travailleurs et syndicats du monde, en vue de favoriser le développement le plus large de leur solidarité et des actions unitaires visant à la solution de ces problèmes et à la consolidation continue de leur unité à tous les niveaux;

d) agit auprès et au sein des institutions internationales et intergouvernementales existantes ou à venir pour faire avancer les aspirations et revendications des travailleurs et des peuples conformément aux programmes et décisions adoptés par les Congrès Syndicaux Mondiaux et par tout autre organe dirigeant de la FSM;

c) préconise et agit pour la réalisation de l'unité d'action des organisations syndicales, qu'elles soient nationales, régionales ou mondiales, pour faire aboutir des revendications communes et en faveur de la coopération avec toutes les organisations et forces progressistes qui agissent pour tout ou partie des buts et objectifs qui sont les siens;

f) coopère avec les organisations syndicales intéressées pour la formation des travailleurs, pour promouvoir la progression du rôle des syndicats dans la vie économique, sociale, professionnelle moderne, compte tenu des différences et de l'évolution historique du mouvement syndical de chaque pays.

TÜSTAV

Pour atteindre ses objectifs, la FSM applique les principes et les méthodes de travail suivants:

1) La FSM utilise constamment les formes de travail unitaire et de coopération avec toutes les organisations nationales, adhérentes ou non, dans la lutte pour des objectifs communs et dans l'esprit de la solidarité internationale des travailleurs.

2) Le fonctionnement démocratique de l'organisation à tous les échelons exige l'organisation de consultations, l'application stricte du travail collectif à l'intérieur des organismes de direction et de délibération prévus par les Statuts et le respect de toutes les opinions présentées dans l'intérêt de la défense des travailleurs.

Le respect de la périodicité des réunions des organes de direction et des assemblées statutaires et souveraines de la FSM, ainsi que la création de commissions de travail décidées par les organes statutaires, constituent une des formes du fonctionnement démocratique de l'organisation.

3) Promouvoir le respect permanent des principes démocratiques dans les relations avec les organisations syndicales, basé sur la reconnaissance du droit des organisations adhérentes d'élaborer, dans l'indépendance, leur orientation, leur programme et leurs actions, conformément aux intérêts des travailleurs de leurs pays, en fonction des conditions concrètes dans lesquelles elles déploient leur activité et des particularités nationales.

4) Les relations entre la FSM et les organisations membres et entre celles-ci au sein de la FSM ou sur le plan bilatéral sont basées sur le respect-mutuel, la pleine égalité des droits, l'indépendance réciproque et la non-ingérence dans les affaires intérieures.

5) Elles sont basées aussi sur les principes suivants:

a) Recourir, dans les organismes statutaires, aux consultations pour rechercher l'unanimité sur toutes les questions importantes et fondamentales.

b) Quand l'unanimité, après de multiples tentatives, ne se révèle pas possible, procéder au vote, conformément aux dispositions prévues par les présents Statuts.

Les décisions des organes statutaires de la FSM sont prises à la majorité simple des voix. La majorité des deux tiers est requise lorsqu'il s'agit:

- des amendements aux Statuts de la FSM,
- de l'établissement ou de la modification de son Programme d'Action,
- de l'adoption de son budget.

c) Il est nécessaire de poursuivre, malgré le vote éventuel, les consultations au sujet des questions sur lesquelles l'accord n'a pu être obtenu au

sein des organes concernés ou de l'organe supérieur. Dans tous les cas la garantie démocratique et unitaire est observée, qui favorise l'association morale et statutaire à la vie et aux activités de la FSM des organisations membres ayant exprimé une position ou une orientation différente des autres.

6) Quant aux relations entre la FSM et les organisations adhérentes:

a) L'adhésion d'une organisation à la FSM n'entraîne en aucun cas un renoncement ou une atteinte à son indépendance ou son autonomie nationales dans l'application des résolutions et décisions des organes statutaires.

b) Les organisations adhérentes appliqueront les décisions des organes statutaires de la FSM en fonction de la situation dans leur pays respectif, dans le respect du droit de chaque organisation de prendre en considération à cet égard les conditions concrètes dans lesquelles elles déploient leur activité.

c) Le droit est reconnu à toute organisation adhérente de ne pas être concernée par une décision, une prise de position ou une action à l'élaboration de laquelle elle n'a pas participé ou qu'elle n'a pas approuvée.

7) Les relations de la FSM avec les organisations membres de la FSM en qualité d'associées, ainsi que les droits et devoirs de celles-ci, sont définis par les présents Statuts.

8) Les relations de la FSM avec les organisations non adhérentes sont des rapports de coopération fraternelle et volontaire pour la recherche constante des buts communs et l'élaboration d'actions communes. Dans cet esprit la FSM poursuit des contacts et établit une collaboration avec les autres organisations syndicales internationales ainsi qu'avec celles de type régional ou continental.

TÜSTAV

COMPOSITION

I/ La FSM est largement ouverte à toutes les organisations syndicales authentiques qui représentent et luttent pour les intérêts des travailleurs et acceptent les présents Statuts. Elles peuvent adhérer en qualité de membres affiliés ou associés.

L'affiliation à une organisation régionale, continentale ou internationale n'est pas un obstacle pour adhérer à la FSM. Les membres de la FSM, affiliés ou associés, peuvent participer aux activités d'autres organisations internationales ou régionales.

II/ L'acceptation ou le refus d'une demande d'adhésion présentée par une organisation syndicale sont décidés en première instance par le Bureau, sous réserve de leur ratification par le Conseil Général et le Congrès. La décision entre en vigueur aussitôt. Les motifs de tout refus d'une demande d'adhésion seront en tout cas expliqués aux intéressés. Les organisations syndicales peuvent demander leur adhésion à la FSM directement au Conseil Général ou au Congrès Syndical Mondial. Cette demande sera aussitôt transmise au Bureau qui suivra la procédure prévue dans ce même paragraphe.

III/ Les organisations syndicales non membres de la FSM peuvent s'associer à ses actions et participer à la discussion de tous les problèmes ainsi qu'à l'adoption des résolutions concernant les actions auxquelles elles se sont associées. A cet effet, des conventions bilatérales de coopération sont établies d'un commun accord entre ces organisations et la FSM.

ARTICLE 2

STRUCTURE

La structure de la Fédération Syndicale Mondiale comporte:
- Le Congrès Syndical Mondial
- Le Conseil Général
- Le Bureau
- Le Secrétariat.

TÜSTAV

CONGRES SYNDICAL MONDIAL

Le Congrès Syndical Mondial (CSM) est l'organe suprême de la FSM. Il se réunit régulièrement tous les quatre ans, convoqué par le Conseil Général, ou en session extraordinaire convoquée également par le Conseil Général ou sur demande de la majorité des organisations membres.

Les fonctions et les pouvoirs du CSM sont:

a) Elaboration et adoption du programme et de l'orientation générale de la FSM.

b) Examen et discussion des rapports présentés par le Conseil Général et la Commission de Contrôle Financier.

c) Examen et discussion des rapports supplémentaires présentés au Congrès sur des questions figurant à l'ordre du jour.

d) Modifications ou amendements des présents Statuts; ces décisions devant être prises à la majorité des deux tiers des votants.

e) Examen de toute question éventuelle concernant l'admission de toute organisation syndicale.

f) Ratification des propositions des organisations membres concernant la composition du Conseil Général et élection de la Commission de Contrôle Financier.

g) Adoption de l'ordre du jour et du règlement des séances.

II/ Le Congrès Syndical Mondial est ouvert à toutes les organisations syndicales sans que leur participation entraîne leur adhésion à la FSM.

Le Congrès est valablement constitué si les délégués représentent au moins les deux tiers du nombre total des organisations membres.

III/ Le Congrès Syndical Mondial est composé:

a) des délégués membres représentant les organisations affiliées et associées dont la représentation s'effectue sur la base suivante:

— Jusqu'à 100.000 membres: 1 délégué;

— Au-dessus de 100.000 et jusqu'à 5 millions de membres: 1 délégué par tranche de 250.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche;

— Pour les membres au-dessus de 5 millions et jusqu'à 10 millions: 1 délégué par tranche de 500.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche:

— Pour les membres au-dessus de 10 millions et jusqu'à 15 millions: 1 délégué par tranche d'un million de membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche;

— Pour les membres au-dessus de 15 millions: 1 délégué par tranche

de 3 millions de membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche.

En outre, chaque organisation syndicale affiliée a le droit désigner un délégué supplémentaire pour chaque tranche de 250.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche, jusqu'à 1 million de membres. Ces délégués supplémentaires participent aux débats du Congrès, mais n'ont pas le droit de vote.

b) des délégués observateurs représentant les organisations non adhérentes qui ont accepté l'invitation, en un nombre fixé par le Conseil Général au moment de la convocation du Congrès;

c) des délégués des Unions Internationales des Syndicats;

d) des représentants d'autres organisations syndicales internationales ou régionales.

Les membres sortants — titulaires et suppléants — du Conseil Général, du Bureau, du Secrétariat, de la Commission de Contrôle Financier et les Présidents des Commissions de Travail participent aux débats à titre consultatif.

Tous les participants au Congrès, ainsi que les invités particuliers, représentants d'organisations non syndicales avec lesquelles la FSM coopère, et diverses personnalités spécialement invitées par le Conseil Général peuvent prendre la parole dans des conditions identiques établies par le Règlement du Congrès.

Les délégués observateurs et les représentants d'organisations syndicales internationales et régionales peuvent, s'ils sont d'accord, être élus à la Présidence du Congrès et faire partie des différentes commissions, avec les mêmes droits que les délégués membres, à l'exception cependant des commissions suivantes:

— Vérification des Pouvoirs
— Candidatures
— Statuts.

Les délégués observateurs peuvent, s'ils le désirent, participer au vote de tous les documents du Congrès sauf dans les cas suivants:

— adoption du Règlement et de l'Ordre du Jour;
— adoption ou modification des Statuts de la FSM;
— adoption ou ratification des nouvelles adhésions;
— adoption du Rapport de la Commission de Contrôle Financier;
— élection du Conseil Général et de la commission de Contrôle Financier.

IV/ Le vote au Congrès a lieu d'abord à main levée, selon les principes définis dans le Préambule des présents Statuts. La procédure de vote est la suivante:

1) consultations préalables en vue d'obtenir l'unanimité;

2) dans le cas où l'unanimité n'a pu être obtenue, le vote a lieu dans les conditions prévues ci-après dans le présent article;

3) les décisions deviennent définitives quand elles ont été adoptées par le Congrès qui est souverain; toutefois, une ou plusieurs organisations syndicales peuvent proposer la réinscription à l'ordre du jour du prochain Congrès d'une question qui aurait fait l'objet d'un vote non-unanime.

De toute façon la majorité des 2/3 devient obligatoire lorsqu'il s'agit:

— d'amendements aux Statuts de la FSM;

— de l'établissement ou de la modification de son Programme d'action;

— de l'adoption de son budget.

Dans le cas où deux ou plusieurs organisations demandent un vote par appel nominal, ce vote a lieu selon les conditions ci-après:

— Pour les organisations jusqu'à 50.000 membres: 1 voix.

— Au-dessus de 50.000 jusqu'à 5 millions de membres: 1 voix pour chaque tranche supplémentaire de 50.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche.

— Au-dessus de 5 millions et jusqu'à 10 millions de membres: 1 voix pour chaque tranche supplémentaire de 100.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche.

— Au-dessus de 10 millions et jusqu'à 15 millions de membres: 1 voix pour chaque tranche supplémentaire de 200.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche.

— Au-dessus de 15 millions de membres: 1 voix pour chaque tranche supplémentaire de 400.000 membres ou fraction supérieure à la moitié d'une telle tranche.

En cas de vote par appel nominal chaque organisation affiliée vote en bloc et les délégués présents d'une organisation affiliée ont le droit d'émettre le nombre total des voix de leur organisation, nonobstant l'absence de certains délégués de cette organisation. Toutes les décisions du Congrès sont prises à la majorité des voix sauf dispositions contraires contenues dans les présents Statuts.

V/ Le Président de la FSM en fonction procède à l'ouverture du Congrès qui élit par la suite une présidence chargée de diriger ses travaux. Celle-ci reste en fonction jusqu'à la fin des travaux du Congrès.

TÜSTAV

CONSEIL GENERAL

I/ Le Conseil Général est l'organe statutaire supérieur de la FSM entre deux Congrès.

Il se réunit régulièrement, une fois par an, ou en session extraordinaire convoquée par le Bureau ou sur demande du tiers de ses membres.

Les fonctions du Conseil Général sont:

a) d'examiner les rapports présentés par le Bureau sur son activité et de prendre les mesures qui doivent en résulter;

b) d'approuver le budget et les informations de la Commission de Contrôle Financier;

c) d'établir les plans de travail de la FSM et de prendre toutes mesures concernant l'exécution des décisions du congrès;

d) d'élire le Bureau;

e) d'élire le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général, le Secrétaire Général Adjoint et les Secrétaires;

f) se prononcer et adopter, en cas de besoin, des mesures concernant toutes les questions qui affectent les intérêts des travailleurs.

II/ Il est composé d'un représentant pour chaque organisation affiliée et pour chaque UIS, ainsi que d'un représentant, ayant un statut consultatif, pour chaque organisation associée.

La nomination des membres du Conseil Général — titulaires et suppléants — est proposée par les organisations respectives et ratifiée par le Congrès Syndical Mondial. Au cas où des changements se produisent entre deux congrès dans la composition du Conseil Général, par décision de l'organisation respective ou en raison de nouvelles adhésions, la nomination des nouveaux membres sera ratifiée par le Conseil Général lui-même.

Sur décision du Bureau, les représentants d'autres organisations syndicales non adhérentes à la FSM peuvent être invités aux sessions du Conseil Général en qualité d'observateurs, sans droit de vote.

Les membres du Bureau, du Secrétariat et de la Commission de Contrôle Financier peuvent participer aux débats.

Les Sessions du Conseil Général sont présidées par le Président ou, à défaut, par l'un des Vice-Présidents de la FSM.

TÜSTAV

BUREAU

I/ Le Bureau est l'organe collectif de direction de la FSM entre deux sessions du Conseil Général qui établit le nombre de ses membres et élit ses titulaires et ses suppléants originaires des différents continents, membres des organisations affiliées ou des UIS.

Le Bureau est également composé:

— du Président de la FSM
— des Vice-Présidents de la FSM
— du Secrétaire Général
— du Secrétaire Général Adjoint.

Des représentants d'organisations associées peuvent être élus membres du Bureau à titre consultatif.

Les autres membres du Secrétariat et le Président de la Commission de Contrôle Financier participent aux débats du Bureau.

Les membres du Bureau représentent le Conseil Général et non des divisions géographiques ou professionnelles particulières.

Les membres du Bureau, autres que le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, doivent être, au moment de leur élection, des membres actifs d'organisations syndicales.

II/ Le Bureau dirige les activités du Secrétariat dans l'application des décisions, des résolutions et de l'orientation du Congrès et du Conseil Général.

Il prend régulièrement connaissance des rapports concernant l'état et l'utilisation des fonds de la FSM et l'activité du Fonds International de Solidarité.

En cas de nécessité, le Bureau prend toutes mesures d'urgence sur toutes les questions affectant les intérêts du mouvement syndical. Il est tenu de soumettre à la ratification du Conseil Général un rapport concernant ces mesures.

III/ Le Bureau se réunit régulièrement deux fois par an, ou en session extraordinaire convoquée par le Secrétariat en accord avec le Président et les Vice-Présidents, ou sur demande d'un tiers des membres du Bureau.

Les sessions du Bureau sont présidées par le Président ou, à défaut, par l'un des Vice-Présidents.

TÜSTAV

SECRETARIAT

I/ Le Secrétariat, composé du Secrétaire Général, du Secrétaire Général Adjoint et des Secrétaires, est élu par le Conseil Général compte tenu de la représentation de toutes les régions du monde.

C'est l'organe exécutif permanent de la FSM.

Il a pour tâche principale l'exécution et la réalisation pratique du programme et des décisions prises par le Congrès Syndical Mondial, le Conseil Général et le Bureau.

Il est collectivement responsable devant les organes statutaires de la FSM de son activité quotidienne et du fonctionnement de son appareil central, de son activité financière et de l'organisation des différents services.

La nature internationale de la fonction permanente de chaque membre du Secrétariat le dégage, au sein du Secrétariat, d'obligations nationales particulières.

II/ Les fonctions du Secrétariat sont en particulier:

a) d'examiner toutes les questions urgentes qui surgissent dans l'intervalle des sessions du Bureau et de soumettre pour leur ratification les mesures prises sur ces questions urgentes au Bureau.

b) de convoquer les sessions du Bureau et de préparer les documents pour ces sessions aussi bien que pour celles du Conseil Général et du Congrès;

c) d'entretenir un contact permanent avec les organisations membres et les UIS;

d) de prendre toutes les mesures voulues afin de réunir les matériaux documentaires concernant la législation sociale et diverses questions intéressant le mouvement syndical international et d'envoyer ces informations aux organisations syndicales;

e) d'éditer les publications de la FSM;

f) de diriger l'activité de l'appareil de la FSM.

III/ Le travail du Secrétariat est dirigé par le Secrétaire Général, assisté du Secrétaire Général Adjoint. Le Secrétaire Général, ou, en son absence, le Secrétaire Général Adjoint, représente la FSM auprès d'autres organisations et institutions.

TÜSTAV

COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER

1/ La Commission de Contrôle Financier est composée d'un Président et de quatre autres membres, tous élus par le Congrès Syndical Mondial parmi les membres d'organisations affiliées dont le paiement des cotisations est à jour.

II/ La Commission de Contrôle Financier a pour tâche de contrôler les comptes de la Fédération et de veiller à ce que la gestion financière soit en accord avec les plans de travail et autres décisions des organes statutaires.

ARTICLE 8

BUDGET ET FONDS

1/ Les fonds dont dispose la Fédération Syndicale Mondiale proviennent de la collecte des cotisations dont le montant est fixé par le Bureau et ratifié par le Conseil Général, en appliquant le principe du taux dégressiif sur les bases suivantes:

— jusqu'à 5 millions de membres: pleine cotisation;

— au-dessus de 5 millions et jusqu'à 10 millions: 50% de la pleine cotisation;

— au-dessus de 10 millions et jusqu'à 15 millions: 25% de la pleine cotisation;

— au-dessus de 15 millions: 12,5% de la pleine cotisation.

II/ Le Bureau, sous réserve d'approbation par le Conseil Général, peut permettre à des organisations syndicales de payer leurs cotisations d'après un taux inférieur à celui indiqué ci-dessus.

III/ Le Bureau soumet au Conseil Général un budget annuel basé sur les cotisations à recouvrer.

Les cotisations sont payées par trimestre et sont calculées sur la base des effectifs totaux de chaque organisation syndicale affiliée, à la fin de l'année précédant la réunion du Congrès ou du Conseil Général.

TÜSTAV

COMMISSIONS DE TRAVAIL

I/ Le Conseil Général, le Bureau ou le Secrétariat peuvent décider de créer des commissions de travail permanentes ou transitoires pour étudier certains thèmes spécifiques importants, ou pour la réalisation de certaines actions.

II/ Les Commissions de Travail peuvent également être composées de représentants d'organisations non adhérentes. Elles ont un caractère consultatif; leurs conclusions et recommandations sont présentées, pour l'adoption des décisions, aux organes qui les ont créées.

ARTICLE 10

DIFFUSION ET PUBLICATIONS

Afin de maintenir un contact permanent avec ses organisations membres et de faire connaître ses orientations, opinions, son programme et ses initiatives, la FSM dispose de publications et de moyens audio-visuels décidés par le Bureau.

ARTICLE 11

SIEGE CENTRAL

Le siège de la Fédération Syndicale Mondiale est établi à Prague.

ARTICLE 12

UNIONS INTERNATIONALES DES SYNDICATS (UIS)

I/ Les UIS sont constituées pour couvrir toutes les industries, professions et métiers. Elles participent aux activités de la FSM et de ses organes sur la base des présents Statuts. Elles sont des centres d'élaboration, de co-

ordination et d'impulsion de l'action syndicale internationale au niveau professionnel, pour la plus large unité et solidarité dans l'intérêt des travailleurs de leur branche respective.

II/ Les UIS disposent de leurs propres Statuts qui déterminent les normes de leur souveraineté dans toutes les sphères de leurs activités, de leurs orientations, de leur composition, de leur direction et de leur administration interne.

III/ Les UIS coopèrent avec la FSM dans la mise en pratique des orientations du CSM à l'élaboration desquelles elles ont participé et dans l'organisation du soutien et de la solidarité de tout le mouvement syndical mondial.

Une Conférence consultative des Secrétariats des UIS et du Secrétariat de la FSM est convoquée chaque année, dans le but d'échanger et d'élargir les expériences acquises sur le plan professionnel et de coordonner, si necessaire, les iniuatives et les actions communes qui leur sont propres.

ARTICLE 13

ACTIVITES SYNDICALES REGIONALES

La FSM a pouvoir d'organiser et de stimuler des consultations, des actions de coordination, des échanges d'expérience entre organisations syndicales de régions, de secteurs, de zones géographiques où se dessine une communauté de revendications et où existent des conditions spécifiques représentant des intérêts communs pour les travailleurs.

Les organisations syndicales de ces régions, secteurs ou zones peuvent, en accord avec la FSM, choisir et déterminer tels méthodes, formes et moyens qui leur conviennent pour favoriser la préparation et la réalisation des initiatives et des activités régionales pour le développement des luttes ouvrières.

Ces mêmes organisations syndicales peuvent prendre en outre, toutes les initiatives susceptibles de développer l'unité d'action et d'atteindre l'unité syndicale avec toutes les formations syndicales, de régions, de secteurs ou de zones géographiques concernées, sans aucune discrimination.

TÜSTAV

MEMBRES ASSOCIES

I/ Les organisations membres de la FSM en qualité d'associées participent au Congrès Syndical Mondial avec tous les droits reconnus aux organisations affiliées.

II/ Les organisations associées sont membres du Conseil Général à titre consultatif.

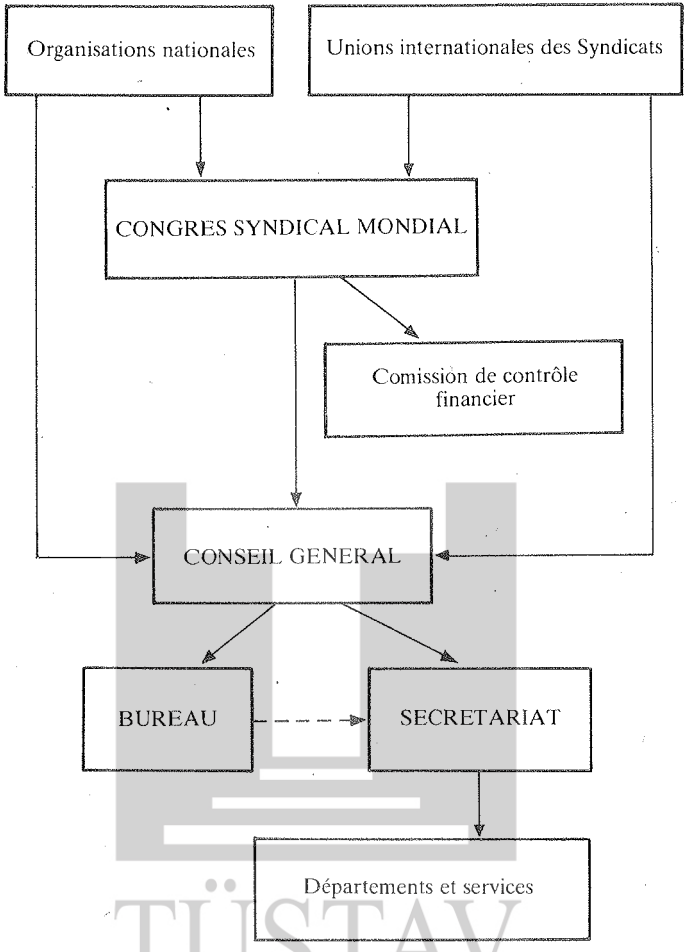
III/ Le Conseil Général peut décider que des organisations associées soient membres du Bureau à titre consultatif.

IV/ Les membres d'organisations associées ne peuvent être élus aux fonctions de Président, Vice-Président, Secrétaire Général, Secrétaire Général Adjoint ou Secrétaire de la FSM.

V/ Les organisations associées contribuent aux fonds de la FSM par une cotisation dont le montant est fixé d'un commun accord entre la FSM et l'organisation associée concernée.

TÜSTAV

STRUCTURE DE LA FSM:



TÜSTAV

ANNEXE 2

CONFERENCES ET CONGRES SYNDICAUX MONDIAUX — *Résumé statistique*

Conférence syndicale mondiale, Londres, 6-17 février 1945:

Délégués:	204	
Organisations nationales (pays):	38	(35)
Organisations internationales:	15	

Représentation totale: 60 millions de travailleurs.

Conférence — Ier Congrès syndical mondial, Paris, 25 septembre-8 octobre 1945:

Delegués:	346	
Organisations nationales (pays):	56	(55)
Organisations internationales:	19	

Représentation totale: 67 millions de travailleurs.

IIème Congrès syndical mondial, Milan, 29 juin-9 juillet 1949:

Délégués:	252	
Organisations nationales (pays):	63	(61)
Organisations internationales:	4	

Représentation totale (adhérents): 71 millions de travailleurs.

TÜSTAV

IIIème Congrès syndical mondial, Vienne, 10-21 octobre 1953:

Délégués:	819	
Total d'organisations nationales (pays):	253	(79)
Non-adhérentes:	207	
Organisations internationales:	7	

Représentation totale: 88 millions de travailleurs, dont *60,6 millions d'adhérents.*

IVème Congrès syndical mondial, Leipzig, 4-15 octobre 1957:

Délégués:	806	
Total d'organisations nationales (pays):	190	(80)
Non-adhérentes:	114	
Organisations internationales:	7	

Représentation totale: 106 millions de travailleurs, dont *92 millions d'adhérents.*

Vème Congrès syndical mondial, Moscou, 4-15 décembre 1961:

Délégués	958	
Total d'organisations nationales (pays):	(*)	(97)
Non-adhérentes:	(*)	
Organisations internationales:	8	

Représentation totale: 142 millions de travailleurs, dont *120 millions d'adhérents.*

TÜSTAV

(*) Données non enregistrées.

VIème Congrès syndical mondial, Varsovie, 8-22 octobre 1965:

Délégués:	527	
Total d'organisations nationales (pays):	99	(90)
Non-adhérentes:	58	
Organisations internationales:	8	

Représentation totale: 159 millions de travailleurs, dont *138 millions d'adhérents.*

VIIème Congrès syndical mondial, Budapest, 17-26 octobre 1969:

Délégués:	461	
Total d'organisations nationales (pays):	135	(97)
Non-adhérentes:	56	
Organisations internationales:	13	

Représentation totale: 153 millions de travailleurs, dont *134 millions d'adhérents.*

VIIIème Congrès syndical mondial, Varna, 15-22 octobre 1973:

Délégués:	574	
Total d'organisations nationales (pays):	180	(93)
Non-adhérentes:	113	
Organisations internationales:	13	

Représentation totale: 208 millions de travailleurs, dont *151 millions d'adhérents.*

TÜSTAV

IXème Congrès syndical mondial, Prague, 16-22 avril 1978:

Délégués:	996	
Total d'organisations nationales (pays):	303	(126)
Non-adhérentes:	174	
Organisations internationales:	20	

Représentation totale: 230 millions de travailleurs, dont *190 millions d'adhérents.*

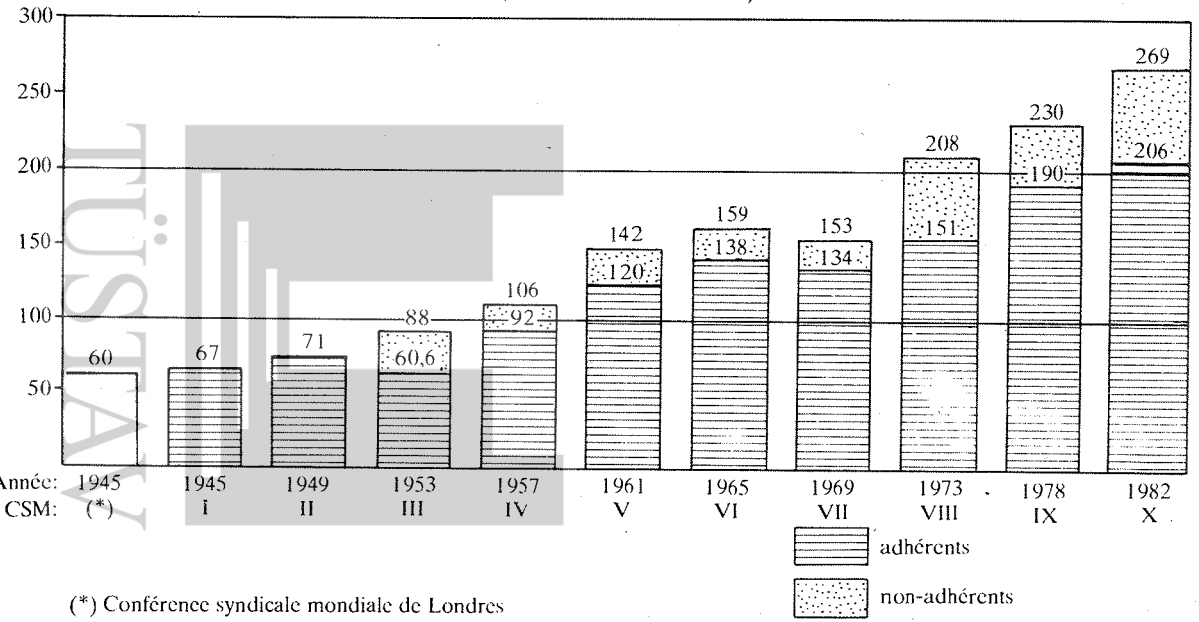
Xème Congrès syndical mondial, La Havane, 10-15 février 1982:

Délégués:	810	
Total d'organisations nationales (pays):	338	(138)
Non-adhérentes:	229	
Organisations internationales:	19	

Représentation totale: 269 millions de travailleurs dont *206 millions d'adhérents.*

TÜSTAV

TABLEAU COMPARATIF DE CROISSANCE EN NOMBRE D'ADHERENTS
ET REPRESENTATION AUX CONGRES (en millions de travailleurs):



(*) Conférencee syndicale mondiale de Londres

ANNEXE 3

LES UNIONS INTERNATIONALES DES SYNDICATS — *Brève présentation*

Conformément aux recommandations de la Conférence syndicale mondiale de 1945 à Londres et à Paris, la FSM est composée, outre les centrales nationales, d'organisations professionnelles internationales créées pour couvrir les diverses branches industrielles et professionnelles, et appelées «Unions internationales des syndicats» (UIS). Le IIème Congrès syndical mondial avait défini à Milan, en 1949, leur mode de fonctionnement et leur place au sein de la famille de la FSM. Avec le temps, elles sont devenues de larges organisations internationales ayant leur propre personnalité comme centres pour la promotion, la coordination et l'encouragement de l'action syndicale au niveau professionnel, en vue d'assurer le plus haut degré d'unité et de solidarité dans l'intérêt des travailleurs de leurs branches professionnelles respectives. Toute organisation syndicale nationale de la branche intéressée peut adhérer à une UIS, indépendamment de son affiliation ou non à une centrale nationale et de l'adhésion ou non de cette dernière à la FSM. Au sein de la FSM, les UIS jouissent de la plus large autonomie pour l'élaboration de leur politique dans le domaine spécifique de leurs activités, ainsi que dans leur vie interne, régie par leurs propres Statuts. Elles participent à l'élaboration de la politique de la FSM et coopèrent avec elle dans l'application des orientations du Congrès syndical mondial, où elles sont représentées. Elles jouent un rôle décisif dans le développement de la solidarité internationale, en particulier dans la lutte contre les sociétés transnationales. Leurs représentants sont membres du Conseil général et peuvent être élus membres du Bureau de la FSM.

Il y a actuellement onze UIS; un Comité permanent international, à caractère consultatif, développe ses activités en étroite coopération avec la FSM:

TÜSTAV

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE, DES FORETS ET PLANTATIONS (UISTAFP)

Adresse: Opletalova 57,
11000 Prague, Tchécoslovaquie.
Téléphone: (422) 221938
Secrétaire général:
René Digne (France)

Fondée en 1949 lors de la Conférence constitutive de Varsovie, elle possède aujourd'hui la structure professionnelle ayant le plus grand nombre d'adhérents dans le cadre de la FSM: elle regroupe dans ses rangs 98 organisations de 61 pays représentant 60 millions de travailleurs. Au total, 110 organisations de 71 pays, représentant 73 millions de travailleurs, participaient à la IXème Conférence professionnelle internationale (Varsovie, 3-6 octobre 1983). L'UIS participe avec statut consultatif aux activités de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation). Elle développe ses activités à travers quatre commissions de branche: travailleurs agricoles, plantations, travailleurs forestiers et paysans. Elle publie un bulletin mensuel d'information.

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES, TABACS, HOTELS ET BRANCHES CONNEXES (UIS Alimentation)

Adresse. Ul. 6 Septembri 4,
Sofia, Bulgarie.
Téléphone: (3592) 880251
Adresse télégraphique: UIS MOP (Sofia)
Secrétaire général:
José Antonio Marrero (Cuba)

Fondée en 1949, elle compte actuellement 94 organisations membres de 54 pays, représentant 20 millions de travailleurs. A la VIIIème Conférence professionnelle (Moscou, 27-30 septembre 1983) ont participé 110

IUSTAV

organisations de 78 pays, dont 51 organiations non adhérentes de l'UIS. Etant donné la grande diversité de professions groupées, il existe aussi de nombreuses commissions de branche: industries sucrières, viandes et graisses, lait et produits laitiers, boulangerie et pâtisserie, tabac, hôtellerie et gastronomie, etc.; un Comité mixte a été créé avec l'UIS des Transports pour suivre les problèmes des travailleurs de la pêche. elle participe avec statut consultatif aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO). Elle édite un bulletin d'information bi-mensuel et les «Nouvelles Brèves».

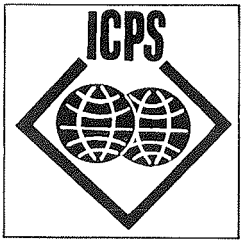
UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT, DU BOIS ET DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION (UITBB)

Adresse: 00101 Helsinki, B.P. 281,
Finlande.
Téléphone: (3580) 604870
Adresse télégraphique:
INTERBATIMENT (Helsinki)
Secrétaire général:
Mauri Perä (Finlande)

Fondée à Milan en 1949. Actuellement, elle regroupe 73 organisations de 57 pays, avec un total de 17 millions d'adhérents. A la Conférence professionnelle internationale de Sofia (11-17octobre 1983), ont participé 86 organisations de 64 pays. Elle compte diverses commissions de branche et divers groupes de travail permanents: bâtiment, bois, matériaux de construction, hygiène et sécurité au travail, jeunesse, femmes, et aussi ingénieurs, architectes et techniciens. Elle publie un bulletin d'information trimestriel et des nouvelles brèves bi-mensuelles.

TÜSTAV

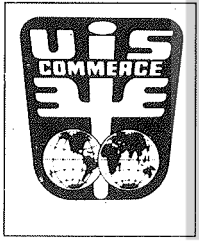
UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE, DU PETROLE ET SIMILAIRES (ICPS)



Adresse: Benczur ut. 45,
1415 Budapest, Hongrie.
Téléphone: (361) 428558
Adresse télégraphique:
INTERCHIMIE (Budapest)
Télex: 225861
Secrétaire général:
Alain Covet (France)

Fondée en 1950, elle regroupe aujourd'hui 100 organisations de 50 pays, représentant 13 millions d'adhérents. La IXème Conférence professionnelle internationale de Prague (16-20 mai 1983), a vu la participation de 93 organisations de 59 pays, dont 33 organisations non-adhérentes de l'UIS. Cinq commissions développent leurs activités dans les branches suivantes: chimie, pétrole, papier, verre et céramique, caoutchouc. L'UIS a organisé une large Conférence internationale sur les transnationales de l'industrie pharmaceutique, en 1981 à Moscou, et une Conférence syndicale internationale contre les armes chimiques et bactériologiques, en 1983 à Ho-Chi-Minh-Ville. Elle mène une intense activité de coordination des luttes des travailleurs des transnationales, en particulier ceux de la société Rhône-Poulenc. Elle publie périodiquement un bulletin et une note d'information.

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE (UISC)



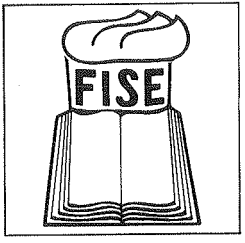
Adresse: Opletalova 57
11000 Prague 1, Tchécoslovaquie.
Téléphone: (422) 220680
Secrétaire général:
Ilie Frunza (Roumanie)

Fondée en 1959, elle regroupe actuellement 70 organisations membres de 61 pays, représentant plus de 20 millions de travailleurs. A la VIIème

ÚSTAV

Conférence professionnelle internationale de Berlin, (RDA, 19-24 septembre 1984), ont participé 26 organisations nationales non adhérentes, ce qui éleva le nombre de pays représentés à 69. Une commission permanente s'occupe des problèmes de la femme travailleuse, et elle a organisé trois conférences internationales sur ce thème qui a une importance particulière dans la branche du commerce. L'UIS publie un bulletin trimestriel et une publication mensuelle, «Nouvelles».

FEDERATION INTERNATIONALE SYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT (FISE)



Adresse: Wilhelm Wolf Str. 21,
Berlin III, RDA
Téléphone: (372) 4800591
Télex: 115037 fise dd
Secrétaire général:
Daniel Retureau (France)

Fondée en juillet 1946 à Paris par la fusion du Secrétariat professionnel international de l'enseignement (SPIE) et de l'ITE, avec la participation de la Confédération des enseignants américains (CEA), elle adhéra à la FSM comme première structure professionnelle. Elle est composée actuellement de 121 organisations de 82 pays, avec un nombre total de 20 millions d'adhérents. Au moment de clôre la présente édition, sa XIIIème Conférence statutaire était convoquée du 24 au 29 mai 1985 à Sofia, Bulgarie. La FISE participe avec statut consultatif aux activités de l'UNESCO. Diverses activités conjointes ont été organisées avec la Fédération internationale des enseignants (IFTU, membre de la CISL), la Confédération mondiale des enseignants (CME, membre de la CMT) et la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE). La FISE publie une revue trimestrielle, «Revue internationale des enseignants», avec un supplément pédagogique subventionné par l'UNESCO, et un bulletin qui paraît huit fois par an, intitulé «Courrier international des enseignants».

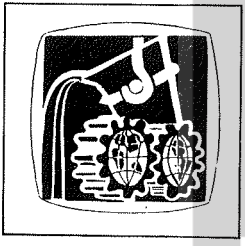
TÜSTAV

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE (UISFP)

Adresse: Französische Str. 47,
108 Berlin, RDA
Téléphone: (372) 2292662
Adresse télégraphique:
UNSYFO (Berlin)
Secrétaire général:
Hans Lorenz (RDA)

Fondée le 29 octobre 1949 à la Conférence de Berlin en tant qu'Union internationale des syndicats des travailleurs des postes, télégraphes et téléphones (UIS-PTT), son champ d'action fut élargi en 1955 aux travailleurs de la fonction publique, de la santé, des finances et des services communaux. Elle compte actuellement 104 organisations membres dans 44 pays, représentant 29 millions de travailleurs. Au VIIème Congrès de l'UIS (Prague 11-15 octobre 1982), ont participé 140 organisations, adhérentes ou non, de 69 pays, représentant 40 millions de travailleurs. Cinq commissions de branche fonctionnent au sein de l'UIS: travailleurs de la fonction publique, services communaux, santé publique, employés de banques et communications. Elle publie un bulletin d'information et une revue: «La fonction publique».

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE (UIS Métaux)



Adresse: B.P. 158, Moscou K-9, URSS
Téléphones: (7095) 4509085, 4502810, 450907
Télex: 411370 activ su.
Secrétaire général:
Alain Stern (France)

Fondée le 21 juin 1949 lors de la Conférence syndicale internationale des travailleurs de l'industrie métallurgique et mécanique, à Turin, Italie. elle représente aujourd'hui 22 millions de travailleurs organisés dans 58

ÚSTAV

organisations professionnelles de 42 pays. Les commissions de branche suivantes fonctionnent au sein de l'UIS: sidérurgie, constructions navales, industrie automobile, construction mécanique et électronique-électromécanique, ainsi qu'un Groupe de travail permanent sur la paix et le désarmement. Une Charte revendicative, adoptée en 1975, oriente ses activités. L'UIS des métaux joue un rôle actif dans les luttes contre les sociétés transnationales; son Secrétaire général préside la Commission spécialisée de la FSM; trois transnationales font plus particulièrement l'objet d'un travail continu de l'UIS des métaux: PHILIPS, GENERAL MOTORS et RENAULT. Elle développe d'importantes activités régionales en coopération avec d'autres organisations. La IXème Conférence internationale des syndicats des travailleurs de la métallurgie, tenue du 20 au 24 septembre 1982 à Moscou, a compté sur la participation de 113 organisations de 70 pays, dont 60 organisations non adhérentes de l'UIS. Elle publie un bulletin mensuel, «Informations», et un bulletin bi-trimestriel, «Action syndicale". Lors du Xème Congrés syndical mondial, l'UIS des métaux a été élue membre du Bureau de la FSM.

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES MINEURS ET DES TRAVAILLEURS DE L'ENERGIE (UISME)

Adresse: ul. Kopernika 36/40
00924 Varsovie, Pologne.
Téléphone: (4822) 264316
Secrétaire général:
Alain Simon (France)
Case 535
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cédex, France.
Téléphone: (331) 85 18295

Fondée en tant qu'Union internationale des syndicats des mineurs lors de la Conférence constitutive de Florence (Italie, 1-9 juillet 1949), son champ d'action s'est élargi aux travailleurs de l'énergie en 1983. Elle regroupe actuellement 44 organisations de 41 pays représentant un total de plus de 10 millions d'adhérents. A la IXème Conférence professionnelle internationale, tenue à Prague du 23 au 26 octobre 1984, ont participé 55 organisations de 39 pays, élevant ainsi la représentation à 14 millions de travailleurs. Ses commissions spécialisées sont: énergie, sociétés transnationales, hygiène et sécurité au travail, paix et désarmement. Elle développe des activités régionales en coopération avec des organismes régionaux. Dernièrement, deux larges conférences internationales pour la paix et le désarmement ont été organisées. L'UIS enregistre des progrès importants sur la voie de l'unité des mineurs du monde entier. Elle a joué un rôle

IUSTAV

de premier ordre dans la solidarité internationale envers les mineurs britanniques en grève. Elle publie un bulletin bi-mensuel, «Mineurs du monde».

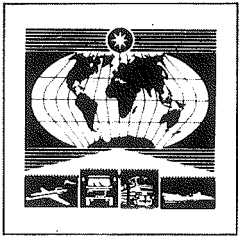
UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE TEXTILE, DE L'HABILLEMENT, DES CUIRS ET PEAUX (UISTHCP)

Adresse: Opletalova 57,
11000 Prague 1, Tchécoslovaquie.
Téléphone: (422) 221729
Secrétaire général:
Jan Kříz (Tchécoslovaquie)

Née en 1958 de la fusion entre l'Union internationale des syndicats des travailleurs du textile et de l'habillement et de l'Union internationale des syndicats des travailleurs des cuirs et peaux, toutes deux fondées en 1949. Elle regroupe aujourd'hui 75 organisations de 58 pays, avec un total de plus de 12 millions d'adhérents. La VIIème Conférence de l'UIS, tenue du 20 au 24 septembre 1982 à Berlin, capitale de la RDA, a compté sur la participation de 83 organisations de 59 pays, dont 32 non adhérentes. Elle coopère au niveau régional avec la Confédération latino-américaine des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (CLATEXC), la Fédération arabe des travailleurs du textile (FATT) et l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA). Elle comprend les commissions spéciales suivantes: textile, habillement, cuirs et peaux, et un Groupe de travail sur la paix et le désarmement. Elle consacre une attention spéciale à la coordination de l'action internationale des travailleurs des transnationales BATA et DMC. Elle publie les bulletins «Courrier» et «Informations». A l'occasion du Xème Congrès Syndical Mondial, son Secrétaire général a été élu membre du Bureau de la FSM.

TÜSTAV

UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS, DES PORTS ET DE LA PECHE (UIS Transports)



Adresse: Vaci ut. 73, 1139
Budapest, Hongrie.
Téléphone: (361) 209601, 884353
Secrétaire général:
K.C. Mathew (Inde)

Fondée en 1949, elle regroupe aujourd'hui 145 organisations de 72 pays représentant 18 millions de travailleurs. A la Conférence professionnelle internationale, tenue à Damas du 25 au 30 octobre 1982, ont participé des représentants de 57 organisations non adhérentes de 45 pays. Cinq commissions de branche fonctionnent au sein de l'UIS: marins, dockers, cheminots, transport automobile et aviation civile. L'UIS publie une revue trimestrielle, «Travailleurs des transports du monde», et un bulletin mensuel d'informations. Par décision du Conseil général de la FSM tenu dans le cadre du Xème Congrès syndical mondial, le Secrétaire général de l'UIS est membre du Bureau de la centrale mondiale.

COMITE PERMANENT INTERNATIONAL DES SYNDICATS DES INDUSTRIES GRAPHIQUES

Adresse: Unter den Linden 15
108 Berlin, RDA
Téléphone: (372) 2000111
Président:
Heinz Deckert (RDA)

Constitué en 1961 comme organisme consultatif et de coordination des syndicats des travailleurs des arts graphiques du monde, il est composé de 10 membres. A la Vème Conférence consultative internationale, tenue à Budapest en 1981, ont participé 65 organisations de 58 pays et 4 organisations internationales. Depuis sa fondation, il maintient des relations de co-

IUSTAV

opération étroite avec la FSM, bien qu'il n'y soit pas adhérent. Il a également développé la coopération avec la Fédération graphique internationale (SPI de la CISL), ainsi qu'avec les organisations nationales des travailleurs des arts graphiques indépendamment de leur affiliation régionale ou internationale. Il publie un Bulletin d'information qui paraît dix fois par an.

TÜSTAV

ANNEXE 4

LA FSM, AUJOURD'HUI

Au moment de mettre sous presse, la Fédération syndicale mondiale se composait de:

* 15 organisations nationales de 14 pays d'Afrique,
* 23 organisations nationales de 21 pays d'Amérique,
* 22 organisations nationales de 16 pays d'Asie et d'Océanie,
* 11 organisations nationales de 11 pays du Moyen-Orient,
* 13 organisations nationales de 12 pays d'Europe,
* 11 Unions internationales des syndicats.

En outre, sont représentés, au Conseil général, les syndicats affiliés aux UIS dans 9 pays, sans l'adhésion à la FSM des centrales nationales respectives.

Au total, la FSM compte: 84 organisations nationales de 74 pays et 11 Unions internationales des syndicats.

Le nombre total des pays représentés s'élève à 83.

En tout, la FSM représente plus de *206 millions de travailleurs de tous les continents et systèmes sociaux.*

Elle maintient des accords de coopération avec la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) et le Congrès permanent de l'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine (CPUSTAL), ainsi qu'avec une série d'organisations nationales non-affiliées.

Elle fait partie de la présidence du Conseil mondial de la paix (CMP) et coopère étroitement avec d'autres organisations internationales démocratiques comme l'Union internationale des étudiants (UIE), la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS), etc.

Elle jouit d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), et participe aussi aux ativités d'autres institutions spécialisées. Elle prend régulièrement part aux activités de la Conférence des organisations non-gouvernementales (CONG).

TÜSTAV

* *«Le Mouvement syndical mondial»*, revue mensuelle publiée en allemand, anglais, arabe, espagnol, français, portugais et russe.
* *«Flashes sur le monde syndical»*, bulletin informatif hebdomadaire publié en anglais, arabe, espagnol, français et russe.
* *«Bulletin économique»*, publié trimestriellement par le Service économique et social, en anglais, espagnol et français.
* *«Formation syndicale»*, cahiers d'orientation éducative publiés par le Service éducation et solidarité en anglais, espagnol et français.

LA FSM TRANSMET

Programmes spéciaux d'information sur les activités de la FSM et du monde syndical, retransmis régulièrement par Radio Prague en allemand, anglais, arabe, espagnol, français, italien, slovaque et tchèque, ainsi que dans d'autres langues en coopération avec d'autres radiodiffusions du monde.

TÜSTAV

BIBLIOGRAPHIE

Pour l'essentiel, ce travail a été élaboré sur la base des documents conservés dans les archives de la FSM à Prague. On a pris en compte les résultats des recherches effectuées en 1970-71 par une commission nommée à cet effet par le Bureau de la FSM; il s'agit de matériaux inédits jusqu'à présent.

Publications de la FSM consultées:

* L. Saillant, «Les syndicats libres restent à la FSM», Paris, 1949.
* E. Storace, «La FSM, reflet vivant de l'internationalisme prolétarien, 1945-1950». Paris, 1950.
* L. Saillant, «La FSM au service des travailleurs de tous les pays, 1945-1960», Prague, 1960.
* «Au cœur des luttes», Prague, 1965.
* «30 ans au service des travailleurs», Rapport de E. Pastorino, Président de la FSM, documents de la 26ème session du Conseil général, Prague, 1975.

Travaux d'autres auteurs:

* Vicente Lombardo Toledano, Rapport à la CTAL sur la Conférence syndicale mondiale de Londres, Mexico, 1945.
* Gordon Schaffer, «70 million speak», Reynolds News, London, 1946.
* Wiliam Z. Foster, «Outline History of the World Trade Union Movement», International Publishers, New York, 1956.
* Heinz Deutschland, «Pionniers», Tribüne, Berlin, 1970.
* Jean-François Michel, «La création de la FSM», Cahiers d'histoire N° 15, Paris, 1983.
* Rubens Iscaro, «Historia de la Federación Sindical Mundial», Anteo, Buenos Aires, 1983.
* Collectif d'auteurs du Département international du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, «40 let Svetove odborove federace», Práce, Prague, 1985.

TÜSTAV

SOMMAIRE

Au lecteur 5

Chapitre I — Les racines. Les origines. L'assaut du ciel. Le développement du mouvement syndical. Une parenthèse indispensable. Le rôle de la femme. L'approche de la première catastrophe. La douloureuse naissance d'un nouveau monde. De nouveau le problème de l'unité. 7

Chapitre II — 1945: L'espoir. L'idée de l'unité syndicale mondiale se fraie un chemin. La Conférence de Londres. Naissance de la FSM. La signification historique de la Conférence-Congrès de Paris. 27

Chapitre III — Un chemin semé d'embûches (1945-1949). Les premiers pas. De l'alliance à la confrontation. Premières difficultés. Les événements se précipitent. Validité et continuité de l'idée d'unité. 41

Chapitre IV — Fidélité à la cause des travailleurs (1949-1956). Les conséquences de la scission. La «guerre froide» et ses variantes «chaudes». Les résultats économiques du Plan Marshall et les travailleurs. L'alternative socialiste. Pour l'indépendance nationale et le progrès social. La FSM, bastion de la solidarité internationale des travailleurs. Nouvelles difficultés et une solution durable. 56

Chapitre V — Le monde change (1956-1973). Une aspiration universelle: la paix et l'indépendance des peuples. Le droit à une vie digne. Qu'y a-t-il de changé dans le monde syndical? Pour un programme au service de tous les travailleurs. 71

Chapitre VI — A la rencontre des grands défis de notre temps (1973-1982). La riposte des travailleurs. Le Congrès d'ouverture. Années de progrès et de recherche. Nouveaux efforts. Face à l'avenir. 89

Chapitre VII — Présent et perspectives. Le rôle des syndicats. La tâche essentielle de la solidarité internationale. L'union et l'unité d'action des syndicats sont plus que jamais vitales. Vers le XIème Congrès syndical mondial. 109

FUSTAV

Annexes:

1 — Statuts de la Fédération syndicale mondiale. 131
2 — Conférence et congrès syndicaux mondiaux — Résumé statistique. 149
3 — Les Unions internationales des syndicats — Brève présentation. 154
4 — La FSM, aujourd'hui. 164

Bibliographie 166

LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE
1945 - 1985

Publié par la Fédération syndicale mondiale en coopération avec la maison d'édition PRACE des syndicats tchécoslovaques, Prague, octobre 1985.
Rédacteur: Luis Turiansky.
Photographies des archives de la FSM.
Dessin et présentation graphique: Vladimir Jansky.
Première édition.

Tirage en français: 5000 exemplaires, 169 pages de texte et 16 pages de photographies.
Photocomposition réalisée dans les ateliers de la FSM.
Imprimé dans les ateliers graphiques Východočeské tiskárny, n.p., závod Havlíčkův Brod.
Distribution: Service de publication de la FSM, Vinohradská 10, 12147 Prague, Tchécoslovaquie.